



Agglo Sud Pays Basque  
Hego Lapurdiko Hirigunea

www.agglospb.fr

RAPPORT DE SYNTHÈSE  
MARS 2015

SINTESI TXOSTENA  
2015KO MARTXOA

## Document d'objectifs Natura 2000

# La Nivelle (estuaire, barthes et cours d'eau) / FR 7200785

Helburu Dokumentua

# Urdazuri (itsasadarra, errepirak eta ibilguak) / FR 7200785



Version finale validée par le Comité de Pilotage le 26 mars 2015

2015eko martxoaren 26an gidaritza batzordeak onestu azken bertsioa



Ce projet est cofinancé  
par l'Union européenne.  
L'Europe s'engage en Aquitaine  
avec le Fonds européen agricole pour  
le développement rural (FEADER).





## Maître d'ouvrage

---

Ministère en charge de l'environnement – DREAL Aquitaine – DDTM des Pyrénées Atlantiques

## Président du COPIL

---

M. Philippe ELISSALDE, vice-président de l'Agglomération Sud Pays Basque et maire de la commune d'Ahetze

## Opérateur Natura 2000

---

Agglomération Sud Pays Basque  
Service milieux naturels  
Chargé de mission : Florence Rubio  
Tel : 05 59 48 30 85  
5-7 rue Putillinea  
64122 Urrugne

## Rédaction du rapport de synthèse

---

Rédaction/coordination :  
Florence Rubio, chargée de mission Natura 2000

Assistance rédaction/technique :  
Caroline Huveteau, Responsable du service milieux naturels à l'Agglomération Sud Pays Basque  
Rosana Zuccheli, association ECOGIS  
Emilie Laborde, Responsable Unité Natura 2000, Chasse et Faune Sauvage, DDTM64  
Coline Garde, DREAL Aquitaine

## Prestataire technique

---

- diagnostic écologique : Bureau d'étude ETEN Environnement,
- assistance diagnostic Vison d'Europe : Conservatoire des Espaces Naturels d'Aquitaine,
- coordination et assistance sur la partie habitat et flore du diagnostic écologique : Conservatoire Botanique National Sud Atlantique.

## Crédits photos de la couverture :

---

Annexe alluviale, La Nivelle © A. RIBES, Agglomération Sud Pays Basque  
La Nivelle © Agglomération Sud Pays Basque

# Sommaire

<b>Table des illustrations .....</b>	<b>- 3 -</b>
Les figures .....	- 3 -
Les Tableaux .....	- 3 -
<b>Fiche d'identité du site .....</b>	<b>- 4 -</b>
<b>Avant propos.....</b>	<b>- 5 -</b>
<b>Le mot du Président .....</b>	<b>- 6 -</b>

## **PARTIE 1 PRESENTATION GENERALE DU SITE ET DU CONTEXTE - 8 -**

<b>1. La démarche Natura 2000 : La Nivelle .....</b>	<b>- 9 -</b>
1.1. Le réseau Natura 2000 et les directives Habitats et Oiseaux .....	- 9 -
1.2. Le site Natura 2000 FR 7200785 « La Nivelle (estuaire, barthes et cours d'eau) » .....	- 11 -
1.3. Le Document d'Objectifs du site .....	- 14 -
<b>2. L'existant en matière de gestion de l'environnement .....</b>	<b>- 16 -</b>
2.1. Le cadre réglementaire .....	- 16 -
2.2. Les outils de planification territoriale et articulation avec le site Natura 2000 .....	- 17 -
2.3. Les outils de protection des milieux naturels .....	- 18 -
2.4. Les réseaux de suivi de la qualité de l'eau .....	- 19 -
2.5. Les compétences administratives en lien avec la gestion des milieux naturels .....	- 20 -

## **PARTIE 2 DIAGNOSTICS, ENJEUX ET OBJECTIFS - 22 -**

<b>1. Synthèse des diagnostics .....</b>	<b>- 23 -</b>
1.1. Le diagnostic socio-économique .....	- 23 -
1.2. Le diagnostic écologique .....	- 28 -
<b>2. Enjeux de conservation .....</b>	<b>- 30 -</b>
2.1. L'état de conservation et la hiérarchisation des enjeux .....	- 30 -
2.2. Les enjeux de conservation .....	- 31 -
<b>3. Définition des objectifs du DOCOB .....</b>	<b>- 33 -</b>
3.1. Maintenir les stations d'Angélique des estuaires .....	- 38 -
3.2. Mettre en place une gestion durable des activités pour conserver ou restaurer les espèces et leurs habitats -	39 -
3.3. Maintenir ou restaurer les corridors biologiques sur l'ensemble du site .....	- 40 -
3.4. Améliorer les connaissances sur les espèces et les habitats d'intérêt communautaire .....	- 41 -
3.5. Limiter le développement des espèces exotiques envahissantes .....	- 41 -
3.6. Maintenir ou restaurer le fonctionnement hydrodynamique des cours d'eau et une eau en quantité favorable aux espèces d'IC .....	- 42 -
3.7. Conserver une eau de qualité favorable aux espèces d'IC .....	- 43 -
3.8. Animation du DOCOB .....	- 43 -



<b>1.</b>	<b>Les mesures finançables dans le cadre de Natura 2000.....</b>	<b>- 45 -</b>
1.1.	Les contrats Natura 2000 (hors parcelles agricoles) .....	- 45 -
1.2.	Les Mesures Agro-Environnementales Climatiques (MAEC) .....	- 45 -
1.3.	La charte Natura 2000 .....	- 46 -
1.4.	Les Mesures Hors Contrat.....	- 46 -
<b>2.</b>	<b>Les mesures non finançables dans le cadre de Natura 2000.....</b>	<b>- 47 -</b>
<b>3.</b>	<b>Les fiches « action » .....</b>	<b>- 47 -</b>
<b>4.</b>	<b>Feuille de route de l'animateur.....</b>	<b>- 120 -</b>
<b>5.</b>	<b>Synthèse financière .....</b>	<b>- 121 -</b>

# Table des illustrations

## Les figures

- Figure 1 : Schéma du fonctionnement du réseau Natura 2000 .....- 9 -
- Figure 2 : Réseau Natura 2000 en France.....- 9 -
- Figure 3 : Le site Natura 2000 « La Nivelle » .....- 11 -
- Figure 4 : Les paysages du territoire concerné .....- 11 -
- Figure 5 : Evolution annuelle du climat .....- 12 -
- Figure 6 : Débit journalier en m3/s .....- 13 -
- Figure 7 : Planification de l'élaboration du DOCOB du site .....- 15 -
- Figure 8 : Règlementation sur l'aménagement du territoire .....- 17 -
- Figure 9 : Les autres sites Natura 2000 à proximité du site « La Nivelle » .....- 19 -
- Figure 10 : La juridiction sur le site.....- 20 -
- Figure 11 : Lien entre les enjeux de conservation et les objectifs de développement durable.....- 37 -

## Les Tableaux

- Tableau 1 : Les habitats et espèces identifiés dans le FSD .....- 14 -
- Tableau 2: Synthèse du diagnostic socio-économique.....- 24 -
- Tableau 3 : Les espèces du site Natura 2000.....- 29 -
- Tableau 4 : L'état de conservation et la hiérarchisation des enjeux de chaque espèce.....- 30 -
- Tableau 5 : Les activités en lien avec les enjeux de conservation .....- 34 -
- Tableau 6 : Description des liens entre les activités et les enjeux de conservation .....- 35 -
- Tableau 7 : Plan d'actions .....- 50 -
- Tableau 8 : Feuille de route de l'animateur.....- 120 -
- Tableau 9 : Coût prévisionnel en fonction des actions.....- 121 -
- Tableau 10 : Coût prévisionnel par action et par année .....- 124 -

# Fiche d'identité du site

## Caractéristique du site Natura 2000

- **Date de proposition** comme site d'intérêt communautaire : avril 2002
- **Désigné au titre de** : la directive Habitat, Faune, Flore (Directive 92/43/CEE)
- **Localisation du site Natura 2000** : région Aquitaine, département des Pyrénées-Atlantiques
- **Communes concernées** : Ainhoa, Ascaïn, Ciboure, Saint-Jean-de-Luz, Saint-Pée-sur-Nivelle, Sare, Souraïde, Urrugne
- **Superficie du site Natura 2000** : 1 450 ha dont 14 % de superficie marine
- **Longueur du cours d'eau** : 233 km dont 12 km soumis à l'influence de la marée
- **Espèces d'intérêt communautaire** :

Groupe d'espèce	Espèces	Etat de la population
Mammifères semi-aquatiques	Loutre d'Europe	Avérée
	Vison d'Europe	Potentielle
	Desman des Pyrénées	Potentielle
Odonates et rhopalocères	Agrion de Mercure	Avérée
	Cordulie à corps fin	Avérée
	Cuivré des marais	Potentielle
Reptiles	Cistude d'Europe	Potentielle
Poissons	Saumon atlantique	Avérée
	Alose feinte	Avérée
	Grande alose	Avérée
	Lamproie marine	Potentielle
	Lamproie fluviatile	Potentielle
	Lamproie de Planer	Avérée
Crustacés	Ecrevisse à pattes blanches	Potentielle
Mollusques	Mulette perlière	Avérée
Flore d'IC	Angélique des estuaires	Avérée
	Soldanelle velue	Avérée
	Trichomanès remarquable	Avérée

- **Habitats d'intérêt communautaire** :

*Le diagnostic écologique est en cours pour les habitats*



# Avant propos

Ce document constitue le rapport de synthèse du Document d'Objectifs (DOCOB) du site Natura 2000 FR 7200785 « La Nivelle (estuaire, barthes et cours d'eau) ». Cette version a été validée par le Comité de Pilotage le 26 mars 2015.

Ce volet du DOCOB présente le site Natura 2000 dont il est question puis expose de manière synthétique les résultats des différents diagnostics menés durant la phase d'élaboration. Il propose dans un second temps des objectifs au regard des enjeux de conservation du site.

Enfin, il décline un plan d'actions accompagné d'un dispositif financier dont la mise en œuvre devra permettre d'atteindre les objectifs déterminés.

Pour aller plus loin dans la démarche Natura 2000 et pour une meilleure compréhension des enjeux et des objectifs, il est recommandé de consulter ce présent document associé :

- au diagnostic écologique,
- au diagnostic socio-économique,
- à l'atlas cartographique,
- au document de compilation qui comprend le rapport détaillé du diagnostic écologique ainsi que l'ensemble des présentations et comptes rendus de réunions et de groupe de travail menés durant la phase d'élaboration du DOCOB.



# Le mot du Président

Le bassin versant de La Nivelle, en plus de la diversité des paysages qu'il présente, abrite une richesse naturelle exceptionnelle. C'est aussi un lieu de vie où il existe de nombreuses activités et pratiques, qu'elles soient professionnelles ou de loisirs, qui participent à faire de cet espace un territoire attractif et dynamique. L'intégration du site de La Nivelle dans le réseau européen Natura 2000 représente une véritable opportunité pour rechercher une cohérence indispensable entre activité humaine et conservation de la biodiversité dans la perspective d'un développement durable de ce patrimoine commun.

L'élaboration du DOCument d'OBjectif du site a débuté fin d'année 2012. La démarche a mobilisé pendant près de trois ans l'ensemble des acteurs du bassin versant, notamment au travers d'une importante phase de concertation qui s'est matérialisée par l'organisation de nombreux groupes de travail. Ces travaux ont permis d'aboutir progressivement à un DOCOB accepté et partagé par tous, validé en comité de pilotage le 26 mars 2015. Je tiens donc ici à remercier tous ceux qui ont manifesté leur intérêt pour cette démarche et ont, par leur investissement personnel, leur soutien ainsi que leurs connaissances, participé à la réalisation de ce document de référence pour notre territoire.

La conclusion de ce travail d'élaboration du DOCOB Natura 2000 « La Nivelle » est un point d'étape important dans la mission de protection de la biodiversité que se sont fixés les pays européens. Il s'agit pour nous de poursuivre cette tâche, en continuant à y associer au maximum l'ensemble des acteurs et des habitants de ce territoire. C'est en partageant et en œuvrant ensemble que nous ferons avancer un sujet aussi important que la préservation de ce bien public global qu'est notre biodiversité.

**Le président du comité de pilotage**

**Philippe ELISSALDE**  
Maire d'Ahetze

# Lehendakariaren hitza

Urdazuriko haranak, bere paisaien aniztasunaz gain, ezohiko aberastasun natural bat aterpetzen du. Bizi eremu bat da ere. Badira hor jarduera eta praktika desberdin anitz, izan profesionalak edo aisialdikoak. Hauek laguntzen dute lurraldea erakargarria eta dinamikoa egiten. Ondare amankomun honen garapen iraunkorra sustatzeko xedez, Urdazuriko gunea Natura 2000 europar sarean sartu izana egiazko aukera da giza aktibitateen eta bioaniztasunaren babesaren arteko beharrezko koherentzia bilatzeko.

2012ko urte bukaeran hasi da gunearen Helburu dokumentuaren eratzea. Kasik hiru urtez haraneko eragile guziak mobilizatu ditu desmartxak, batez ere elkar aditze fase garrantzitsu baten bidez zeinean lantalde anitz antolatuak izan diren. Lan hauek ahalbidetu dute progresiboki heltzea denek onartu eta partekatu duten Helburu dokumentu batera eta gidaritza batzordean onestua izan dena 2015eko martxoaren 26an.

Hemen eskertu nahi ditut beraz desmartxa honentzat interesa agerrarazi duten eta beren engaiamendu pertsonalari, sustenguari eta ezagutzei esker gure lurralderako erreferantziazko dokumentu honen eratzean parte hartu duten guziak.

«Urdazuri» Natura 2000 Helburu dokumentua etapa puntu garrantzitsua da europar herrialdeek finkatu duten bioaniztasuna babesteko misioan. Guri dagokigunez, helburua da eginkizun hori segitzea, ahal den neurrian lurraldeko eragileak eta biztanleak parte harraraziz. Partekatuz eta elkarrekin lan eginez dugu ontasun publiko orokorra den bioaniztasunaren gai garrantzitsu hori aitzinaraziko.

**Gidaritza Batzordeko lehendakaria**



**Philippe ELISSALDE**  
Ahetzeko Auzapeza





# PARTIE 1

## Présentation générale du site et du contexte

# 1. La démarche Natura 2000

## 2000 : La Nivelle

### 1.1. Le réseau Natura 2000 et les directives Habitats et Oiseaux

#### Natura 2000 : un réseau européen

Face à la disparition d'un bon nombre d'espèces végétales et animales et à la banalisation des milieux, la communauté européenne s'est engagée à préserver la biodiversité en créant le réseau Natura 2000. Ce réseau vise à assurer le maintien ou le rétablissement dans un bon état de conservation des habitats et espèces pour lesquels l'Europe porte une forte responsabilité dans leur préservation. Ces habitats et espèces sont dits d'Intérêt Communautaire (IC).

Natura 2000 repose sur deux textes : la directive Habitats, Faune, Flore (DHFF) et la directive Oiseaux (DO) qui comprennent chacune des annexes listant, entre autres, les espèces et habitats d'IC pour lesquels des sites Natura 2000 doivent être désignés. Ce classement est justifié par leur statut (danger de disparition, vulnérable, rare), leur aire de répartition réduite et leurs caractéristiques remarquables. Chaque pays membre de l'Union Européenne a donc un réseau de Zones de Protection Spéciale (ZPS : zone proposée au titre de la DO) et de Zones Spéciales de Conservation (ZSC pour la DHFF). La gestion de ce réseau est librement décidée par chaque Etat membre (Figure 1).

#### La démarche Natura 2000 en France

La France a décidé de mettre en place une gestion locale, concertée et basée sur le volontariat pour répondre aux objectifs de Natura 2000 à travers (Figure 2) :

- la participation de tous les acteurs du territoire durant toutes les phases de vie d'un site, notamment grâce au COmité de PILotage (COPIL)
- la réalisation d'un DOcument d'OBjectifs (DOCOB) pour chaque site,
- une gestion basée sur la mise en place de contrats et non sur la sanctuarisation du site.

D'autre part, pour protéger ce patrimoine, lors de la conception de certains projets, un accord de l'Etat doit être donné à partir d'une étude (évaluation d'incidence) qui vise à vérifier que ces projets sont compatibles avec la préservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire.

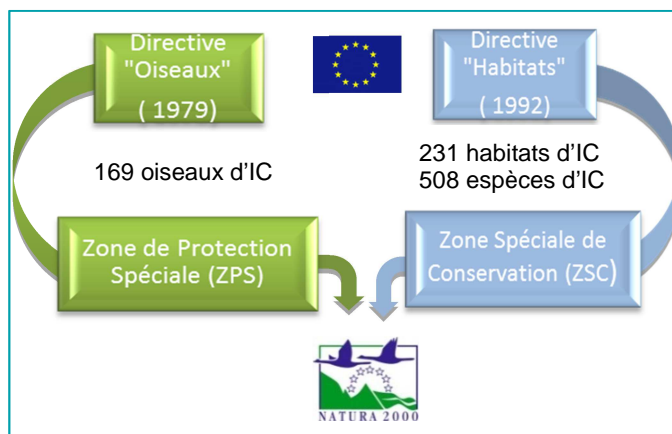


Figure 1 : Schéma du fonctionnement du réseau Natura 2000

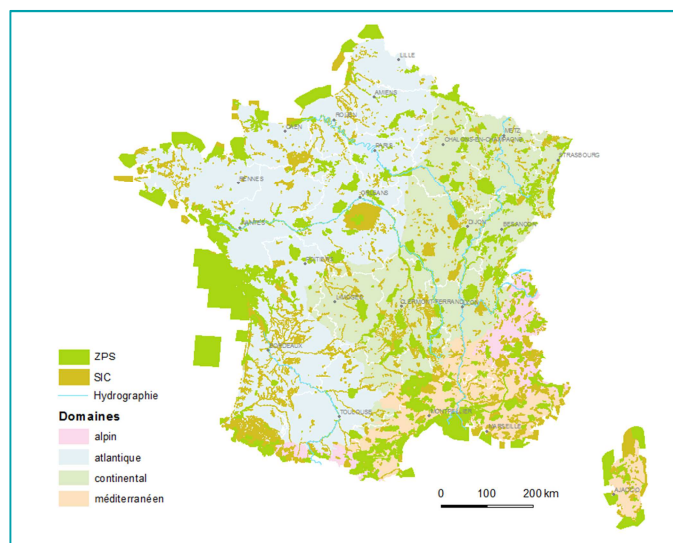


Figure 2 : Réseau Natura 2000 en France  
(Source : Service du Patrimoine Naturel MNHN, Sept. 2013)

**En Europe : 27 000 sites pour 96 millions d'hectares (18 % du territoire)**

**En France : 1 753 sites (384 ZPS et 1369 ZSC) pour 6,9 millions d'hectares (12,55 % du territoire)**

**En Pyrénées-Atlantiques : 37 sites au titre de la DHFF (dont 1 site marin), 15 sites au titre de la DO**

## Une gestion du site faite en concertation avec tous les acteurs du territoire

L'Etat français a choisi la gouvernance locale pour la gestion des sites à travers le portage du projet par une collectivité territoriale (on parle d'opérateur) et la création d'un COmité de PILotage (COPIL) défini par arrêté préfectoral. Il associe les différents acteurs du territoire : Etat, collectivités territoriales, organisations socio-professionnelles, gestionnaires, associations et scientifiques... Le COPIL, qui est une instance d'échange et de concertation, a pour rôle d'examiner et de valider les documents produits lors de l'élaboration du DOCOB puis de suivre la mise en œuvre de ce plan d'actions tout au long de l'animation du site.

## Les outils de gestion d'un site Natura 2000

Le document d'objectifs, élaboré par l'opérateur avec les acteurs du territoire, a pour but de définir les orientations à suivre pour répondre à l'objectif général de Natura 2000 qui est la préservation dans un bon état écologique des habitats et espèces d'IC. A partir des diagnostics écologique et socio-économique, il définit les enjeux et les objectifs de développement durable. Le DOCOB comprend également un plan d'actions définissant une liste de mesures de toute nature (Natura 2000 ou non) qui concourent à l'atteinte des objectifs.

- **Mesures de gestion des milieux** : il existe les Mesures Agro-environnementales et climatiques (MAEC) destinées aux agriculteurs, les contrats Natura 2000 et les actions relevant de dispositif autre que Natura 2000 (Life, Poctefa...). Ces actions découlent des enjeux du DOCOB et sont conçues pour apporter des réponses aux enjeux identifiés. Les propriétaires ou bailleurs situés à l'intérieur du site peuvent passer un contrat. Les actions sur lesquelles ils s'engagent peuvent faire l'objet d'aides financières.
- **Information et sensibilisation des acteurs** : Natura 2000 est une démarche participative. Des actions de sensibilisation sont nécessaires pour informer de la richesse naturelle du territoire. Ces actions sont essentielles pour faire vivre le DOCOB et pour impliquer les acteurs locaux
- **Amélioration des connaissances et suivi écologique** : le diagnostic écologique réalisé ne peut pas être exhaustif. Des compléments et des mises à jour pourront donc être proposés. De plus, durant la mise en œuvre du DOCOB, des suivis doivent être réalisés afin de s'assurer de l'efficacité des mesures mises en place.
- **Adhésion à la charte Natura 2000** : ce document a vocation à intégrer les actions ne nécessitant pas d'investissements financiers, mais concourant à l'atteinte des objectifs. Cette charte engage le signataire à mettre en place une gestion durable sur ces parcelles en contrepartie d'avantages fiscaux.

**Le DOCOB est à la fois un document de diagnostic qui décrit l'état initial du site et un document d'orientation pour la gestion. C'est par conséquent un document unique et adapté au site. Il doit être approuvé par le Préfet avant d'être mis en œuvre.**

## L'évaluation d'incidence, unique contrainte réglementaire

Cette étude a pour objectif de vérifier que certains projets, plans ou programmes sont compatibles avec les objectifs de conservation du site Natura 2000. Il s'agit d'évaluer les impacts du projet sur les habitats et espèces d'IC. En fonction des conclusions de cette étude, l'Etat peut demander une adaptation du projet ou ne pas l'autoriser.

**L'objectif de Natura 2000 est de mettre en œuvre une gestion des milieux afin de maintenir ou de retrouver un état de conservation favorable pour les espèces et habitats d'IC tout en tenant compte des enjeux économiques, sociaux et culturels présents sur le territoire.**

**Pour en savoir plus : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/>**

## 1.2. Le site Natura 2000 FR 7200785 « La Nivelle (estuaire, barthes et cours d'eau) »

### ► 1.2.1. Le bassin versant de la Nivelle

Ce site Natura 2000 appartient au bassin versant de la Nivelle. Il a la particularité d'être à cheval sur deux pays : la France et l'Espagne. D'une surface estimée à 23 300 ha, le bassin versant de la Nivelle prend sa source en Espagne où il occupe 6 700 ha (Baztan, Bera, Etxalar, Urdax et Zugarramurdi) avant de traverser la frontière. En France, il concerne 8 communes : Ainhoa, Ascain, Ciboure, Saint-Jean-de-Luz, Saint-Pée-sur-Nivelle, Sare, Souraïde, Urrugne.

Le site Natura 2000 couvre seulement la partie française du cours d'eau.

La particularité de ce site vient de sa complexité morphologique associant milieux maritimes et montagnards sur moins de 10 km à vol d'oiseau qui lui procure de multiples paysages.

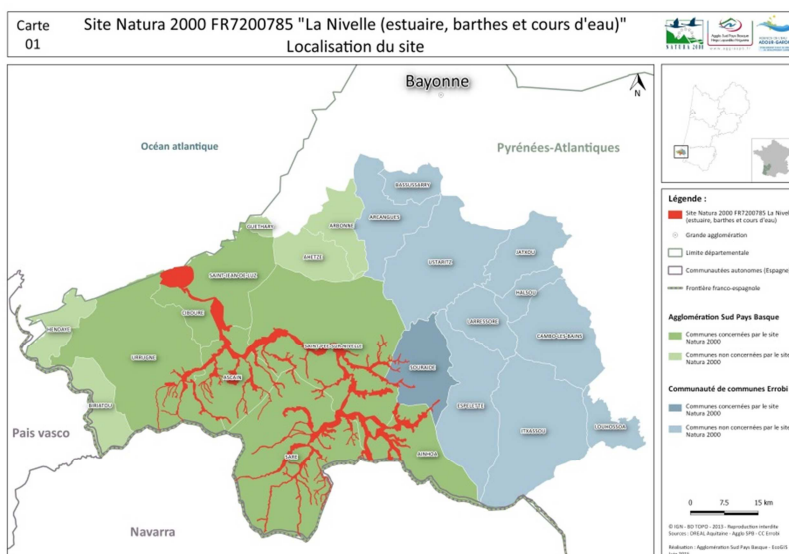


Figure 3 : Le site Natura 2000 « La Nivelle »

### ► 1.2.2. Des paysages diversifiés...

#### La basse montagne

Le nom de montagne ne se justifie pas par l'altitude du massif (environ 900 m) mais par la présence de pentes fortes qui permettent uniquement les activités extensives pastorales et forestières. Ce paysage correspond à des zones de bois denses qui s'intercalent entre les landes à fougères, les pelouses et les chênes clairsemés. L'eau est discrète mais omniprésente car cette montagne est la source de nombreux ruisseaux. La particularité de ce paysage tient à sa faible artificialisation.

#### Le paysage rural collinaire

Constitué d'une succession complexe de crêtes et de talwegs, ce paysage est une alternance de milieux ouverts et de zones densément boisées. Les crêtes planes accueillent l'habitat, les cultures, les équipements alors que les vallons sont davantage naturels. Ce paysage, façonné auparavant par la tradition agropastorale, évolue de plus en plus vers un paysage agro-résidentiel où le mitage ponctuel se transforme en mitage linéaire.

#### Les vallées

Ce paysage correspond aux plaines alluviales des cours d'eau. L'agriculture y est fortement présente avec des parcelles plus vastes que sur le paysage collinaire. Le caractère plat de ces zones les soumet aussi à une pression urbaine importante qui s'accroît d'amont en aval. Sur la

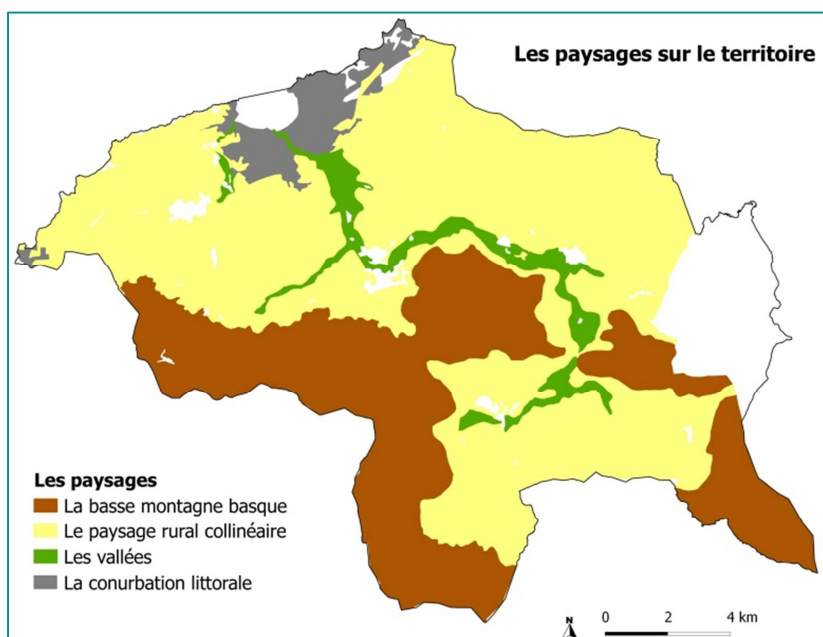


Figure 4 : Les paysages du territoire concerné

partie amont de la Nivelle, le cours d'eau offre un paysage d'eau vive qui devient plus fluvial en aval.

## La conurbation littorale

Le littoral, mis à part sur la corniche, est totalement urbanisé. Cette zone engendre une imbrication complexe des différentes fonctions urbaines : infrastructures, habitations, terrains de sport, campings...

### ► 1.2.3. ...s'expliquant par des conditions naturelles particulières

## Les origines géologiques du territoire

L'espace géographique du territoire se constitue en trois épisodes remarquables. Le Trias correspond à la formation du massif de La Rhune. Il est représenté par une alternance de phases de calme favorisant les dépôts fins fluvio-éoliens et de grosses crues permettant le dépôt de gros galets à l'origine des conglomérats. Le Crétacé apparaît avec une transgression marine durant laquelle se forment les falaises. Le Plio-quaternaire est marqué par l'apparition d'alluvions récents au niveau de la Nivelle et de dépôts littoraux sableux sur les plages.

Le substratum rocheux du territoire appartient majoritairement à la série du flysch du Crétacé supérieur. Ce flysch correspond à l'alternance de bancs calcaires et gréseux et de bancs de schistes avec des niveaux calcaires marneux, rendant le site parfaitement étanche.

Le fond des vallées est composé d'alluvions récents formés de gros cailloutis et de limons sur une épaisseur d'environ 2 à 4 m : une couche limoneuse inférieure brune contenant quelques galets sur 0,5 à 1,5 m et une couche supérieure majoritairement graveleuse, à galets plus ou moins gros, enveloppés dans une matrice sablo-argileuse brune sur 1 à 3 m.

## Le climat

L'analyse du régime météorologique de la côte basque faite par le BRGM (2004) <sup>1</sup>a permis de caractériser le climat comme océanique tempéré :

- faible amplitude thermique (10°C),
- taux d'humidité moyen important (78 % à Biarritz),
- pluviométrie annuelle très forte (en moyenne 1 500 mm/an),
- vents soutenus (en moyenne 42,7 km/h).

Ce territoire est marqué par un hiver peu rigoureux, pluvieux et assez venté et un été chaud, mais non caniculaire, et venté (fortement chargé en humidité).

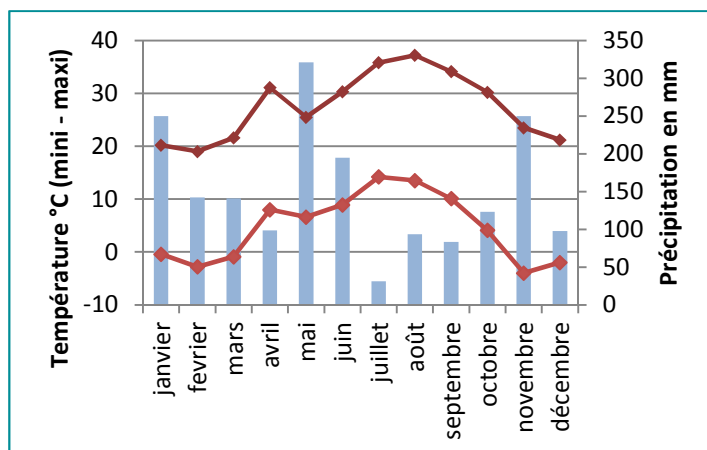


Figure 5 : Evolution annuelle du climat

## Le relief

Allant de 0 à 905 m (haut de La Rhune), ce territoire comprend une partie montagne et une partie littorale. Cette différence d'altitude sur une dizaine de kilomètres explique la présence de terrains abrupts, utilisés pour le pastoralisme et la sylviculture.

**Ces éléments abiotiques expliquent cette diversité de paysages et d'occupations du sol du bassin versant. La conurbation littorale ainsi que les centres des villages correspondent aux territoires artificialisés (7 % du territoire) et les autres paysages sont des alternances de zones agricoles (37 %) et forestières ou semi-naturelles (56 %).**

### ► 1.2.4. La Nivelle, un régime hydrologique particulier

<sup>1</sup> Durand N. et Mallet C. (2004) -Analyse du régime météorologique de la Côte Basque. BRGM/RP52955-FR  
Rapport de synthèse du DOCOB « La Nivelle » - Mars 2015



La Nivelle prend sa source en Espagne à 520 m d'altitude près du mont Alkurruntz. Sous le nom d'Olavidea, elle parcourt 12 km avant de franchir la frontière. De type dendritique (cours d'eau fortement ramifié), la Nivelle a de nombreux affluents permanents qui font partie du site Natura 2000. Parmi les principaux, on peut citer : l'Opalazioko erreka, le Lizuniako erreka, l'Amezpetuko erreka, le ruisseau des Trois Fontaines. Après son parcours français, la Nivelle se jette dans le Golfe du Gascogne au niveau de la baie de Saint-Jean-de-Luz – Ciboure. De la baie au pont d'Ascain, elle est soumise à la marée et appartient au domaine maritime.

Le régime hydrologique de la Nivelle est défini comme torrentiel en tête de bassin. Les cours d'eau sont plus ou moins larges n'excédant pas 7 mètres, pour une hauteur de berge pouvant atteindre 3 mètres. Ces cours d'eau sont, pour une grande partie, caractérisés par de fortes pentes entraînant de gros transports solides. Pour certains, il existe une alternance entre des zones de calme et des radiers.

En se rapprochant de l'embouchure, la Nivelle s'élargit entraînant une vitesse d'écoulement plus lente. Le courant est alors qualifié de fluvial.

Les fonds des rivières sont variables entre l'amont et l'aval du bassin versant avec une granulométrie allant des sables à graviers jusqu'aux gros blocs avec, ponctuellement, des affleurements de la roche mère. Cette diversité est propice à la vie piscicole. La zone estuarienne montre un substrat typique de limons fins majoritairement déposés à marée montante.

Au niveau de la station hydrométrique de Cherchebruit, le débit moyen, depuis 1969, est de 4,96 m<sup>3</sup>/s avec un débit maximal de 170 m<sup>3</sup>/s et un minimum de 0,22 m<sup>3</sup>/s. Selon les données de la banque Hydro, la période d'étiage se déroule, en temps normal, entre les mois de juin et d'octobre.

La période 2012-2013 a été particulière car plusieurs épisodes de crues ont été recensés. Le débit a été classé deux fois en quinquennale humide avec des débits supérieurs à 70 m<sup>3</sup>/s et six fois en quinquennale sèche avec des débits inférieurs à 3,2 m<sup>3</sup>/s. La particularité de ce cours d'eau est sa forte réactivité. En effet, en période de crue, le niveau de l'eau monte très vite pour redescendre par la suite à la même vitesse.

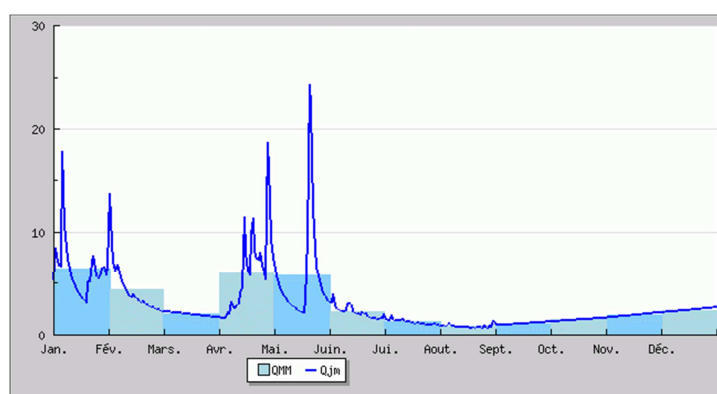


Figure 6 : Débit journalier en m<sup>3</sup>/s

(Source : Banque Hydro, 2013)

Du fait de son contexte géologique et orographique, la mobilité latérale de la Nivelle est relativement faible. La Nivelle n'est pas un cours d'eau qui divague, mais un recul des berges peut tout de même avoir lieu lorsque les berges sont dépourvues de ripisylve ou suite à l'arrachage de gros bois isolés présents sur les berges. Afin de limiter ces érosions latérales, certaines berges ont fait l'objet de protection en génie végétal ou civil (enrochement, déflecteurs...).

**La combinaison d'une forte pluviométrie, de pentes souvent supérieures à 10 % et des caractéristiques géologiques du bassin versant fait de la Nivelle l'un des cours d'eau les plus érosifs de France (DORE et al., 2009).**

### ► 1.2.5. Des conditions abiotiques favorisant la présence d'espèces et d'habitats d'intérêt communautaire.

Le site Natura 2000 « la Nivelle (estuaire, barthes et cours d'eau) » ne s'intéresse qu'à la partie française du bassin versant de la Nivelle (8 communes). Il est donc encadré au Sud par la frontière avec l'Espagne et à l'Ouest par l'Océan atlantique.

Ce site cours d'eau correspondant à un réseau hydrographique presque complet de 233 km de linéaire depuis ses sources de montagne (environ 600 m d'altitude) à son estuaire (12 km sont soumis à la marée). Il a la particularité d'être mixte en intégrant la baie (14 % du site). Des habitats et faciès maritimes sont ainsi représentés.

Il doit sa désignation à sa forte capacité d'accueil pour la faune piscicole et les espèces de bords de cours d'eau comme le Vison d'Europe ou le Desman des Pyrénées et à la présence de deux habitats d'intérêt communautaire prioritaires.



Tableau 1 : Les habitats et espèces identifiés dans le FSD

	Libellé			Code Natura 2000
Les Habitats Naturels visés par la Directive	Forêt alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> *			91E0*
	Estuaires			1130
	Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin			6430
	Banc de sable à faible couverture permanent d'eau marine			1110
	Replats boueux ou sableux exondés à marée basse			1140
	Lagunes côtières*			1150*
	Végétations pionnières à <i>Salicornia</i> et autres espèces annuelles des zones boueuses et sableuses			1310
	Classe	Nom vernaculaire	Nom scientifique	Code Natura 2000
Les Espèces visées par la Directive	Amphibiens	Cistude d'Europe	<i>Emys orbicularis</i>	1220
	Invertébrés	Ecrevisse à pattes blanches	<i>Austropotamobius pallipes</i>	1092
		Mulette perlière	<i>Margaritifera margaritifera</i>	1029
	Mammifères	Desman des Pyrénées	<i>Galemys pyrenaicus</i>	1301
		Vison d'Europe	<i>Mustela lutreola</i>	1356
	Poissons	Grande alose	<i>Alosa alosa</i>	1102
		Lamproie de Planer	<i>Lampetra planeri</i>	1096
		Lamproie de rivière	<i>Lampetra fluviatilis</i>	1099
		Lamproie marine	<i>Petromyzon marinus</i>	1095
		Saumon atlantique	<i>Salmo salar</i>	1106
		Toxostome	<i>Chondrostoma toxostoma</i>	1126
	Plantes	Angélique des estuaires	<i>Angelica heterocarpa</i>	1607

\* Habitat ou espèce d'intérêt communautaire prioritaire

Ce site Natura 2000 concerne le cours d'eau principal de la Nivelle ainsi que certains de ses affluents permanents, uniquement en France. Le site concerne les cours d'eau, leurs rives, leurs zones humides connexes et la baie de Saint-Jean-de-Luz – Ciboure.

### 1.3. Le Document d'Objectifs du site

Le DOCOB comprend différents volumes :

- Un **document de synthèse** (rapport de synthèse - document opérationnel de référence, diagnostic socio-économique, diagnostic écologique) et l'atlas cartographique,
- Un **document de compilation** : les éléments administratifs, les protocoles détaillés...
- Un **résumé non technique**.

### ► 1.3.1. La gestion administrative du DOCOB

- La **structure porteuse** : depuis sa création, l'Agglomération Sud Pays Basque s'est dotée de nombreuses compétences en matière d'environnement. Concernant Natura 2000, elle a pris en charge en 2008 l'animation de la mise en œuvre du DOCOB « Massif de Larrun-Xoldokogaina ». Lors du COPIL du 19 mars 2012, l'Etat l'a désignée comme structure porteuse de l'élaboration des DOCOB de 6 nouveaux sites dont celui de la Nivelle.
- Le **Comité de Pilotage** : installé le 19 mars 2012, il a pour rôle d'examiner, d'amender et de valider toutes les étapes du DOCOB. Ce COPIL, constitué par arrêté préfectoral, comprend 59 représentants. Il est présidé par M. ELISSALDE, vice-président à l'Agglomération Sud Pays Basque.

### ► 1.3.2. L'élaboration du DOCOB

L'élaboration a débuté en octobre 2012 avec le recrutement d'une chargée de mission à l'Agglomération Sud Pays Basque pour animer ce projet et rédiger le DOCOB. Pour ce faire, plusieurs phases de travail ont été mises en place conformément à la méthode élaborée par l'Etat.

- **Diagnostic écologique** : réalisé par le bureau d'étude Eten Environnement, il permet d'acquérir des informations sur les espèces et habitats d'IC présents sur le site ainsi que sur leurs habitats. Il les identifie et les localise. Ce travail est suivi par un groupe d'experts. Le CEN Aquitaine et le CBNSA examinent certaines étapes. Le COPIL valide le document finalisé.
- **Diagnostic socio-économique** : élaboré par la chargée de mission, cette partie doit permettre d'identifier toutes les activités concernant le site et d'en comprendre les interactions. Ce travail s'est construit et appuyé sur des entretiens individuels et des groupes de travail. Ils ont permis d'analyser les activités et d'identifier la façon dont elles interagissent avec la faune et la flore
- **Définition des enjeux et des actions** : des groupes de travail ont permis, dans un premier temps, de mettre en évidence les objectifs de développement durable sur le site à partir du croisement des deux diagnostics. Par la suite, ils se sont intéressés au dimensionnement des actions permettant de répondre à ces objectifs.

L'ensemble des acteurs est sollicité pour construire et valider la totalité du DOCOB. Etant les premiers concernés par la mise en place des actions du DOCOB, il est primordial qu'ils soient impliqués dès son élaboration. Ceci assurera que le DOCOB soit à l'image du territoire et de ses usagers. De nombreux échanges ont donc été réalisés avec les différents acteurs : la mairie, l'office de tourisme, les chasseurs, les associations de protection de l'environnement, les acteurs des activités de plein air...

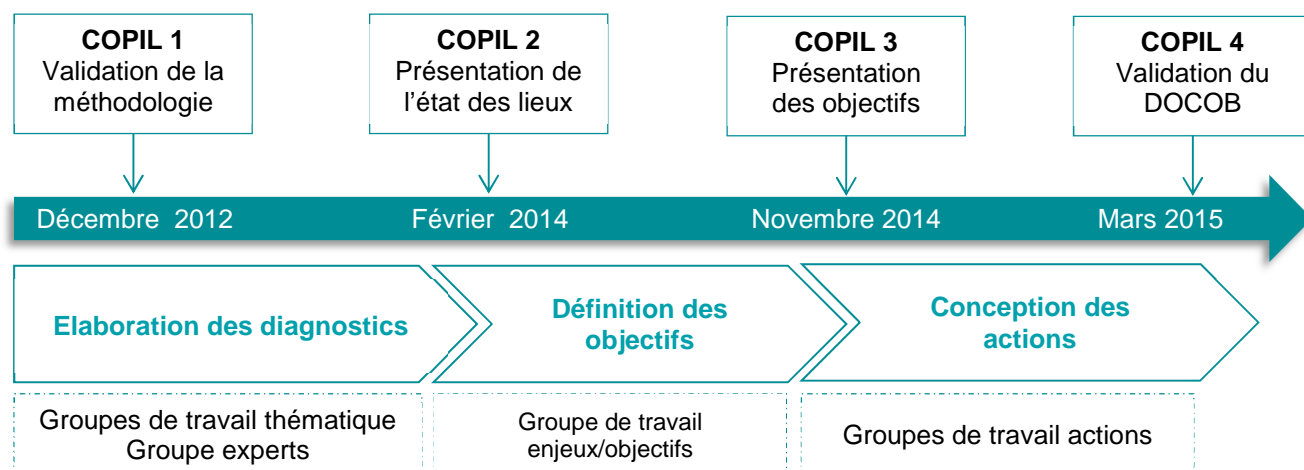


Figure 7 : Planification de l'élaboration du DOCOB du site



## 2. L'existant en matière de gestion de l'environnement

### 2.1. Le cadre réglementaire

#### La Directive Cadre sur l'Eau (DCE)

---

Adoptée le 23 octobre 2000 au niveau européen, elle définit un cadre pour la gestion et la protection des eaux par grand bassin hydrographique. Elle fixe comme objectif la préservation et la restauration des cours d'eau afin d'obtenir le bon état écologique des différents milieux aquatiques sur tout le territoire européen.

Le site Natura 2000 appartient à l'unité hydrographique de référence Côtiers basques. L'objectif est d'atteindre le bon état écologique d'ici 2015 pour deux masses d'eau concernant la Nivelle : « la Nivelle de sa source à l'océan » (FRFR273) et « le Lizuniako erreka de sa source au confluent de la Nivelle » (FRFR462).

#### La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA)

---

Adoptée en décembre 2006, elle correspond à la transposition en droit français de la DCE qui vise à garantir la gestion équilibrée des ressources en eau. Elle s'intéresse à l'atteinte du bon état écologique, à l'amélioration des services publics de l'eau et de l'assainissement et à la modernisation de l'organisation de la pêche en eau douce.

#### La Directive Cadre Stratégie pour le Milieu Marin

---

Adoptée en juin 2008, elle demande aux Etats-membres de l'Union Européenne de prendre les mesures nécessaires pour réduire les impacts des activités sur ce milieu et obtenir, d'ici 2020, le bon état écologique du milieu marin. La transposition a donné naissance, en France, à des sous-régions marines. Dans chacune d'entre elles, des programmes de surveillance et de mesures doivent être mis en place d'ici 2016. La zone au droit de la Nivelle appartient à la sous-région golfe de Gascogne.

#### La Directive Inondation

---

Relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation, cette directive, adoptée en 2007, a pour objectif de définir une politique d'intervention en 2015. Elle établit un cadre pour l'évaluation et la gestion des risques d'inondation, qui vise à réduire les conséquences négatives des inondations pour la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique. Elle est prévue en 3 étapes : évaluation préliminaire des risques d'inondation, cartographie des zones inondables et des dommages susceptibles d'être causés par les inondations, réalisation de plans de gestion des risques d'inondation à l'échelon du district hydrographique. Ces plans doivent faire intervenir une stratégie locale de réduction du risque basée sur la prévention, la protection et la préparation aux situations de crise. Localement, un territoire à risque important d'inondation (TRI) a été défini sur toutes les communes littorales du territoire pour le risque de submersion marine.

#### La réglementation sur l'aménagement du territoire

---

- La **loi Paysage** : créée en 1993, cette loi vise à protéger et mettre en valeur les paysages, qu'ils soient naturels, urbains, ruraux, banals ou exceptionnels. Elles fixent les orientations et les principes fondamentaux concernant la qualité des constructions et les conditions de réalisation des travaux.
- La **loi Montagne** : mise en place en 1985, elle s'intéresse au développement et à la protection de la montagne. Au sein de la zone de montagne, l'étalement de l'urbanisation est limité et l'agriculture est aidée grâce à l'Indemnisation Compensatoire de Handicap Naturel

- La **loi Littoral** : mise en vigueur en 1986, elle détermine les conditions d'utilisation et de mise en valeur des espaces terrestres maritimes et lacustres des communes riveraines des océans. Elle a pour objectif de maîtriser l'urbanisation, de protéger les milieux et de demander la création d'un schéma de mise en valeur de la mer.

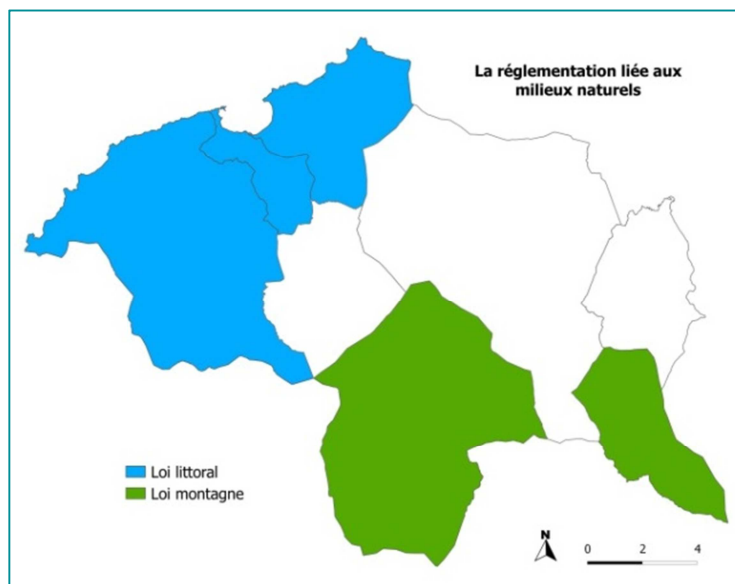


Figure 8 : Réglementation sur l'aménagement du territoire

## 2.2. Les outils de planification territoriale et articulation avec le site Natura 2000

### Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

Mis en place suite à la DCE (Directive Cadre sur l'Eau), ce document vise l'atteinte d'un bon état écologique d'ici 2015 à travers la mise en place d'une gestion équilibrée des ressources en eau et des milieux aquatiques du bassin Adour Garonne. Le SDAGE Adour-Garonne 2010-2015 pose 5 objectifs principaux qui contribuent indirectement aux objectifs de la politique de Natura 2000 :

- Amélioration de la connaissance
- Réduction des pollutions ponctuelles et des rejets diffus
- Amélioration de l'accès à l'eau potable et aux sites de baignades
- Maintien des fonctionnalités du cours d'eau
- Prévention des inondations

Les programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau ou certains programmes ou schémas ayant un impact sur l'eau doivent être compatibles ou rendus compatibles avec les dispositions des SDAGE. A ce jour, la Nivelle est dans un bon état écologique et chimique, à l'inverse le Lizuniako erreka a été rétrogradé à un état écologique moyen<sup>2</sup>.

### Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

Il est une déclinaison locale des enjeux du SDAGE. Le site Natura 2000 de la Nivelle est inclus dans le SAGE Côtiers basques en cours d'approbation qui préconise :

- D'assurer la cohérence de la gestion et des usages de l'eau sur le territoire
- De réduire l'impact des activités humaines sur la qualité des eaux
- D'aménager le territoire dans le respect de la prise en compte des risques naturels, de l'eau et des milieux aquatiques.
- De connaître et préserver les milieux et espèces liés à l'eau

Le SAGE s'intéresse donc, en partie, aux mêmes éléments que Natura 2000.

<sup>2</sup> Cours d'eau modélisé  
Rapport de synthèse du DOCOB « La Nivelle » - Mars 2015

## Schéma de COhérence Territorial (SCOT)

---

L'affectation des sols dans les documents d'urbanisme est majeure pour la suite de la démarche, puisqu'ils reflètent en quelque sorte l'avenir des espaces et donc des habitats.

Le territoire Natura 2000 est concerné par 2 SCOT : le SCOT Sud Pays Basque qui s'adresse aux communes de l'Agglomération Sud Pays Basque et le SCOT Bayonne – sud des Landes pour Souraïde.

Le premier est en cours de révision pour répondre au Grenelle 2. Sa première version, validée en 2005, définissait un axe d'aménagement sur l'accompagnement du développement tout en assurant la protection des espaces naturels, agricoles et maritimes et en partageant au mieux l'espace collectif. Celui de Bayonne – sud des Landes a été approuvé le 6 février 2014. Il préconise la préservation durable de l'environnement et de l'agriculture, la diminution de la consommation foncière ainsi que le confortement d'une armature urbaine fonctionnelle. En préconisant la protection de l'environnement, ces documents sont en accord avec la démarche Natura 2000.

## Les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et les Cartes Communales (CC)

---

A l'échelle des communes, sur notre territoire, les documents d'urbanisme sont soit des PLU, soit des CC. Ils peuvent permettre la protection des espaces naturels grâce au zonage N (naturel) et à la délimitation d'espaces boisés classés. Le classement en zone naturelle n'interdit pas obligatoirement les constructions, cela dépend du règlement associé au zonage. Tous les PLU du territoire doivent être refaits avant le 31 décembre 2016 pour répondre au Grenelle 2. Le site Natura 2000 et ses enjeux seront donc pris en compte dans ce document.

## Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI)

---

C'est un document destiné à évaluer les zones susceptibles d'être inondées. Il définit les règles de constructibilité dans les secteurs concernés.

## La trame verte et bleue

---

C'est un réseau formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques. Elle vise à reconstruire un réseau écologique cohérent, à l'échelle du territoire national, pour permettre aux espèces de circuler, de s'alimenter, de se reproduire.... Elle est ainsi constituée des réservoirs de biodiversité et des corridors qui les relient.

## 2.3. Les outils de protection des milieux naturels

### Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

---

Lancés en 1982, ces inventaires ont pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation. On distingue les ZNIEFF de type I représentant des secteurs de grand intérêt biologique ou écologique et les ZNIEFF de type II qui correspondent à de grands ensembles naturels riches et peu modifiés offrant des potentiels biologiques importantes (une modernisation a été lancée en 1996). 10 ZNIEFF sont plus ou moins liées au site Natura 2000.

Les ZNIEFF n'ont pas de valeur juridique néanmoins elles sont devenues aujourd'hui un des éléments majeurs de la politique de protection de la nature car le droit de l'environnement et le droit de l'urbanisme imposent aux communes de tenir compte de ces sites. Le statut de certains sites Natura 2000 est basé sur ces inventaires. Par exemple, l'inventaire fait dans le cadre de la ZNIEFF II réseau hydrographique Nivelle a contribué à la désignation de ce site Natura 2000.

### Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO)

---

De même qu'une ZNIEFF, elle renvoie à des inventaires scientifiques qui recensent les zones les plus favorables pour la conservation des oiseaux.

### Arrêté de protection de biotope

---

Pris par le préfet, cet arrêté a pour objectif de protéger des habitats naturels abritant une ou plusieurs espèces sauvages et protégées. Sur Saint-Pée-sur-Nivelle, en 2009, la zone de protection de biotope du site de Lurberria a été mise en place sur 133 ha pour protéger un site potentiel d'accueil du coléoptère *Osmoderma eremita* (pique prune). Cet arrêté a pour objectif de protéger les zones d'alimentation, de reproduction et de repos de l'espèce en interdisant sur le secteur tous travaux (construction, ouvrage, défrichement, débroussaillage, écobuage...) et tous dérangements liés à la pénétration de véhicules...



## Natura 2000

Ce territoire est très concerné par Natura 2000, en effet, 10 autres sites sont plus ou moins connectés à celui de la Nivelle :

1. Col de Lizarrieta  
(Agglo Sud Pays Basque)
2. Estuaire de la Bidassoa et baie de Fontarrabie
3. Massif du Mondarrain et de l'Artzamendi  
(SIVU Natura 2000 Mondarrain-Artzamendi)
4. Massif de Larrun-Xoldokogaina  
(Agglo Sud Pays Basque)
5. La Nive
6. Falaise de Saint-Jean-de-Luz à Biarritz  
(Agglo Sud Pays Basque)
7. Domaine d'Abbadia et corniche basque  
(Agglo Sud Pays Basque)
8. Côte Basque rocheuse et extension au large  
(Agglo Sud Pays Basque)
9. La Nivelle (estuaire, barthes et cours d'eau)  
(Agglo Sud Pays Basque)
10. Baie de Chingoudy

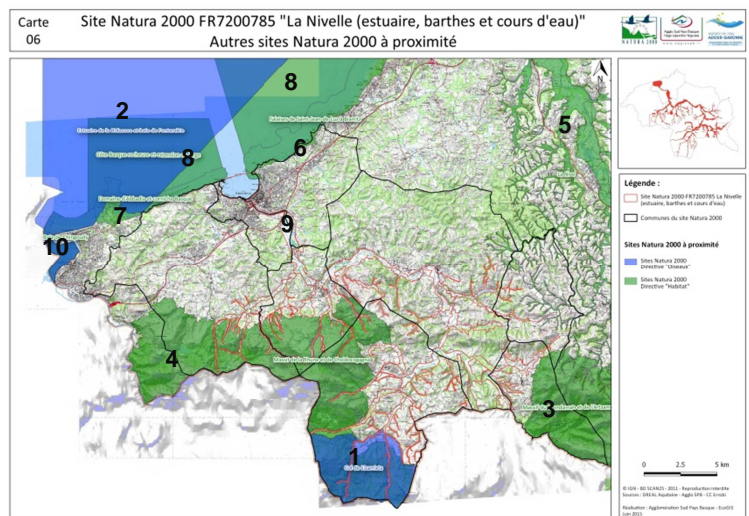


Figure 9 : Les autres sites Natura 2000 à proximité du site « La Nivelle »

## Espaces Naturels Sensibles (ENS)

La taxe d'aménagement payée au Conseil Départemental lui permet d'acquérir foncièrement des zones intéressantes d'un point de vue écologique afin de les préserver (mise en place d'une gestion adaptée). Ces espaces sont alors ouverts au public. Aucune ne se trouve sur le site Natura 2000.

## Sites inscrits et classés

Le classement ou l'inscription des sites sert à protéger, au titre de la loi du 2 mai 1990, des sites et des monuments naturels à caractère historique, artistique, scientifique, légendaire ou pittoresque. L'objectif est de conserver en l'état ces sites en les soumettant au contrôle du Ministère chargé des sites ou du Préfet. Le site Natura 2000 est concerné par différents sites inscrits ou classés.

**Les acteurs locaux sont conscients de la richesse faunistique et floristique présente sur ce territoire. De nombreux programmes de protection ont été instaurés afin de la préserver. Elle est également prise en compte dans le développement du territoire.**

## 2.4. Les réseaux de suivi de la qualité de l'eau

### Les réseaux de suivi

La Nivelle, du fait des usages pour l'eau potable et pour la baignade, est un cours d'eau extrêmement suivi par différents réseaux :

- Le **réseau DCE** : une station, depuis 1971, est présente sur le site Natura 2000 au niveau de Saint-Pée-sur-Nivelle. Elle permet une analyse physico-chimique et biologique (matière organique, azotée et phosphorée) du cours d'eau.

Pour en savoir plus : <http://adour-garonne.eaufrance.fr/station/>

- Le **réseau de l'Agglomération Sud Pays Basque** suit la qualité de tous ses cours d'eau. Au niveau du site Natura 2000, une vingtaine de points sont suivis sur les paramètres physico-chimiques et bactériologiques (fréquence mensuelle à bimensuelle). Il existe également deux points de contrôle fixes de la qualité biologique de la Nivelle. De plus, l'Agglomération Sud Pays Basque suit la qualité de ses eaux de baignade en saison estivale, notamment dans la baie de Saint-Jean-de-Luz/Ciboure et au lac de Saint-Pée-sur-Nivelle.
- Le **réseau de l'ARS** : tout au long de la saison balnéaire (au minimum une fois par semaine), l'Agence Régionale de Santé est chargée du contrôle sanitaire de la qualité des eaux de baignade



pour les paramètres bactériologiques : Escherichia Coli et Entérocoques. Sur le site Natura 2000, 5 zones sont contrôlées (4 sur la baie de Saint-Jean-de-Luz/Ciboure et au lac de Saint-Pée-sur-Nivelle).

- Le **réseau de l'INRA** : une fois par mois, 10 prélèvements sur la Nivelle sont effectués depuis juillet 2009. Les paramètres physico-chimiques sont analysés.

Par ailleurs, la Nivelle est équipée de quatre points de surveillance du niveau d'eau.

## 2.5. Les compétences administratives en lien avec la gestion des milieux naturels

Pour rappel, la Nivelle est juridiquement divisée en trois parties :

- La partie maritime du site qui comprend la baie et la Nivelle jusqu'au pont d'Ascain. Cette zone, soumise à la marée, appartient au domaine maritime, l'Etat est donc propriétaire et gestionnaire des berges, du lit et du droit de l'eau. Au niveau de la baie de Saint-Jean-de-Luz – Ciboure, les mairies sont responsables des plages et de la qualité de l'eau de baignade (en association avec l'Agglomération Sud Pays Basque). Au-delà de 300 m de la côte, la gestion est divisée : le préfet maritime est responsable de la circulation maritime et du balisage, le préfet du département s'occupe de la chasse, l'extraction de matériaux et l'occupation du domaine et le préfet de région s'intéresse à la pêche et aux ressources halieutiques.

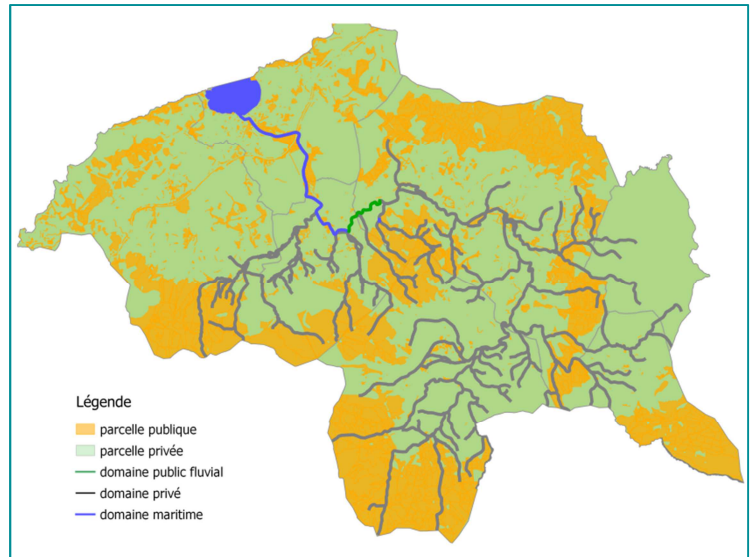


Figure 10 : La juridiction sur le site

- Du pont d'Ascain jusqu'à la maison Olhagaray, le cours d'eau fait partie du domaine public fluvial et est donc également propriété de l'Etat.
- Le reste du cours d'eau est privé. Chaque propriétaire riverain est propriétaire du fond du lit et de ses berges. A l'inverse, l'eau fait toujours partie du domaine public, les propriétaires ne peuvent donc pas, dans certains cas, modifier le débit ou réaliser des travaux sans autorisation.

### Les services de l'Etat

Les services de l'Etat définissent et coordonnent les politiques publiques en lien avec l'environnement. La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) mettent en œuvre ces politiques à une échelle moindre à travers de nombreux programmes (plan d'actions, Natura 2000...) qu'elles animent, coordonnent et financent. De plus, elles ont également un rôle de contrôle et de surveillance grâce, entre autres, à d'autres services publics tels que l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA), l'Office National des Forêts (ONF), l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS). De plus, l'Etat est gestionnaire des parties maritime et fluviale du cours d'eau.

Pour en savoir plus : <http://www.aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/>

### L'agence de l'eau Adour-Garonne

Elle a pour objectif de protéger l'eau et les milieux aquatiques. A travers son programme d'actions, elle apporte un soutien technique et financier aux programmes ou aux projets en lien avec la lutte contre les pollutions, la préservation et la gestion de la ressource et la conduite et le développement des politiques.

Pour en savoir plus : <http://www.eau-adour-garonne.fr/fr/index.html>

### Les collectivités locales

- Le **Conseil Régional d'Aquitaine** apporte un appui financier et technique à l'agriculture, la sylviculture, à l'entretien des rivières... Il réalise également la trame verte et bleue à l'échelle régionale.

*Pour en savoir plus : <http://www.aquitaine.fr/>*

- Le **Conseil Départemental des Pyrénées-Atlantiques** (CD64), grâce à sa compétence environnement, contribue (financièrement et techniquement) aux actions en lien avec l'amélioration de la qualité de l'eau et des rivières, la préservation du cadre de vie (gestion et protection des ENS, aménagement de sentiers de randonnée, protection des plages...). De même que pour l'environnement, le CD64 mène des actions en faveur du développement du territoire (agriculture et pêche).

*Pour en savoir plus : <http://www.le64.fr/>*

- Les **communes**, au nombre de 8, concernées par le site Natura 2000, ont des compétences en terme d'urbanisme (rédaction des PLU ou CC) et de gestion de l'aménagement et de l'environnement.
- L'**Agglomération Sud Pays Basque** regroupe 12 communes (dont 7 concernées par ce site Natura 2000). Elle a des compétences en eau et assainissement, transfrontalier, milieux naturels, habitat et aménagement de l'espace, développement économique.... Elle mène donc des actions dans tous ces domaines.

*Pour en savoir plus : <http://www.agglo-sudpaysbasque.fr/>*

- La **Communauté de Communes Errobi** regroupe 11 communes dont Souraïde. Elle a des compétences en développement économique, aménagement de l'espace, collecte et traitement des déchets (la partie traitement est faite par le syndicat mixte Bil Ta Garbi), entretien des rivières (mise en œuvre en lien étroit avec le Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Nive)...

*Pour en savoir plus : <http://www.errobi.fr/>*



## PARTIE 2

# Diagnostics, enjeux et objectifs

# 1. Synthèse des diagnostics

Le diagnostic socio-économique et le diagnostic écologique peuvent être consultés dans leur intégralité dans le document de compilation associé.

## 1.1. Le diagnostic socio-économique

Un diagnostic socio-économique a été rédigé dans le cadre de l'élaboration du DOCOB. Ce travail ne constitue ni une étude approfondie ni exhaustive des activités humaines présentes sur le site.

Il permet de décrire les activités humaines et de déterminer leurs effets (positifs ou négatifs, cumulés ou non...) sur le site Natura 2000. Il s'agit donc d'établir un bilan en réalisant, dans un premier temps, une description succincte du contexte social et économique de l'activité, c'est-à-dire en définissant son importance sur le territoire et en connaissant son évolution. Dans un second temps, les données propres au site (gestion de l'activité, mode de production et d'exploitation, programme d'action, projets...) permettront d'analyser les activités, en étudiant les logiques de gestion, en déterminant les interactions entre elles et avec le site et pour finir, en définissant les effets sur le site en général. Il s'agit par conséquent de montrer l'importance et le rôle de l'activité pour le territoire.

La présente étude s'est déroulée du mois de janvier 2013 au mois d'avril 2014. La stratégie d'étude du diagnostic des activités socio-économiques a été fondée sur une recherche des données existantes au travers de la bibliographie, complétée par l'acquisition de données nouvelles par le biais d'entretiens individuels et de groupes de travail avec les acteurs du territoire. Ces rencontres ont également été l'opportunité d'expliquer la démarche Natura 2000, de dissiper certains malentendus et de débiter la concertation entre les acteurs et l'animateur Natura 2000 tout en parlant d'un sujet qu'ils maîtrisent bien. Elles ont permis de préparer sereinement les groupes de travail.

Les conclusions de ce travail sont synthétisées dans le tableau suivant.

Tableau 2: Synthèse du diagnostic socio-économique








	Eléments principaux	Impact économique	Impact social	Interactions avec les habitats et les espèces	
DEMOGRAPHIE et URBANISATION	<ul style="list-style-type: none"> <li>Augmentation de la population de l'ordre de 42 % de 2000 à 2009</li> <li>En 2009, 4 000 ha urbanisés dans les 8 communes dont 530 ha qui étaient urbanisés entre 2000 et 2009 (ces superficies étaient à l'origine des terres agricoles ou des milieux naturels)</li> <li>Anthropisation de 5 % des cours d'eau du site pour sécuriser l'urbanisation</li> </ul>	Important	Important		<ul style="list-style-type: none"> <li>Destruction de milieu naturel due à l'urbanisation croissante donc augmentation des phénomènes de crue</li> <li>Fragmentation des habitats</li> <li>Modification du fonctionnement naturel du cours d'eau par les enrochements donc augmentation du débit</li> </ul>
VOIERIE et ESPACES VERTS	<ul style="list-style-type: none"> <li>Présence d'un réseau de voirie important à proximité du site</li> <li>52 ponts sur le site dont la majorité est infranchissable pour le vison</li> <li>Faible utilisation de produits phytosanitaires</li> </ul>	Néant	Néant	 	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prise en compte de l'environnement (mise en place de méthodes alternatives)</li> <li>Risque de collisions routières</li> <li>Fragmentation des habitats</li> <li>Canalisation des cours d'eau pour sécuriser les routes</li> </ul>
ALIMENTATION EN EAU	<ul style="list-style-type: none"> <li>19 prélèvements sur le bassin versant de la Nivelle dont 5 prises directs dans les cours d'eau</li> <li>Un volume distribué de 2 753 382 m<sup>3</sup> par an</li> <li>Obligation d'un débit réservé pour la majorité des captages</li> <li>Recherche de nouvelles sources pour répondre à l'augmentation des besoins</li> </ul>	Moyen	Important	 	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contrôle permanent de la qualité de l'eau</li> <li>Augmentation des prélèvements dans le futur <input type="checkbox"/> risque d'accroître les étiages</li> </ul>
ASSAINISSEMENT et EAUX PLUVIALES	<ul style="list-style-type: none"> <li>7 stations d'épuration sur le bassin versant de la Nivelle (pour un traitement de 4 millions de m<sup>3</sup> d'eaux usées par an) dont 5 qui rejettent leurs eaux traitées directement dans la Nivelle</li> <li>Présence de problème de branchements de réseau</li> <li>Présence d'assainissements non collectifs non conformes</li> <li>Surverses d'eaux non traitées en cas de fortes pluies</li> </ul>	Moyen		 	<ul style="list-style-type: none"> <li>Eau conforme à la sortie des STEP</li> <li>Pollution bactériologique possible due aux déversements d'eau non traitée dans le milieu en cas de surverse, de problème de branchement et d'ANC (Assainissement Non collectif) non conformes</li> </ul>

Tableau 2: Synthèse du diagnostic socio-économique

	Eléments principaux	Impact économique	Impact social	Interactions avec les habitats et les espèces	
TOURISME	<ul style="list-style-type: none"> <li>Forte attractivité du site</li> <li>Activité importante d'avril à novembre avec une population multipliée par 3 en été.</li> <li>Présence de nombreux sites touristiques et d'éléments attractifs (plage, animation ...)</li> <li>Augmentation du tourisme vert,</li> <li>De nombreuses structures dépendent du tourisme</li> </ul>	Fort	Fort	+	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement de l'intérêt des milieux naturels</li> <li>Possibilité de sensibilisation lors de manifestations</li> </ul>
				-	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dérangement de la faune et piétinement des espèces et habitats (impact très localisé)</li> </ul>
GESTION DECHETS	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plusieurs structures travaillent à différents niveaux du site pour maintenir un site propre et accueillant</li> </ul>			+	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nettoyage du site</li> </ul>
SEUILS et BARRAGES	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une vingtaine de seuils et de barrages sont présents sur le site dont une partie n'est pas franchissable</li> <li>La Nivelle, l'Opalazio et le Lizuniaga classés en liste 2, la continuité écologique doit donc être restaurée en 2018</li> </ul>			+	<ul style="list-style-type: none"> <li>Limite le transfert de la peste de l'écrevisse aux populations d'écrevisses à pattes blanches</li> </ul>
				-	<ul style="list-style-type: none"> <li>Empêche la remontée ou la dévalaison des espèces migratrices</li> <li>Limite le déplacement des mammifères semi-aquatiques</li> </ul>
AGRICULTURE	<ul style="list-style-type: none"> <li>90 % de la SAU sur le site correspond à des prairies, le reste est utilisé pour produire du maïs. Ces productions servent à alimenter les troupeaux (28 467 têtes de moutons et 5 365 vaches sur les 8 communes).</li> <li>20 points d'abreuvement direct dans le cours d'eau</li> <li>Problème de stockage des effluents dans les exploitations</li> </ul>	Important	Important	+	<ul style="list-style-type: none"> <li>Maintien de milieux ouverts peu travaillés ou amendés</li> </ul>
				-	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dégradation de la qualité de l'eau (bactériologie, MES, turbidité) liée à l'abreuvement dans le cours d'eau, au stockage inadapté des effluents d'élevage et à la traversée des tracteurs dans le cours d'eau</li> <li>Piétinement des espèces présentes dans le lit du cours d'eau et des habitats présents dans et à proximité immédiate du cours d'eau</li> </ul>



Tableau 2: Synthèse du diagnostic socio-économique

	Eléments principaux	Impact économique	Impact social	Interactions avec les habitats et les espèces	
FORESTERIE	<ul style="list-style-type: none"> <li>De nombreuses actions sont menées en faveur de la ripisylve (50 % est considéré en mauvais état sur le site : problème de ripisylve vieillissante ou monospécifique ou composé d'espèces envahissantes)</li> </ul>	Néant	Moyen	+	<ul style="list-style-type: none"> <li>Travaux de restauration de la ripisylve (plantation, élagage...)</li> <li>Lutte contre les espèces envahissantes présentes dans la ripisylve</li> </ul>
PECHE PROFESSIONNELLE	<ul style="list-style-type: none"> <li>Présent uniquement en zone maritime (de la baie au port d'Ascaïn)</li> <li>Présence de 5 activités de pêche différentes sur le site : pêche aux filets par 1 pêcheur, pêche au casier à crevettes (40 casiers par jours), pêche à la bolinche : 3 navires durant l'été, pêche aux algues et pêche à la civelle</li> <li>Traversée de nombreux bateaux sur le site pour accéder aux ports</li> </ul>	Important	Important	+	<ul style="list-style-type: none"> <li>Relativement peu présent sur le site</li> <li>Engendre des études sur les habitats et espèces (sur ou à proximité du site)</li> </ul>
				-	<ul style="list-style-type: none"> <li>Destruction des habitats et de la flore (dragage, mouillage...)</li> <li>Pollution due aux hydrocarbures...</li> <li>Prélèvements inconnus de poissons</li> </ul>
ACTIVITES SPORTIVES	<ul style="list-style-type: none"> <li>De nombreuses activités présentes sur le territoire qui ne cessent de se développer.</li> <li>2 sites regroupent plus de 50 % des activités sur le site : la baie de Saint-Jean-de-Luz – Ciboure et le lac de Saint-Pée-sur-Nivelle.</li> </ul>	Important	Important	+	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sensibilisation possible sur l'environnement</li> </ul>
				-	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dérangement des espèces et dégradation des habitats</li> <li>Pollution due en partie aux engins motorisés présents dans le site ou le traversant</li> </ul>
CHASSE PIEGEAGE	<ul style="list-style-type: none"> <li>10 structures pour plus de 2 000 pratiquants sur les 8 communes</li> <li>Peu présent sur le site</li> <li>Piégeage d'espèces envahissantes</li> </ul>	Néant	Néant	+	<ul style="list-style-type: none"> <li>Limite la population d'espèces indésirables</li> </ul>
				-	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dérangement de la faune et piétinement des habitats (limité)</li> <li>Pollution possible par les douilles (limité)</li> </ul>

Tableau 2: Synthèse du diagnostic socio-économique

	Eléments principaux	Impact économique	Impact social	Interactions avec les habitats et les espèces	
PÊCHE DE LOISIRS	<p><b>En zone fluviale</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Forte activité de pêche sur le site avec un pic durant l'été</li> <li>• Présence de sites accueillants et faciles d'accès permettant tout type de pêche</li> <li>• Prélèvement faible des espèces migratrices</li> <li>• Réalisation de nombreux suivis sur les milieux et les espèces</li> <li>• Volonté de développer la pêche sur le site</li> </ul>	Moyen	Important	+	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivi de la biodiversité et aménagement en sa faveur</li> <li>• Prélèvement négligeable des espèces migratrices</li> </ul>
	<p><b>En zone maritime</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Zone maritime : de la baie de Saint-Jean-de-Luz – Ciboure jusqu'au pont romain d'Ascaïn.</li> <li>• 3 types de pêche (pêche du bord, ramassage de coquillages, pêche de plaisance) sont présents mais toutes sont négligeables</li> </ul>			-	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dérangement possible de la faune et piétinement de la végétation et du fond de rivière (écrasement possible des espèces à mobilités réduites)</li> <li>• Transfert possible de bactéries, virus d'un site à un autre</li> <li>• Braconnage possible sur certaines espèces (anguille...)</li> </ul>
		Néant	Néant	-	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Braconnage possible sur certaines espèces (anguille, saumon...)</li> <li>• Dégradation possible des fonds par action de mouillage</li> </ul>

## Éléments à retenir sur le diagnostic socio-économique

---

- Une **population** qui continue à **augmenter** entraînant une hausse des besoins en surface et en ressource.
- Une **pression urbaine très importante** qui ne cesse de s'accroître au détriment des surfaces agricoles et naturelles.
- Des abords de **la Nivelle très urbanisés** malgré un bassin versant tourné vers la conservation de milieux naturels ou agricoles.
- Un **attrait important pour le site** du à ses plages et ses sites touristiques mais un engouement croissant depuis quelques années pour la découverte des milieux naturels.
- Un **site très fréquenté** pour les activités touristiques et de pleine nature.
- La **Nivelle**, un cours d'eau **très suivi au niveau de sa qualité de l'eau** à cause de ses utilisations : baignade, eau potable.
- Une **prise en compte de l'environnement partagée** par la majorité des acteurs.
- La mise en place de nouvelles **réglementations sur les milieux aquatiques en faveur de sa biodiversité**.
- Une **multitude de programmes travaillant sur les thématiques de l'eau**.

## 1.2. Le diagnostic écologique

Pour définir le plan d'actions, un diagnostic écologique est réalisé. Il a pour but d'inventorier les espèces présentes sur le site, de caractériser les populations, de les localiser et de montrer le lien entre les espèces et les habitats présents sur le site.

### ► 1.2.1. *Les habitats naturels*

Le travail fourni lors de l'élaboration du DOCOB ne répondait pas à la demande : les relevés n'ont pas été faits, les dates de prospection n'ont pas été respectées... le Conservatoire Botanique National Sud Atlantique (CBNSA), chargé d'encadrer le diagnostic habitat, n'a pas validé la typologie et par conséquent la cartographie. Ce DOCOB ne prend donc pas en compte la partie habitats du site.

Le CBNSA et le Conservatoire Botanique National des Pyrénées et de Midi-Pyrénées (CBNPMP) réaliseront la typologie en 2015, ce qui permettra par la suite de compléter cette partie du DOCOB.

### ► 1.2.2. *Les espèces*

#### Les espèces identifiées

---

Il est ressorti du travail de terrain et de la bibliographie la présence de 18 espèces d'intérêt communautaire (Tableau 3) :

- 3 espèces végétales
- 15 espèces faunistiques

Tableau 3 : Les espèces du site Natura 2000

Code Natura 2000	Nom Scientifique	Nom vernaculaire	Etat de la population	Habitats fréquentés	
				Reproduction	Alimentation
1029	<i>Margaritifera margaritifera</i>	Mulette perlière	Avérée	Sédiments meubles des rivières	
1041	<i>Oxygastra curtisii</i>	Cordulie à corps fin	Avérée	Cours d'eau	Berges végétalisées
1044	<i>Coenagrion mercuriale</i>	Agrion de Mercure	Avérée	Cours d'eau, fossés, sources	Prairies, chemins
1060	<i>Lycanea dispar</i>	Cuivré des marais	Potentielle	Prairies humides	
1092	<i>Austropotamobius pallipes</i>	Écrevisse à pattes blanches	Potentielle	Berges immédiates des rivières	
1095	<i>Petromyzon marinus</i>	Lamproie marine	Avérée	Plages de galets	Cours d'eau et mer
1096	<i>Lampetra planeri</i>	Lamproie de Planer	Avérée	Plages de galets et de sable	Plages de galets
1099	<i>Lampetra fluviatilis</i>	Lamproie fluviatile	Avérée	Plages de galets	Cours d'eau et mer
1102	<i>Alosa alosa</i>	Grande Alose	Avérée	Plages de galets	Cours d'eau et mer
1103	<i>Alosa fallax</i>	Alose feinte	Avérée	Plages de galets	Cours d'eau et mer
1106	<i>Salmo salar</i>	Saumon atlantique	Avérée	Plages de galets	Cours d'eau et mer
1220	<i>Emys orbicularis</i>	Cistude d'Europe	Potentielle	Milieux ouverts bien drainés et ras	Cours d'eau, prairies, milieux forestiers
1301	<i>Galemys pyrenaicus</i>	Desman des Pyrénées	Potentielle	Berges, anfractuosités entre pierres et racines	Cours d'eau
1355	<i>Lutra lutra</i>	Loutre d'Europe	Avérée	Berges	Cours d'eau, étangs, mer
1356	<i>Mustela lutreola</i>	Vison d'Europe	Potentielle	Milieux humides	
1421	<i>Trichomanes speciosum</i>	Trichomanès remarquable	Avérée	Ravins forestiers humides, surplombs rocheux, entrées de grottes, puits	
1607*	<i>Angelica heterocarpa</i>	Angélique des estuaires	Avérée	Berges des estuaires soumises faiblement à la marée	
1625	<i>Soldanella villosa</i>	Soldanelle velue	Avérée	Ravins forestiers humides, surplombs rocheux (cascade)	

\* Espèce d'Intérêt Communautaire Prioritaire

Remarques : les observations faites avant 2009 sont considérées comme historiques, les populations sont donc estimées comme potentielles sur le site, s'il n'existe pas de données récentes. De même, la présence d'un individu ne valide pas l'existence d'une population sur le site.

## 2. Enjeux de conservation

### 2.1. L'état de conservation et la hiérarchisation des enjeux

Pour chaque espèce d'intérêt communautaire, il est demandé de définir son état de conservation et son enjeu de conservation à partir des données rassemblées dans l'état des lieux.

- L'**état de conservation** correspond à l'état de la population sur le site. Il a été défini en suivant le guide méthodologique du MNHN « l'évaluation de l'état de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire » (Benssetti et al, 2006) qui croisent 4 paramètres pour chaque espèce : l'aire de répartition naturelle, la taille de population, l'état de son habitat et les perspectives futures. L'état de conservation permet de suivre l'évolution des espèces et la pertinence des actions qui doivent permettre de l'améliorer.
- La **hiérarchisation des enjeux** permet d'identifier les espèces pour lesquelles le site Natura 2000 a une responsabilité forte. C'est de cette réflexion que découle le choix des objectifs pour le site et les actions à mettre en place. Elle est issue du croisement entre une analyse régionale, la responsabilité du site et les menaces qui pèsent sur chaque espèce.

Tableau 4 : L'état de conservation et la hiérarchisation des enjeux de chaque espèce

	Etat de conservation	Enjeux de conservation		
		Valeur patrimoniale	Menace	Hiérarchisation des enjeux
Angélique des estuaires	Défavorable inadéquate	Fort	Fort	Très fort
Mulette perlière	Défavorable mauvais	Fort	Modéré	Fort
Écrevisse à pattes blanches	Défavorable mauvais	Modéré	Fort	Fort
Cistude d'Europe	Défavorable mauvais	Modéré	Fort	Fort
Vison d'Europe	Défavorable mauvais	Fort	Modéré	Fort
Saumon atlantique	Défavorable mauvais	Modéré	Fort	Fort
Lamproie marine	Inconnu	Modéré	Modéré	Moyen
Lamproie fluviatile	Inconnu	Modéré	Modéré	Moyen
Desman des Pyrénées	Défavorable mauvais	Fort	Faible	Moyen
Grande Alose	Favorable	Modéré	Faible	Moyen
Trichomanès remarquable	Défavorable inadéquate	Modéré	Modéré	Moyen
Soldanelle velue	Favorable	Modéré	Modéré	Moyen
Alose feinte	Inconnu	Modéré	Faible	Faible
Lamproie de Planer	Favorable	Faible	Modéré	Faible
Loutre d'Europe	Favorable	Faible	Faible	Faible
Cuivré des marais	Inconnu	Faible	Modéré	Faible
Cordulie à corps fin	Inconnu	Faible	Faible	Faible
Agrion de mercure	Défavorable mauvais	Faible	Modéré	Faible

## 2.2. Les enjeux de conservation

Le croisement entre l'état de conservation et l'enjeu de conservation permet d'orienter les objectifs à définir. Ils devront donc répondre en priorité aux menaces pesant sur les espèces de fort à très fort enjeu dont l'état de conservation est défavorable mauvais ou inadéquat.

Ces espèces sont :

- l'Angélique des estuaires
- la Mulette perlière
- l'Ecrevisse à pattes blanches
- la Cistude d'Europe
- le Vison d'Europe
- le Saumon atlantique

Les espèces ayant un état de conservation favorable et un enjeu faible ou moyen comme la Loutre, la Lamproie de Planer... auront en leur faveur principalement des actions de maintien des pratiques et de suivi ponctuel. Les espèces ayant un état de conservation inconnu devront être suivies afin d'obtenir les paramètres manquants de la méthodologie, une priorité sera faite en fonction des enjeux de conservation.

Il ressort de ce croisement et après l'évaluation des besoins des espèces, les 8 enjeux suivants :

### Préserver les zones à Angélique des estuaires et leur connexion

La Nivelle représente la plus grosse station du département et l'un des quatre estuaires fréquentés en France par cette espèce, ce qui peut expliquer en partie son très fort enjeu sur le site. Malgré l'absence de données exactes sur l'évolution de l'espèce sur le site, il est supposé qu'elle régresse tout comme sur les autres sites. Le site a donc une responsabilité forte pour maintenir les stations de cette plante.

L'Angélique des estuaires fréquente les zones soumises à la marée située à l'intérieur des terres (berges, prairies humides...). Elle occupe des habitats particuliers tels que les mégaphorbiaies, les roselières... qu'il est essentiel de préserver car cette espèce, étant très mobile, ses habitats ainsi que leurs connexions sont indispensables. Sur le site Natura 2000, elle occupe les barthes de la Nivelle au niveau de Saint-Jean-de-Luz, de Ciboure et d'Ascaïn. Ses principales menaces sont la perte de ses habitats d'accueil par le développement de plantes envahissantes, l'entretien inadapté et l'artificialisation des zones fréquentées.

### Préserver les zones à Mulette

La Nivelle est l'un des deux derniers cours d'eau des Pyrénées Occidentales fréquenté par la Mulette perlière, le site a donc une responsabilité forte pour restaurer cette population en mauvais état. Différents facteurs peuvent expliquer la chute des effectifs et la diminution de l'aire de répartition de cette espèce : la destruction directe des individus par piétinement, écrasement, prédation et la qualité de l'eau qui ne répond pas aux besoins de cette espèce. Il a été observé, dans d'autres cours d'eau français, des populations de Mulette qui ne se reproduisent plus dues, *a priori*, à des problèmes de qualité d'eau. Ce phénomène n'a pas été analysé sur la Nivelle, il est donc essentiel de vérifier la viabilité de la population en identifiant des signes de reproduction (glochidies, jeunes moules...) avant de mener des actions en sa faveur.

### Conserver les habitats d'espèces favorables à la Cistude d'Europe

La Cistude est une espèce à enjeu fort sur le site car les effectifs observés sont relativement faibles et les menaces sont fortes. En effet, cette espèce est dite « multi-habitat », elle a donc besoin de différents milieux pour survivre : milieux humides pour l'hivernation, prairies drainées pour la ponte, ripisylve, fossés et cours d'eau pour se déplacer.... Ces milieux doivent de même avoir une gestion adaptée à la présence de cette espèce, par exemple le fauchage des prairies durant la période de ponte ou la réalisation de travaux des sols dans les zones d'hibernation entraîneraient la mort des individus. La restauration de la population de Cistude passe donc par la conservation d'une mosaïque de milieux reliés par des corridors naturels, ce qui est également favorable à d'autres espèces d'intérêt communautaire telles que le Vison d'Europe, l'Agrion de Mercure...

## **Assurer la continuité écologique du cours d'eau pour les poissons et les mammifères semi-aquatiques**

---

Les poissons migrateurs remontent la rivière pour atteindre les habitats propices à leur reproduction. A ce jour, des seuils obstruent le cours d'eau empêchant les poissons d'accéder à leurs frayères. L'aire de distribution des poissons sur la Nivelle est donc limitée par la présence de ces obstacles. De plus, la dévalaison des juvéniles ou des adultes lorsqu'ils repartent en mer est également compromise par la présence de seuils.

Les mammifères semi-aquatiques (Loutre, Vison, Desman), quant à eux, se déplacent soit dans l'eau (mis à part pour le Vison qui est un mauvais nageur) soit sur les berges. Lorsqu'ils rencontrent un obstacle (pont, barrage...), ces animaux quittent le cours d'eau et les berges pour se déplacer et traversent les routes, risquant une collision avec les véhicules. Cette menace est la première cause de mortalité de la Loutre en France.

La continuité écologique doit donc être maintenue aussi bien pour le cours d'eau que pour les berges.

## **Préserver les zones de frai des poissons**

---

6 espèces d'intérêt communautaire sont des poissons. Excepté la Lamproie de Planer, ces espèces fréquentent la rivière principalement pour se reproduire. Toutes ces espèces recherchent des plages de galets pour pondre leurs œufs et pour le développement des larves. Les sédiments doivent donc être meubles afin de permettre la pénétration de l'oxygène, de l'eau jusqu'aux œufs et la sortie des larves. Le colmatage des sédiments est donc préjudiciable à l'éclosion et à la survie des juvéniles. De plus, des écrasements de frayère, par le bétail, les tracteurs, des humains sont également source de destruction des frayères sur le site.

## **Limitier l'expansion des espèces exotiques envahissantes**

---

Au sein du site Natura 2000, de nombreuses espèces envahissantes existent. Ces espèces sont pour la plupart préjudiciables aux espèces d'intérêt communautaire car elles entraînent par compétition directe ou dégradation des habitats d'espèces la diminution des effectifs des espèces à protéger. Par exemple, le Baccharis dégrade les mégaphorbiaies, habitat de prédilection de l'Angélique des estuaires, les écrevisses exotiques sont porteuses de la peste de l'écrevisse qui entraîne de fortes mortalités chez les écrevisses autochtones, la Tortue de Floride utilise le même habitat que la Cistude d'Europe et étant plus compétitive, elle limite l'aire de répartition de cette dernière. La lutte localisée contre les espèces envahissantes est essentielle pour la survie des espèces du site.

## **Conserver une eau de bonne qualité**

---

Ce site Natura 2000 est un site de type cours d'eau, les espèces prises en compte dans ce DOCOB sont toutes inféodées à la rivière qui constitue une zone de reproduction, d'alimentation ou de vie de la plupart des espèces d'intérêt communautaire. La bonne qualité de l'eau est donc importante d'autant plus que certaines espèces (Mulette perlière, Ecrevisse à pattes blanches, poissons) sont très sensibles aux polluants et aux matières en suspension... Certaines substances chimiques peuvent impacter les espèces en entraînant leur mort ou en les perturbant au niveau physiologique et / ou comportemental. Les MES quant à elle contribue au colmatage des fond, élément défavorable pour la fraie des poissons et pour la Mulette perlière. Des actions permettant d'améliorer la qualité de l'eau seraient donc importantes.

## **Améliorer les connaissances sur les espèces d'intérêt communautaire**

---

Malgré le diagnostic écologique mené par Eten Environnement lors de la réalisation du DOCOB, il manque à ce jour de nombreuses données permettant de caractériser les populations ou d'adapter au mieux la gestion des activités et les actions. Parmi les espèces de ce site, les suivis prioritaires à mener sont ceux de la Mulette pour confirmer la viabilité de la population, de la Cistude et le Cuivré pour statuer de la présence de population. Ensuite, d'autres inventaires permettraient d'avoir des données sur les lamproies et les aloses afin de définir leur état de conservation. Le diagnostic initial devra être complété par les données de terrain sur les plantes d'intérêt communautaire afin de connaître leur aire de répartition.



# 3. Définition des objectifs du DOCOB

Les objectifs de développement durable doivent :

- Être en adéquation avec la finalité du réseau Natura 2000 : « le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels et des habitats d'espèces de la flore et de la faune sauvage d'intérêt communautaire »
- Tenir compte des activités économiques, sociales, culturelles et de défense locales. Toutefois, les objectifs de développement durable ne répondent pas directement aux enjeux socio-économiques et culturels. Ils peuvent contribuer à les satisfaire seulement dans la mesure où ils n'ont pas d'impact négatif sur les habitats naturels et les espèces concernés par le site Natura 2000
- Être cohérents entre eux et avec les objectifs de préservation de la biodiversité définis dans les autres plans, schémas et DOCOB (« Col de Lizarieta » et « Massif de Larrun-Xoldokogaina ») existants sur le territoire
- Respectueux de la réglementation (nationale, régionale et locale) en vigueur sur le site

Ils sont donc issus du croisement des enjeux de conservation avec le diagnostic socio-économique. Huit objectifs de développement durable ont été mis en évidence dans ce document.

Les objectifs opérationnels sont une déclinaison des objectifs de développement durable. Ils expriment de façon concrète la finalité (les résultats attendus) à atteindre à court terme. Ils orientent les actions.

Tableau 5 : Les activités en lien avec les enjeux de conservation

	DEMOGRAPHIE et URBANISATION	VOIERIE et ESPACES VERTS	ALIMENTATION EN EAU	ASSAINISSEMENT	EAUX PLUVIALES	TOURISME	GESTION des DECHETS	SEUILS et BARRAGES	AGRICULTURE	FORESTERIE	PECHE PROFESSIONNELLE	PORT	CHASSE PIEGEAGE	PECHE LOISIR (fluviale)	PECHE LOISIR (maritime)
Préserver les zones à Angélique des estuaires et leur connexion															
Préserver les zones à Mulette perlière															
Conserver les habitats d'espèces favorables à la Cistude d'Europe															
Assurer la continuité écologique du cours d'eau pour les poissons et les mammifères semi-aquatiques															
Préserver les zones de frai des poissons															
Limiter l'invasion des espèces exotiques envahissantes															
Conserver une eau de bonne qualité															
Améliorer les connaissances sur les espèces d'intérêt communautaire															

Tableau 6 : Description des liens entre les activités et les enjeux de conservation

Enjeux	Espèces concernées	Constat
<b>Préserver les zones à Angélique des estuaires et leur connexion</b>	Angélique des estuaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>Urbanisation interdite sur les sites à Angélique des estuaires (PLU)</li> <li>Entretien d'une partie du site par l'Agglomération SPB qui prend déjà en compte cette espèce dans sa gestion</li> <li>Entretien des zones à Angélique par les communes et les agriculteurs : peu, voire aucune, connaissance de l'espèce</li> </ul>
<b>Préserver les zones à Mulette perlière</b>	Mulette perlière	<ul style="list-style-type: none"> <li>Présence d'un rejet de STEP à proximité de la zone de présence de la Mulette → pollution potentielle</li> <li>Ecrasement possible par le piétinement du bétail, par la traversée des engins motorisés ou par les humains (limité)</li> <li>Présence de grande culture à proximité (utilisation d'intrants, sols nus en hiver...) → pollution potentielle</li> </ul>
<b>Conserver les habitats d'espèces favorables à la Cistude d'Europe</b>	Cistude d'Europe, Vison d'Europe, Loutre d'Europe, Cuivré des marais, Cordulie à corps fin, Agrion de Mercure	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pression foncière importante → perte de milieux naturels</li> <li>Présence de prairies gérées de façon extensive sur une majorité du site → milieux favorables aux EIC dont la Cistude</li> <li>Gestion des prairies parfois inadaptée aux espèces (fauche durant la période de ponte ou d'émergence...)</li> <li>Restauration de la ripisylve par l'Agglomération Sud Pays Basque</li> </ul>
<b>Assurer la continuité écologique du cours d'eau pour les poissons et les mammifères semi-aquatiques</b>	Vison d'Europe, Saumon atlantique, Lamproie marine, Lamproie fluviatile, Desman des Pyrénées, Grande Alose, Alose feinte, Loutre d'Europe, Mulette perlière	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une vingtaine de barrages ou seuils sur le site : 3 infranchissables pour toutes les espèces et par tout temps → aire de distribution limitée pour les espèces</li> <li>Réglementation en faveur de la continuité écologique</li> <li>Présence de 52 ponts, dont la majorité n'est pas équipée de système de franchissement pour les mammifères semi-aquatiques → risque de collisions routières</li> <li>Des berges anthropisées sur une partie du site → rupture de la continuité écologique</li> <li>Volonté d'augmenter les prélèvements d'eau potable sur le bassin versant → diminution des débits d'eau et étiage plus sévère</li> <li>Mise à sec du Galardiko Erreka durant les périodes d'été à certains moments de la journée</li> </ul>
<b>Préserver les zones de frai des poissons</b>	Saumon atlantique, Lamproie marine, Lamproie fluviatile, Grande Alose, Alose feinte, Lamproie de planer, Mulette perlière	<ul style="list-style-type: none"> <li>Piétinement des zones de frai par le bétail, les humains (pêche...) et engins motorisés (moto, quad, tracteur...) → destruction des œufs</li> <li>Pollution de l'eau → colmatage des graviers limitant la survie des œufs et des larves</li> <li>Questionnement sur l'impact du Lurberria sur le transport des sédiments grossiers qui constituent les frayères des poissons</li> </ul>

Enjeux	Espèces concernées	Constat
<b>Limiter l'expansion des espèces exotiques envahissantes</b>	Angélique des estuaires, Mulette perlière, Ecrevisse à pattes blanches, Cistude d'Europe, Vison d'Europe	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Absence de réglementation sur l'achat de plantes envahissantes en commerce → les particuliers n'ont pas conscience de l'impact de la plantation de ces espèces dans leurs jardins</li> <li>● Action contre le Baccharis et l'Erable negundo → action bénéfique à l'Angélique</li> <li>● Une vingtaine de piègeurs actifs sur la Nivelle, 2 visons d'Amérique ont été tués durant la saison 2012-2013</li> </ul>
<b>Conserver une eau de bonne qualité</b>	Toutes les espèces	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Présence d'ANC non conformes et de surverses d'eau non traitée sur le site pouvant polluer ponctuellement le site → pollution potentielle</li> <li>● Pollution potentielle par les traitements et intrants aux cultures, le stockage des effluents, les sols nus en hiver, les abreuvements directs dans le cours d'eau...</li> <li>● Suivi constant de la qualité de l'eau du site</li> <li>● Nombreuses actions de ramassage de déchets</li> </ul>
<b>Améliorer les connaissances sur les espèces d'intérêt communautaire</b>	Toutes les espèces	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Prélèvements des espèces d'intérêt communautaire méconnus</li> </ul>

Les enjeux de conservation ont été croisés au diagnostic socio-économique afin de définir les objectifs de développement durable. Ainsi, 8 objectifs de développement durable ont été définis :

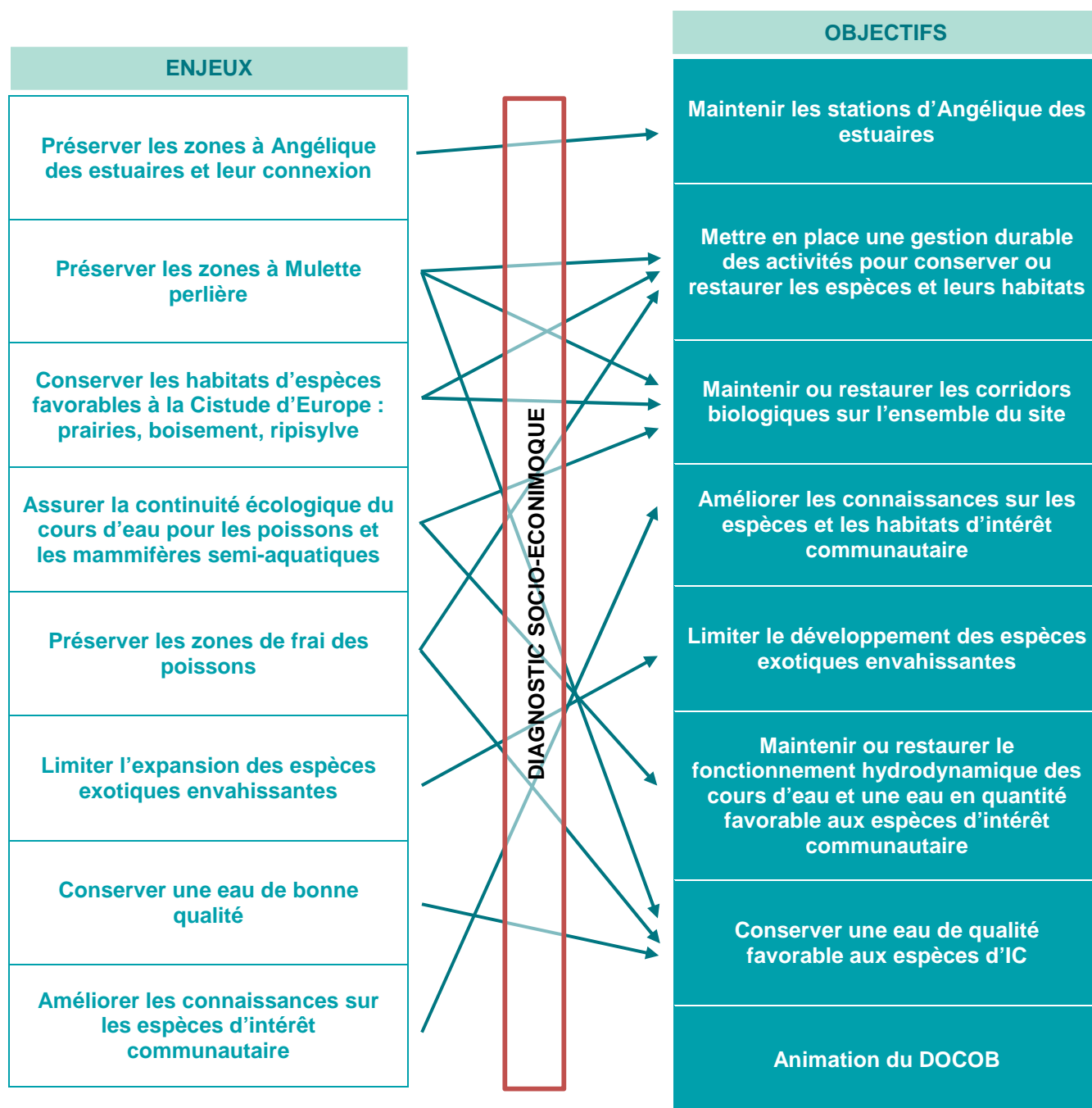


Figure 11 : Lien entre les enjeux de conservation et les objectifs de développement durable

### 3.1. Maintenir les stations d'Angélique des estuaires

L'Angélique des estuaires est une espèce endémique française qui est uniquement présente dans 4 estuaires. Ses effectifs et son aire de répartition tendent à diminuer. La Nivelle constitue le site situé le plus au sud de son aire de répartition, l'espèce a donc un fort enjeu sur le site de par sa forte valeur patrimoniale et ses importantes menaces sur le site. La finalité de cet objectif est par conséquent de maintenir voire, s'il est possible, d'augmenter les effectifs sur le site.

La principale menace qui pèse sur cette espèce est la prolifération de plantes envahissantes (principalement le Baccharis) qui détériore les habitats de l'Angélique des estuaires (mégaphorbiaies, roselière...). En effet, le Baccharis occupait, en 2012, 10 % des barthes de la Nivelle (unique zone potentielle de présence de l'espèce d'IC). L'Agglomération SPB, depuis quelques années, agit pour limiter la prolifération de cette espèce envahissante sur une partie des barthes. Il est donc essentiel de perdurer cette activité sur l'ensemble du site pour protéger tous les habitats favorables à l'Angélique des estuaires (ayant une durée de vie de 3 ans et étant très mobile, l'unique protection des pieds ne suffit pas, il est essentiel de conserver l'ensemble des habitats favorables).

De plus, cette espèce est relativement vulnérable au vu des faibles effectifs sur le site. La destruction humaine des pieds et de ses habitats serait néfaste à la survie de la population. Il paraît donc essentiel de sensibiliser les acteurs présents sur les barthes (agriculteurs, communes, Agglomération Sud Pays Basque) ainsi que les maîtres d'ouvrages ayant des projets à proximité du site.

**3 objectifs opérationnels permettent donc de répondre à cet objectif de développement durable :**

#### ► 3.1.1. *Mettre en place des interventions pour limiter la prolifération des espèces exotiques envahissantes (EEE)*

Cet objectif a pour but de limiter la prolifération de certaines plantes envahissantes (Erable négundo, Herbe de la pampa, Baccharis...) et certaines espèces animales telles que le Vison d'Amérique, l'Ecrevisse de Louisiane... Ces espèces, de par les compétitions directes qu'elles exercent sur les espèces ou la dégradation des habitats d'espèce qu'elles génèrent, portent fortement atteinte aux espèces d'IC. Afin de répondre à cet objectif opérationnel, une priorité sera faite sur la limitation du Baccharis sur les zones à Angélique des estuaires.

#### ► 3.1.2. *Assurer une veille scientifique sur les habitats et espèces d'IC*

Lors de l'élaboration du DOCOB, un diagnostic écologique a été réalisé, néanmoins de nombreuses données se sont avérées manquantes ou imprécises demandant par conséquent des compléments durant la période d'animation du DOCOB. Le travail sur l'Angélique des estuaires s'est essentiellement basé sur de la bibliographie qui remontait à 2010. La vie d'une Angélique des estuaires étant estimée à 3 ans, ces données peuvent être considérées comme anciennes pour caractériser la population sur le site. De nouveaux inventaires spécifiques à cette espèce sont donc essentiels.

#### ► 3.1.3. *S'assurer que l'Angélique des estuaires est prise en compte*

Malgré l'absence d'inventaire sur cette espèce en 2013, on estime que la population d'Angélique des estuaires sur le site comprend moins d'une cinquantaine de pieds. La destruction directe de quelques pieds pourrait fortement impacter la population. Cet objectif opérationnel a donc pour but de sensibiliser les acteurs présents sur le site pour qu'ils prennent en compte cette plante dans la gestion des barthes (éviter les interventions pendant les dates de floraison...) et qu'ils évitent de la détruire lors des aménagements (apprendre à reconnaître la plante pour ne pas la détruire lors du nettoyage des parcelles par exemple).

## 3.2. Mettre en place une gestion durable des activités pour conserver ou restaurer les espèces et leurs habitats

Le site Natura 2000 comprend différents types de milieux : le cours d'eau, les fonds de rivière, les prairies, les boisements... Cette mosaïque de milieux est favorable au maintien de l'ensemble des espèces d'IC car leurs besoins en terme d'habitat sont différents : le Cuivré a besoin de prairies humides lors de son émergence, la Loutre de ripisylve pour former son catiche (tanière), les poissons de plages de galets pour se reproduire...

Ces habitats sont présents sur le site grâce aux activités présentes : agriculture, entretien des milieux, sylviculture. Le maintien de ces activités est par conséquent indispensable au maintien des habitats d'espèces. Néanmoins, à ce jour, plusieurs espèces ont un état de conservation défavorable mauvais à cause de l'importance des menaces qui pèsent sur les habitats : fauche précoce, coupe forestière, piétinement mais également d'autres menaces venant d'autres activités telles que le dérangement, le piétinement, l'écrasement... Afin d'améliorer ces populations, une adaptation de la gestion des activités serait primordiale.

**6 objectifs opérationnels permettent de répondre à cet objectif :**

### ► 3.2.1. *S'assurer que les acteurs connaissent le patrimoine naturel du site et en comprennent l'intérêt*

Cet objectif opérationnel a pour but de faire connaître le patrimoine écologique du site Natura 2000 aux différents acteurs du territoire : locaux, touristes... afin qu'ils se rendent compte de leurs impacts sur cette biodiversité. La finalité est que, suite à cette sensibilisation, les acteurs modifient leurs activités (achat de plantes envahissantes, utilisation non raisonnée des produits chimiques, piétinement des habitats...) pour limiter leur impact sur ces espèces.

### ► 3.2.2. *Encourager les pratiques agricoles pour maintenir des milieux favorables aux espèces d'IC*

L'agriculture est l'une des activités qui permet le maintien de milieux ouverts. Plus de 30 % des parcelles situées dans le site sont déclarées à la PAC, elles servent au pâturage ou à la production de fourrage ou d'ensilage pour alimenter les troupeaux. En fonction de la gestion mise en place par les agriculteurs, ces parcelles sont plus ou moins favorables aux espèces d'IC. Cet objectif opérationnel a donc pour finalité de proposer des modifications de pratiques pour que les parcelles agricoles constituent des habitats d'espèce fonctionnels pour la Cistude d'Europe, le Cuivré des marais, le Vison d'Europe... De plus, il propose des mesures pour limiter l'impact de l'agriculture sur les espèces et leurs habitats situés en périphérie de ces parcelles (limiter le piétinement des cours d'eau, limiter le lessivage des intrants...).

### ► 3.2.3. *Réguler le dérangement ou la destruction directe des individus*

La Mulette perlière, l'Ecrevisse à pattes blanches, l'Angélique des estuaires sont très peu mobiles. Les effectifs de ces espèces étant très faibles, la destruction de quelques individus serait très impactante pour les populations. De même, le piétinement des frayères de poissons entraînerait une mortalité forte des individus. De plus, le Vison d'Europe, la Loutre d'Europe ou le Desman des Pyrénées sont sensibles aux dérangements. Les activités présentes à proximité de ces espèces pourraient donc les impacter.

Cet objectif opérationnel a donc pour but de limiter la mortalité des individus sur le site et de faciliter l'installation des espèces en limitant les perturbations humaines.

### ► 3.2.4. *Promouvoir les outils de sécurisation foncière*

Le diagnostic écologique a fait ressortir sur le site des zones très intéressantes car elles sont des lieux privilégiés pour des espèces à enjeu fort ou car elles regroupent une biodiversité importante (réservoir de biodiversité). La préservation de ces secteurs par une sécurisation foncière et la mise en place d'une gestion adaptée au patrimoine naturel est essentielle.

### ► 3.2.5. *Adapter la gestion forestière et celle de la ripisylve aux espèces d'IC*

De nombreuses espèces fréquentent les milieux boisés pour vivre. Une réflexion sur la gestion de ces milieux est par conséquent essentielle pour préserver les espèces. Le milieu boisé le plus fréquenté correspond à la ripisylve, sa gestion est prise en compte dans un autre objectif opérationnel, par contre, le Trichomanès



remarquable et la Soldanelle velue fréquentent les ravins forestiers. Leur conservation en l'état est primordiale pour développer les stations de ces deux espèces.

### ► 3.2.6. *Favoriser une gestion des fossés adaptée aux papillons et aux libellules*

Cet objectif opérationnel a pour but de s'assurer que les acteurs du territoire entretenant les fossés prennent connaissance des besoins et du cycle de vie des odonates et des rhopalocères. Cette sensibilisation pourrait permettre d'augmenter les populations de ces espèces en améliorant leurs habitats et en limitant la mortalité des œufs et des larves par une gestion inappropriée (fauche des fossés durant la phase larvaire...).

## 3.3. Maintenir ou restaurer les corridors biologiques sur l'ensemble du site

Les corridors écologiques assurent les connexions entre les sites de vie des espèces, en permettant la continuité entre les milieux en offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement. Au sein du site, les corridors sont le cours d'eau et la ripisylve. Ils sont interrompus sur le site par la présence de seuils (une vingtaine a été identifiée dont certains totalement infranchissables), de zones urbanisées (enrochement des berges, digues...), de routes (52 ponts sur le site).... Ces obstacles empêchent les espèces d'atteindre certains sites vitaux (zones de frayères pour les poissons) ou les obligent à emprunter des zones à risque telles les routes pour les contourner. La restauration des corridors biologiques permettra donc d'étendre les aires de répartition des poissons et de limiter les risques de mortalité des mammifères semi-aquatiques.

**3 objectifs opérationnels permettent de répondre à cet objectif :**

### ► 3.3.1. *Restaurer la libre circulation des poissons :*

Les poissons migrateurs remontent les cours d'eau pour atteindre les zones de frayères (des plages de galets) où ils reproduisent. L'ensemble du site constitue une zone potentielle pour l'une des 5 espèces : la baie et le cours d'eau jusqu'à la STEP de Saint-Pée-sur-Nivelle peuvent être utilisés pour la reproduction des Aloses et le reste du cours d'eau par l'ensemble des espèces de poissons. A ce jour, une vingtaine d'obstacles existe sur le cours d'eau, certains sont infranchissables ou partiellement franchissables limitant par conséquent l'aire de répartition des espèces. Par exemple, le barrage d'Ouroutienea est infranchissable alors que sur sa partie amont, différentes plages de galets répondent aux besoins des espèces. Restaurer la libre circulation des cours d'eau éviterait également aux poissons de s'épuiser en sautant les barrages et limiterait la mortalité lors de la dévalaison.

### ► 3.3.2. *Favoriser la franchissabilité des infrastructures routières pour faciliter le transit des mammifères semi-aquatiques*

On entend par mammifères semi-aquatiques le Vison d'Europe, la Loutre d'Europe et le Desman des Pyrénées. Ces animaux, lors de la montée des eaux, préfèrent se déplacer sur les zones à sec que lutter contre le courant. Lorsque la ripisylve est interrompue par des structures anthropiques telles que les ponts ou les barrages, les mammifères les franchissent en traversant le réseau routier. Il existe par conséquent un risque important de collision routière.

### ► 3.3.3. *Restaurer et entretenir la ripisylve sur l'ensemble du site*

La ripisylve constitue une zone de déplacement naturelle et non risquée pour certaines espèces du site : Cistude d'Europe, Vison d'Europe, Desman des Pyrénées, et Loutre d'Europe. Sa restauration est donc essentielle pour rendre possible le transfert d'un site à un autre.

### ► 3.3.4. *Favoriser une gestion des fossés adaptée aux papillons et aux libellules*

Cet objectif opérationnel a pour but de s'assurer que les acteurs du territoire entretenant les fossés prennent connaissance des besoins et du cycle de vie des odonates et des rhopalocères. Cette sensibilisation pourrait permettre d'augmenter les populations de ces espèces en améliorant leurs habitats et en limitant la mortalité des œufs et des larves par une gestion inappropriée (fauche des fossés durant la phase larvaire...).

### 3.4. Améliorer les connaissances sur les espèces et les habitats d'intérêt communautaire

Un diagnostic écologique a été réalisé lors de la réalisation du DOCOB. Néanmoins, la durée des inventaires et les nombreux problèmes au sein du bureau d'étude n'ont pas permis de réaliser un état des lieux complet du site. Il est donc essentiel de compléter le travail fait à ce jour pour caractériser les espèces et habitats d'IC et pour mener des actions pertinentes.

Cet objectif a donc pour finalité de statuer sur les espèces d'IC (présence d'une population, présence de reproduction sur le site...) et d'affiner le plan d'actions pour mettre en place les mesures sur les secteurs les plus pertinents.

**3 objectifs opérationnels permettent de répondre à cet objectif :**

#### ► 3.4.1. *Réaliser un diagnostic habitat*

La partie concernant les habitats de la Nivelle n'a pas été validée par le CBNSA lors de l'élaboration du DOCOB car les relevés phytosociologiques n'ont pas été réalisés et les prospections n'ont pas été faites à la bonne période. Tout le diagnostic habitat est donc à refaire ainsi que le plan d'actions en faveur de ces habitats.

#### ► 3.4.2. *Mettre en place des inventaires sur les espèces d'IC et sur leurs habitats*

Le diagnostic n'a pas permis de conclure sur la présence d'une population de Cuivré des marais et de Cistude d'Europe sur le site car un seul individu de chaque espèce a été observé. De plus, la partie floristique s'est essentiellement basée sur la bibliographie, aucune observation de terrain n'a été réalisée, la localisation des espèces n'est donc pas certaine. Les données sur la Mulette perlière et sur les poissons ne permettent pas de caractériser les populations. Des inventaires complémentaires sont donc essentiels pour définir avec certitude les états de conservation de l'ensemble des espèces.

#### ► 3.4.3. *Assurer une veille scientifique sur les espèces et habitats d'IC*

De nombreux programmes, français ou étrangers, étudient les espèces d'IC présentes sur le site. On peut citer les plans nationaux, les plans de restauration, les études de l'INRA... Le suivi de ces études permet d'améliorer les connaissances générales des espèces du DOCOB et d'obtenir de nouvelles données sur le site lorsque les suivis sont réalisés sur le territoire du site.

### 3.5. Limiter le développement des espèces exotiques envahissantes

Les EEE, qu'elles soient végétales ou animales, impactent fortement les espèces d'IC car elles les concurrencent (ressource alimentaire et habitat), dégradent leurs habitats d'espèce ou encore sont porteuses de maladie. Pour l'Angélique des estuaires et le Vison d'Europe, la présence d'espèces envahissantes représente la plus grosse menace.

Cet objectif a pour but de maîtriser, voire limiter sur des secteurs précis, le développement des EEE pour conserver, voire augmenter, les populations des espèces d'IC sur le territoire.

**3 objectifs opérationnels permettent de répondre à cet objectif :**

#### ► 3.5.1. *Assurer un suivi et une veille scientifique sur les espèces exotiques envahissantes*

Cet objectif a pour but d'améliorer les connaissances sur les EEE afin de connaître différentes méthodes pour éviter leur installation ou pour les détruire afin de les mettre en pratique sur le site si nécessaire. Cette action

est uniquement possible si ces espèces sont caractérisées sur le site (localisation, effectifs, stade de croissance...)

### ► 3.5.2. *Mettre en place des interventions pour limiter la prolifération des EEE*

Cet objectif opérationnel a pour but de mettre en place des actions pour empêcher le développement ou la présence des EEE sur une partie du site. Il n'a pas pour but d'agir sur l'ensemble du territoire et sur l'ensemble des espèces car certaines sont à ce jour trop installées pour qu'une action soit réellement efficace mais de travailler davantage sur des secteurs restreints (zones à enjeux) ou sur des espèces peu présentes.

### ► 3.5.3. *S'assurer que les acteurs connaissent le patrimoine naturel du site et en comprennent l'intérêt*

Cet objectif opérationnel a pour but de faire connaître le patrimoine écologique du site Natura 2000 aux différents acteurs du territoire : locaux, touristes... afin qu'ils se rendent compte de leurs impacts sur cette biodiversité. La finalité est que suite à cette sensibilisation, les acteurs modifient leurs activités (achat de plantes envahissantes, utilisation non raisonnée des produits chimiques, piétinement des habitats...) pour limiter leur impact sur ces espèces.

## 3.6. Maintenir ou restaurer le fonctionnement hydrodynamique des cours d'eau et une eau en quantité favorable aux espèces d'IC

Cet objectif a pour but de retrouver la naturalité du cours d'eau.

**3 objectifs opérationnels permettent de répondre à cet objectif :**

### ► 3.6.1. *Assurer une quantité d'eau suffisante sur l'ensemble du site*

Le cours d'eau constitue une partie, voire la totalité, des habitats pour les espèces d'IC. Une baisse de la quantité de l'eau pourrait nuire à leur survie en les empêchant de se déplacer, de se reproduire ou de se nourrir (les proies des différentes espèces se trouvent dans l'eau). Un manque d'eau constituerait une rupture à la continuité écologique.

### ► 3.6.2. *Restaurer et maintenir les annexes hydrauliques*

On entend par annexes hydrauliques, l'ensemble des zones humides alluviales en relation permanente ou temporaire avec le milieu courant par des connections soit superficielles soit souterraines : bras morts, barthes, prairies humides, fossés... Ces espaces constituent d'importantes zones de transition entre le milieu terrestre et le milieu aquatique. Ces zones humides, en plus de jouer un rôle important dans la régulation des crues et des étiages, sont composées d'une grande variété d'habitats favorables aux espèces d'IC. Elles constituent des zones de reproduction, de refuges pour la Cistude d'Europe, le Vison d'Europe, la Loutre d'Europe, les odonates, les rhopalocères... Leur conservation, ainsi que leur amélioration, est primordiale pour conserver ces espèces.

### ► 3.6.3. *Réguler les aménagements et les interventions sur ou ayant un impact sur le lit mineur*

Cet objectif a pour but de limiter les interventions ou les aménagements qui pourraient modifier le fonctionnement naturel du cours d'eau. Ils pourraient engendrer la mort des individus ou un fort dérangement lors des travaux ainsi qu'une modification des habitats présents ce qui seraient néfastes aux espèces présentes avant le projet.

### 3.7. Conserver une eau de qualité favorable aux espèces d'IC

Le site Natura 2000 de la Nivelles est un site cours d'eau, toutes les espèces suivies dans ce DOCOB sont par conséquent des espèces inféodées aux milieux humides. Le cours d'eau constitue la totalité, ou la grande partie, des habitats fréquentés par les espèces. Le maintien, voire l'amélioration de la qualité de l'eau est donc un enjeu essentiel pour les espèces. En effet, certains polluants peuvent plus ou moins impacter les espèces d'IC en entraînant leur mort ou des perturbations physiologiques et/ou comportementales pouvant affecter le développement et le succès reproducteur. Parmi les espèces du FSD, la Mulette perlière, le Saumon atlantique et l'Ecrevisse à pattes blanches peuvent être considérées comme des espèces très sensibles.

Cet objectif de développement durable n'a pas pour finalité de travailler sur l'ensemble des sources de pollution car cet aspect est déjà abordé dans d'autres programmes (SDAGE, SAGE, PAC...) mais de s'interroger sur les besoins en qualité de l'eau des espèces d'IC.

**2 objectifs opérationnels permettent de répondre à cet objectif :**

#### ► 3.7.1. *Identifier les paramètres qui impactent les espèces et habitats d'IC*

A ce jour, les paramètres utilisés par l'Agence de l'eau pour évaluer la qualité de l'eau sont ceux inscrits dans la DCE. Cette liste n'étant pas exhaustive et les seuils définis prenant en compte uniquement les exigences de certaines espèces, les paramètres suivis et les taux à respecter ne sont peut-être pas adaptés aux espèces d'IC du site. Un suivi plus détaillé élargissant les paramètres et évaluant l'impact sur les espèces serait intéressant et permettrait de comprendre l'évolution de certaines populations.

#### ► 3.7.2. *Assurer un suivi des actions menées à ce sujet dans les autres programmes*

De nombreuses actions sont menées à ce jour pour diminuer la pollution dans le cours d'eau : schéma directeur (assainissement et pluvial), sensibilisation auprès des entreprises et des artisans ... le plan d'actions ne comprend donc pas d'action spécifique pour diminuer la pollution sur le site. Néanmoins, ces actions devront être suivies pour s'assurer que les enjeux du site sont pris en compte dans ces programmes. Par exemple, lors de travaux permettant d'améliorer le réseau d'assainissement, il pourra être demandé que les zones à enjeux (zone à Mulette perlière, à Angélique des estuaires...) soient prioritaires.

### 3.8. Animation du DOCOB

#### ► 3.8.1. *Mettre en œuvre les actions du plan de gestion du DOCOB*

Cet objectif correspond au suivi de la mise en œuvre et à l'animation du DOCOB.



## PARTIE 3

# Plan d'actions

Ce plan d'actions regroupe un ensemble de mesures élaborées en concertation avec l'ensemble des acteurs du territoire. Il comprend des actions relevant des aides Natura 2000 (contrat agricole, contrat forestier, animation...) mais également certaines, allant au-delà de ce cadre, permettant tout de même d'atteindre les objectifs. Par conséquent, certaines mesures pourront être financées par d'autres moyens que Natura 2000.

Les acteurs se sont attachés à réaliser un plan d'actions réaliste, au niveau financier et technique.

# 1. Les mesures financables dans le cadre de Natura 2000

## 1.1. Les contrats Natura 2000 (hors parcelles agricoles)

Les contrats Natura 2000 peuvent être souscrits sur les parcelles non agricoles incluses dans le périmètre Natura 2000. Les actions choisies dans le DOCOB doivent être inscrites dans le Programme de Développement Rural « Hexagonal » (PDRH) pour disposer des financements Etat – Europe.

On distingue deux types de contrat :

- Les **contrats Natura 2000 forestiers** qui financent les investissements non productifs en forêt et espaces boisés.
- Les **contrats Natura 2000 ni-ni** (ni agricoles – ni forestiers) qui financent des investissements ou des actions d'entretien non productifs.

Qui peut en bénéficier ?	Toute personne physique ou morale, publique ou privée, titulaire de droits réels et personnels lui conférant la jouissance des terrains sur lesquels s'applique la mesure
Sous quelle forme ?	Contrat volontaire d'une durée de 5 ans ou plus
Où s'appliquent-elles ?	Toute parcelle située à l'intérieur de la zone d'éligibilité fixée pour chaque action
A quoi correspondent-elles et à quoi donnent-t-elles droit ?	Ces mesures correspondent à la mise en œuvre de mesures de gestion non productives en contrepartie d'aide financière. Elles bénéficient de financements nationaux et communautaires (FEADER).

## 1.2. Les Mesures Agro-Environnementales Climatiques (MAEC)

Lorsque les actions proposées concernent des pratiques agricoles, la mesure prend la forme d'un contrat agro-environnemental climatique appelé communément MAEC. Ce dispositif a remplacé les OLEA (Opération Locale Agri-Environnementale), CTE (Contrat Territorial d'Exploitation), CAD (Contrat d'Agriculture Durable), MAET (Mesure Agro-Environnementale Territorialisée).

Une MAEC est composée d'une combinaison d'engagements unitaires.

Qui peut en bénéficier ?	Toute personnes (ou société) physique ou morale exerçant des activités agricoles âgée de 18 à 60 ans (elle doit avoir le statut d'exploitant)
Sous quelle forme ?	Contrat volontaire d'une durée de 5 ans
Où s'appliquent-t-elles ?	Toute parcelle agricole (déclarée à la PAC) listée dans le projet agro-environnemental
A quoi correspondent-elles et à quoi donnent-t-elles droit ?	Ce sont des engagements volontaires rémunérés (par l'ETAT et le FEADER). Le signataire s'engage à respecter un cahier des charges précis sur la parcelle souscrite en contrepartie de subvention.

### 1.3. La charte Natura 2000

Elle relève d'une adhésion volontaire des propriétaires ou gestionnaires qui souhaitent mener des actions en accord avec les objectifs de conservation ou de restauration des espèces suivies sur le site. La charte contient des engagements de gestion courante et durable, ne demandant pas de lourd investissement personnel et financier, qui contribuent, selon les orientations définies dans le DOCOB, à la conservation des habitats et des espèces présents sur le site Natura 2000.

Qui peut en bénéficier ?	Toute personne physique ou morale, publique ou privée, titulaire de droits réels et personnels sur des terrains inclus dans le site, peut adhérer à la charte Natura 2000.
Sous quelle forme ?	Adhésion à une charte pour une durée de 5 ans
Où s'appliquent-t-elles ?	Les terrains éligibles sont des espaces naturels (milieux agricoles, forestiers, zones humides...).
A quoi correspondent-elles et à quoi donnent-t-elles droit ?	La charte contient généralement des engagements généraux valables sur l'ensemble du site et des engagements différenciés en fonction des habitats ou des espèces (zones humides, milieux ouverts, milieux forestiers...). La charte donne droit au signataire à une exonération de la taxe foncière non bâtie et permet également d'accéder à certaines aides publiques.

### 1.4. Les Mesures Hors Contrat

Certaines actions telles que l'animation, la sensibilisation... ne sont pas financées par le biais de contrat Natura 2000. Ces missions relèvent directement de la mission d'animation de la structure porteuse du DOCOB.



## 2. Les mesures non finançables dans le cadre de Natura 2000

Des actions non finançables dans le cadre de Natura 2000 mais permettant de répondre à l'objectif de Natura 2000 peuvent être identifiées dans le DOCOB. La réalisation de cette action sera possible grâce à des financements extérieurs (Conseil Départemental, Conseil Régional...) que l'animateur recherchera ou par la mise en place d'autres programmes nationaux ou européens (programme Life, Poctefa, Leader...)

## 3. Les fiches « action »

Chaque action est détaillée dans une fiche technique qui précise :

- Le ou les objectif(s) de développement durable en lien avec l'action
- Une liste des espèces pour lesquelles la pertinence de l'action est avérée
- La description des actions
- Les modalités de mises en œuvre
- Les indicateurs de suivi

Pour chaque action, deux critères ont été définis, la priorité et la faisabilité de l'action.

### Priorité

---

Les fiches actions doivent être classées. Cette priorisation dépend de l'incidence que peuvent avoir les actions sur la préservation des espèces d'intérêt communautaire et leurs habitats :

- **Priorité forte 1** : intervention essentielle à court terme dont la mise en place aura un impact majeur sur la préservation des espèces d'intérêt communautaire
- **Priorité modéré 2** : intervention importante dont la mise en œuvre est moins urgente que la première mais qui aura un impact très important sur les espèces et habitats
- **Priorité faible 3** : intervention utile mais non prioritaire

### Faisabilité

---

- **Faisabilité 1** : intervention relativement simple à mettre en œuvre
- **Faisabilité 2** : intervention plus compliquée à mettre en œuvre. Elle sollicite plusieurs acteurs, demande une animation de terrain préalable ou sollicite des outils financiers plus complexes
- **Faisabilité 3** : intervention compliquée à mettre en œuvre. Elle nécessitera un temps important d'animation et pourra s'étaler sur plusieurs années.

Une fiche « type » est présentée en page suivante :

**Objectif opérationnel** Répond à un ou plusieurs objectifs opérationnels fixés dans le DOCOB

**Espèces IC concernées** Espèces pour lesquelles cette action est mise en œuvre

**Pratiques en 2014** Action ou gestion réalisée lors de la réalisation du DOCOB

**Changements attendus** Résultats escomptés de l'action

### Description de l'action

#### ► Éléments de contexte

Description du contexte qui a amené à inscrire cette action dans le DOCOB

#### ► Détail de l'action

Descriptif de l'action. Une action peut contenir différentes sous-actions. Pour chacune, un descriptif et un montant estimatif sont indiqués.

Nature des opérations	Montant
Description des étapes de l'action	Estimation par étape

#### ► Autre(s) action(s) en lien

Liste des actions en lien

### Modalités de mise en œuvre

#### ► Périmètre d'intervention

Carte de localisation de l'action

#### ► Maître d'ouvrage

Porteur de projet potentiel

#### ► Partenaires techniques

Tous les acteurs du territoire

#### ► Financeurs potentiels

Structure ou institution pouvant financer l'action (FEADER, Etat, Conseil régional, Conseil départemental...).

#### ► Montant sur 5 ans

Estimation HT globale sur 5 ans.

#### ► Outils financiers

Liste des programmes ou mesures permettant de financer l'action.

#### ► Calendrier et budget estimatif

2016	2017	2018	2019	2020
Liste des étapes ou actions par année				
Montant par année				

► **Efficacité de la mesure**

Indicateur permettant de mesurer l'effet des mesures sur les espèces concernées

► **Mise en œuvre de la mesure**

Indicateur permettant de mesurer l'état de réalisation de l'action

**Pour le site, 8 objectifs de développement durable ont été définis et déclinés en 26 objectifs opérationnels. Ces objectifs ont été traduits en 29 actions. Certaines actions répondent à plusieurs objectifs opérationnels.**

Objectifs de développement durable	Objectifs opérationnels	Code action	Actions	N° de page
<b>1</b> <b>Maintenir les stations d'Angélique des estuaires</b>	a - Mettre en place des interventions pour limiter la prolifération des EEE	GESTION 01	<b>Mettre en place une lutte contre les EEE</b>	53
	b - Assurer une veille scientifique sur les habitats et espèces d'IC	SUIVI 01	<b>Améliorer les connaissances sur les espèces où des manques ont été constatés (action 1 : suivi des études menées sur les espèces d'IC)</b>	55
	c - S'assurer que l'Angélique des estuaires est prise en compte	SENSI 01	<b>Sensibiliser les maîtres d'ouvrage aux enjeux du site</b>	58
<b>2</b> <b>Mettre en place une gestion durable des activités pour conserver ou restaurer les espèces et leurs habitats</b>	a - S'assurer que les acteurs connaissent le patrimoine naturel du site et en comprennent l'intérêt	SENSI 02	<b>Créer et mettre en place des outils visant à sensibiliser le public au respect des habitats et des espèces d'intérêt communautaire (action 1 : définir et mettre en place des outils de sensibilisation tout public sur le patrimoine naturel du site)</b>	60
		ANIM 01	<b>Encadrer et maîtriser les flux touristiques</b>	63
	b - Encourager les pratiques agricoles pour maintenir des milieux favorables aux espèces d'IC	SENSI 03	<b>Sensibiliser les acteurs professionnels pour limiter les pratiques gênantes</b>	65
		AGRI 01	<b>Réduire et encadrer l'utilisation des intrants et des pesticides</b>	67
		AGRI 02	<b>Convertir les grandes cultures en prairies dans les zones à fort enjeu</b>	69
		AGRI 03	<b>Gérer extensivement les prairies par pâturage ou fauchage</b>	71
		AGRI 04	<b>Développer les zones tampons</b>	74
		AGRI 05	<b>Aider à un stockage adéquat des effluents d'élevage</b>	76
	c - Réguler le dérangement ou la destruction directe des individus	GESTION 02	<b>Limiter l'intrusion du bétail, des engins motorisés et des humains dans les zones sensibles</b>	78
		SENSI 02	<b>Créer et mettre en place des outils visant à sensibiliser le public au respect des habitats et des espèces d'intérêt communautaire (action 3 : faire connaître la réglementation sur la destruction des frayères)</b>	60
		SENSI 01	<b>Sensibiliser les maîtres d'ouvrage aux enjeux du site (s'assurer que les interventions sont adaptées au cycle biologique des espèces)</b>	58
		SUIVI 02	<b>Créer et alimenter une base de données sur l'ensemble des espèces (action 3 : autres suivis : perturbations, prélèvements, mortalités accidentelles)</b>	81
		ANIM 01	<b>Encadrer et maîtriser les flux touristiques</b>	63
	d - Promouvoir les outils de sécurisation foncière	ANIM 02	<b>Mettre en place une stratégie foncière sur les sites sensibles</b>	83
	e - Adapter la gestion forestière et celle de la ripisylve aux espèces d'IC	SENSI 04	<b>Sensibiliser les acteurs à la présence du Trichomanès remarquable ou de la Soldanelle velue</b>	85

Objectifs de développement durable	Objectifs opérationnels	Code action	Actions	N° de page
	f - Favoriser une gestion des fossés adaptée aux papillons et aux libellules	SENSI 03	<b>Sensibiliser les acteurs professionnels pour limiter les pratiques gênantes</b>	65
<b>3</b> <b>Maintenir ou restaurer les corridors biologiques sur l'ensemble du site</b>	a - Restaurer la libre circulation des poissons	GESTION 03	<b>Effacer ou aménager les obstacles dans le cours d'eau</b>	87
	b- Favoriser la franchissabilité des infrastructures routières pour faciliter le transit des mammifères semi-aquatiques	SENSI 01	<b>Sensibiliser les maîtres d'ouvrage aux enjeux du site</b>	58
		GESTION 04	<b>Dans les zones à fort enjeu, aménager les ouvrages routiers identifiés comme inaptes au cheminement des mammifères</b>	90
	c - Restaurer et entretenir la ripisylve sur l'ensemble du site	GESTION 05	<b>Restaurer et entretenir la ripisylve</b>	93
		SENSI 02	<b>Créer et mettre en place des outils visant à sensibiliser le public au respect des habitats et des espèces d'intérêt communautaire (action 2 : sensibiliser les riverains sur des thématiques précises)</b>	60
	d - Favoriser une gestion des fossés adaptée aux papillons et aux libellules	SENSI 03	<b>Sensibiliser les acteurs professionnels pour limiter les pratiques gênantes</b>	65
<b>4</b> <b>Améliorer les connaissances sur les espèces et les habitats d'intérêt communautaire</b>	a - Réaliser un diagnostic habitat	SUIVI 03	<b>Réaliser un diagnostic habitat et définir un plan de gestion en faveur des habitats d'IC</b>	97
	b - Mettre en place des inventaires sur les espèces d'IC et sur leurs habitats	SUIVI 01	<b>Améliorer les connaissances sur les espèces où des manques ont été constatés</b>	55
		SUIVI 02	<b>Créer et alimenter une base de données sur l'ensemble des espèces</b>	81
		SENSI 05	<b>Mettre en place des formations de reconnaissance des espèces pour les acteurs du territoire</b>	100
		SUIVI 04	<b>Réaliser un suivi sur le transport de sédiments grossiers</b>	102
	c - Assurer une veille scientifique sur les habitats et espèces d'IC	SUIVI 01	<b>Améliorer les connaissances sur les espèces où des manques ont été constatés (action 1 : suivi des études menées sur les espèces d'IC)</b>	55
<b>5</b> <b>Limiter le développement des espèces exotiques envahissantes</b>	a - Assurer un suivi des EEE sur le territoire	SUIVI 02	<b>Créer et alimenter une base de données sur l'ensemble des espèces (action 2 : suivi cartographique des EEE et des actions menées)</b>	81
	b - Assurer une veille scientifique sur les EEE	ANIM 03	<b>Mettre en place un réseau de surveillance des EEE</b>	104
	c - Mettre en place des interventions pour limiter la prolifération des EEE	GESTION 01	<b>Mettre en place une lutte contre les EEE</b>	53

Objectifs de développement durable	Objectifs opérationnels	Code action	Actions	N° de page
	d - Sensibiliser les acteurs du territoire sur les EEE	SENSI 02	<b>Créer et mettre en place des outils visant à sensibiliser le public au respect des habitats et des espèces d'intérêt communautaire (action 2 : sensibiliser les riverains sur des thématiques précises)</b>	60
<b>6</b> <b>Maintenir ou restaurer le fonctionnement hydrodynamique des cours d'eau et une eau en quantité favorable aux espèces d'IC</b>	a - Assurer une quantité d'eau suffisante sur l'ensemble du site	SUIVI 05	<b>Mettre en place des stations de mesure de hauteur d'eau sur les principaux cours d'eau</b>	106
		GESTION 06	<b>Réaliser une étude pour identifier les causes de mise à sec du Galardiko erreka afin de proposer des solutions</b>	108
	b - Restaurer et maintenir les annexes hydrauliques	GESTION 07	<b>Conserver le fonctionnement des annexes hydrauliques</b>	110
		GESTION 05	<b>Restaurer et entretenir la ripisylve</b>	93
	c - Réguler les aménagements et les interventions sur ou ayant un impact sur le lit mineur	SENSI 01	<b>Sensibiliser les maîtres d'ouvrage aux enjeux du site</b>	57
		GESTION 08	<b>Avoir une gestion raisonnée des embâcles</b>	113
<b>7</b> <b>Conserver une eau de qualité favorable aux espèces d'IC</b>	a - Identifier les paramètres qui impactent les espèces et habitats d'IC	SUIVI 06	<b>Mettre en place des expérimentations sur les polluants pouvant impacter les espèces d'IC</b>	115
	b - Assurer un suivi des actions menées à ce sujet dans les autres programmes	ANIM 04	<b>Animer le DOCOB</b>	117
<b>8</b> <b>Animation du DOCOB</b>	a - Mettre en œuvre les actions du plan de gestion du DOCOB	ANIM 04	<b>Animer le DOCOB</b>	117

## METTRE EN PLACE UNE LUTTE CONTRE LES EEE

Priorité : 1  
Faisabilité : --

**Objectif opérationnel** 1.a / 5.c : Mettre en place des interventions pour limiter la prolifération des EEE

**Espèces IC concernées** Angélique des estuaires, Ecrevisse à pattes blanches, Cistude d'Europe, Vison d'Europe

### Pratiques en 2014

- Action de lutte contre le Baccharis et l'Erable négundo par l'Agglomération Sud Pays Basque
- Piégeage de quelques visons d'Amérique, ragondins, rats musqués

### Changements attendus

- Restaurer dans un bon état de conservation les habitats d'Angélique des estuaires
- Contenir l'aire de répartition des écrevisses de Louisiane
- Limiter les populations de Tortue de Floride dans les sites de présence de cistudes
- Eliminer les EEE pour limiter leur concurrence avec les espèces d'IC du site

## Description de l'action

### ► Éléments de contexte

Sur le territoire, de nombreuses espèces exotiques envahissantes (faune et flore) sont présentes. Parmi les plus connues et les plus importantes, on peut citer : l'Erable négundo, le Baccharis, l'Herbe de la pampa, le Vison d'Amérique, l'Ecrevisse de Louisiane... Ces espèces invasives sont, pour la plupart, préjudiciables aux espèces d'IC car elles entraînent, par compétition directe ou dégradation des habitats d'espèces, la diminution des effectifs de celles-ci.

Deux types d'action peuvent être menés pour limiter les EEE :

- Des **actions d'élimination** : l'action vise à supprimer tous les spécimens de la zone considérée. Ce type d'action est uniquement possible dans les cas où l'intrusion des EEE vient d'arriver ou sur une zone très précise (de petite dimension) que l'on souhaite préserver de leur présence.
- Des **actions de limitation** : l'action vise à réduire la présence de l'espèce indésirable en deçà d'un seuil acceptable. On conduit un chantier de limitation si l'intervention y est également ponctuelle mais répétitive car il y a une dynamique de recolonisation permanente.

Des opérations de limitation sont d'ores et déjà menées sur le Vison d'Amérique, Ragondin, Rat musqué, le Baccharis et l'Erable négundo sur le territoire.

### ► Détail de l'action

Cette action n'a pas pour objectif de mener des opérations sur l'ensemble du site et sur la totalité des EEE. En effet, la lutte contre certaines espèces n'a plus à ce jour d'intérêt car le taux de colonisation est trop important.

Cette action concerne donc les chantiers d'élimination ou de limitation d'espèces animales ou végétales indésirables qui impactent ou dégradent fortement l'état, le fonctionnement, la dynamique de l'habitat ou de l'espèce d'IC et où une action permettra réellement leur amélioration.

Cette action est donc possible si des espèces d'IC ou leurs habitats sont menacés et si la station ou la localisation d'espèces indésirables sont limitées. Les zones des barthes sur lesquelles l'Angélique des estuaires et la Cistude sont présentes et les zones à Ecrevisse à pattes blanches constituent des zones prioritaires pour cette action. Sur les zones des barthes, une élimination totale du Baccharis sera souhaitable, pour l'Ecrevisse à pattes blanches, il est conseillé de contenir l'aire de répartition de l'Ecrevisse de Louisiane.

Les protocoles d'élimination ou de limitation dépendront des retours d'expérience faits à ce sujet.



### Nature des opérations

- Suivi des actions menées sur d'autres territoires
- Mise en place de chantier d'élimination et de limitation en fonction des retours d'expérience
- Suivi des actions menées

### Montant

Sur devis

### ► Autre(s) action(s) en lien

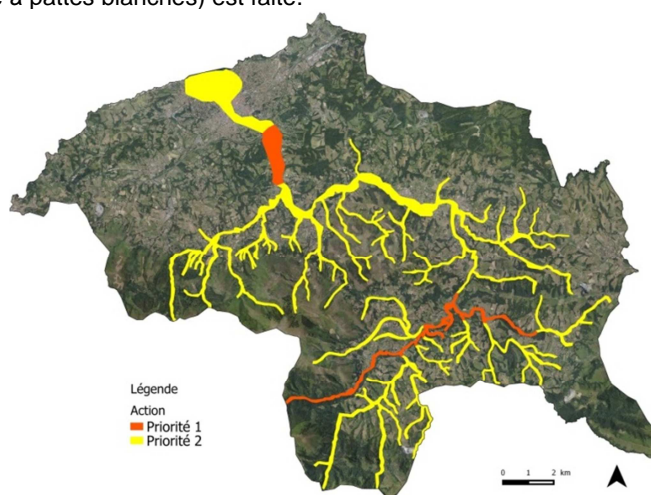
**SUIVI 02** : Créer et alimenter une base de données sur l'ensemble des espèces

**ANIM 03** : Mettre en place un réseau de surveillance des EEE

### Modalités de mise en œuvre

### ► Périmètre d'intervention

L'ensemble du site est éligible à cette action, mais une priorité sur les barthes de la Nivelle (habitat de l'Angélisque des estuaires et de la Cistude) sur le Lizuniaga et l'Opalazio (habitat de l'Ecrevisse à pattes blanches) est faite.



### ► Maître d'ouvrage

Agglomération Sud Pays Basque, Fédération de chasse, de pêche, Conseil Départemental, communes

### ► Partenaires techniques

CBNSA, chasseurs, piégeurs, pêcheurs, MNHN, ONEMA, ONCFS, jardin botanique, EcoGIS...

### ► Financeurs potentiels

FEADER / Etat / Agence de l'Eau, Conseil Régional, Conseil Départemental

### ► Montant sur 5 ans

75 000 €

### ► Outils financiers

PDRH (A32320P et R, F22711)

### ► Calendrier et budget estimatif

2016	2017	2018	2019	2020
15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €

### Indicateurs de suivi

### ► Efficacité de la mesure

- Evolution des EEE
- Etat de conservation des espèces d'IC

### ► Mise en œuvre de la mesure

- Actions mises en place

## AMELIORER LES CONNAISSANCES SUR LES ESPECES OU DES MANQUES DE DONNEES ONT ETE CONSTATES

**Priorité : 1**  
**Faisabilité : --**

### Objectif opérationnel

**1.b / 4.c** : Assurer une veille scientifique sur les habitats et espèces d'IC  
**4.b** : Mettre en place des inventaires sur les espèces d'IC et sur leurs habitats

### Espèces IC concernées

*Priorité 1* : Angélique des estuaires, Mulette perlière, Ecrevisse à pattes blanches, Cistude d'Europe, Cuivré des marais  
*Priorité 2* : Saumon atlantique, Lamproie marine, Lamproie fluviatile, Desman des Pyrénées, Grande Alose, Trichomanès remarquable, Soldanelle velue, Alose feinte

### Pratiques en 2014 /

### Changements attendus

- Confirmer le statut des espèces d'IC
- Caractériser les populations ou les stations sur lesquelles des manques d'information se sont fait ressentir

## Description de l'action

### ► Éléments de contexte

Lors de l'élaboration du DOCOB, un diagnostic écologique a été réalisé. Il avait pour objectif d'identifier, de localiser, de caractériser les populations ou les stations des espèces d'IC. Néanmoins, certains inventaires n'ont pas permis d'atteindre les objectifs fixés. Il manque à ce jour des données.

### ► Détail de l'action

Cette action a pour but de mettre en place un suivi ou de suivre les études menées hors cadre Natura 2000 sur les espèces d'IC afin d'approfondir les connaissances sur les espèces. Elle permettra de même d'évaluer la portée des actions établies dans le cadre de la mise en œuvre du DOCOB et de mener des actions plus pertinentes (localisation, date d'intervention, données techniques...).

Cette action repose sur deux types de suivi, le premier ne consiste qu'à suivre les études menées sur ces espèces à travers les plans nationaux, les programmes Life... et le deuxième correspond à la mise en place d'inventaires spécifiques sur le site.

Les résultats devront être intégrés à la base de données du DOCOB.

### Action 1 : Suivi des études menées sur les espèces d'IC

De nombreuses espèces (Angélique des estuaires, Ecrevisse à pattes blanches, Cistude d'Europe, Vison d'Europe, Desman des Pyrénées, Loutre d'Europe) font l'objet de plan de gestion national ou régional. Dans ce cadre, des actions d'amélioration de connaissances et de gestion sont mises en place. L'animateur devra tout d'abord s'assurer que les enjeux du site soient pris en compte dans ces projets, c'est-à-dire que des actions soient menées sur le site et ensuite, récupérer les différentes données (propres ou non au site) de ces études afin de les intégrer dans la base de données.

De même, l'INRA réalise de nombreuses observations sur les poissons de la Nivelle. A ce jour, l'espèce la plus suivie est le Saumon atlantique où un dénombrement des juvéniles et des reproducteurs ainsi qu'une localisation des frayères sont réalisés. Sur les lamproies, un dénombrement aux pièges et un suivi des frayères sont faits. En ce qui concerne les aloses, un comptage aux barrages est effectué. L'animateur devra récupérer toutes ces informations ainsi que les analyses faites par l'INRA.

### Nature des opérations

- Suivi des études menées
- Intégration des données dans la base de données

### Montant

1 jour / an : 5 jours  
**900 €**

## Action 2 : Suivi de l'Angélique des estuaires, du Trichomanès remarquables et de la Soldanelle velue

Durant la réalisation du diagnostic habitat, les CBNSA et CBNPMP, localiseront les habitats favorables de ces 3 espèces ainsi que les stations fréquentées.

Nature des opérations	Montant
● Localisation des espèces et de leurs habitats	Cf. Fiche Action SUIVI 03

## Action 3 : Inventaire de la Mulette perlière

La Nivelle est l'unique cours d'eau de la région Aquitaine peuplé de Mulette perlière, et le deuxième sur la chaîne des Pyrénées. Cette population, très importante due à son isolement, est à ce jour très mal connue (effectif, reproduction, répartition spatiale...). Cette action a pour objectifs dans un premier temps de caractériser précisément l'aire de répartition de l'espèce, de s'assurer de la viabilité de la population et de définir son état de conservation. Des investigations sur le terrain permettront de localiser les populations (réalisation d'observation à l'aide d'un aquascope sur des transects de 200 m de long dans les zones favorables) et de justifier la présence de reproduction sur le site (recherche de glochidies en automne – hiver)

Dans un second temps, des investigations plus précises, par exemple sur la génétique de l'espèce pourront être faites.

Nature des opérations	Montant
● Prospection de la Nivelle et de ses affluents à l'aide d'aquascope :	
- Recherche bibliographique des anciennes stations connues	600 €
- Inventaire de terrains	12 000 €
● Recherche de glochidies sur les branchies des salmonidés	
- Formation des acteurs	1 jour de formation : 1 000 €
- Contrôle des branchies au niveau des stations de piégeage	2 236 €
- Contrôle des branchies durant les pêches électriques	2 000 €

## Action 4 : Suivi du Cuivré des marais

Lors du diagnostic écologique de 2013, un seul individu a été observé, ce qui est peu pour confirmer la présence d'une population. Cette action a pour objectif de vérifier la présence de cette espèce sur le site.

Nature des opérations	Montant
● Identification des zones potentielles de présence à partir de la cartographie des habitats et préparation des inventaires	0,5 jour : 250 €
● Campagne de terrain sur les prairies humides entre mi-mai et mi-juin	4 jours : 2 000 €
● Cartographie des observations et rédaction d'une note de synthèse	1 jour : 500 €

## Action 5 : Suivi des poissons

De nombreux acteurs, comme l'INRA, l'AAPPMA, la Fédération de pêche 64, étudient les poissons du territoire. Néanmoins, leurs données ne nous permettent pas de caractériser les populations d'espèces d'IC. Le Saumon atlantique, à travers les suivis de l'INRA, est une espèce bien connue, les effectifs des juvéniles et des géniteurs ainsi que les zones de frai sont connus sur la partie aujourd'hui accessible aux saumons. Le jour où la continuité écologique sera assurée sur le site, des observations devront être faites au-delà des barrages d'Ouroutienea et des douanes. Pour ce faire, il est estimé qu'il faut une journée de terrain avec 5 techniciens et 2 bureaux pour rentrer et analyser les données soit 2 920 €.

En ce qui concerne les aloses, aucune donnée n'existe sur la reproduction de cette espèce. Il est proposé de faire un suivi des frayères d'aloise qui consistera à les localiser en réalisant un suivi audio et en compter les « bulls » pendant un suivi nocturne pour un montant de 17 490 € (comprend l'achat d'un enregistreur audio et le temps de personnel). Cette étude étant lancée par l'INRA sur leurs fonds propres à partir de 2015, elle ne sera pas prise en compte dans les montants estimatifs.

Pour les lamproies, les deux espèces sont très mal connues, le statut de reproductrice de la Lamproie marine est uniquement avéré par l'observation d'une frayère en 2010 (aucune autre donnée n'existe). Des actions pourraient être menées pour en améliorer la connaissance, en réalisant un suivi des nids de juin à juillet et un suivi par la méthode des indices ammocètes.

De plus, les pêcheurs disposent également d'informations sur les poissons d'IC. Une enquête auprès d'eux notifiant leurs observations et leurs captures permettrait d'améliorer les données sur les effectifs et sur les zones fréquentées par les espèces.

Nature des opérations	Montant HT
<ul style="list-style-type: none"> <li>Réalisation d'une enquête pêcheur</li> <li>Analyse de l'enquête pêcheur</li> <li>Localisation des zones de frai des poissons</li> <li>Etude sur les larves des lamproies</li> <li>Cartographie des observations et rédaction d'une note de synthèse</li> </ul>	2 jours : <b>360 €</b> 6 jours : <b>1080 €</b> <i>Inclus dans la cartographie</i> <i>A définir</i> 1 jour : <b>500 €</b>

### Action 6 : Suivi de la Cistude d'Europe

Tout comme le Cuivré des marais, un seul individu a été trouvé au sein du site Natura 2000, ce qui n'est pas suffisant pour valider la présence d'une population sur le site. En effet, Cistude Nature considère qu'il est nécessaire d'avoir 3 tortues pour considérer qu'une population est présente. Cette action doit permettre de déterminer les secteurs réellement fréquentés pour localiser, avec précision, les actions à mettre en place en faveur de l'espèce.

De plus, à proximité du site, un marais est occupé par des cistudes, il est important de déterminer les échanges avec le site Natura 2000.

Nature des opérations	Montant
<ul style="list-style-type: none"> <li>Campagne de terrain</li> <li>Cartographie des observations et rédaction d'une note de synthèse</li> </ul>	5 jours : <b>2 000 €</b> 1 jour : <b>500 €</b>

### ► Autre(s) action(s) en lien

**SUIVI 03** : Réaliser un diagnostic habitat et définir un plan de gestion en faveur des habitats d'IC

#### Modalités de mise en œuvre

#### ► Périmètre d'intervention

Habitats préférentiels des espèces concernées

#### ► Maître d'ouvrage

Agglomération Sud Pays Basque, structure animatrice, CBNSA, CBNPMP, CEN, CPIE, EcoGIS, INRA, AAPPMA, Fédération de pêche 64, ...

#### ► Partenaires techniques

CBNSA, CBNPMP, CEN, CPIE, EcoGIS, INRA, AAPPMA, Fédération de pêche 64, ONEMA, ...

#### ► Financeurs potentiels

FEADER / Etat / Agence de l'Eau, Conseil Régional, Conseil Départemental

#### ► Montant sur 5 ans

25 926 €

#### ► Outils financiers

/

### ► Calendrier et budget estimatif

2016	2017	2018	2019	2020
Action 2 Action 1 (1 jour)	Action 3 (étude inventaire terrain) Action 1 (1 jour)	Action 1 (1 jour) Action 3 (Recherche de glochidies) Action 5 (2 jours)	Action 1 (1 jour) Action 4 Action 5 (analyse enquête + carto.)	Action 1 (1 jour) Action 6
<b>180 €</b>	<b>12 780 €</b>	<b>5 776 €</b>	<b>4 510 €</b>	<b>2 680 €</b>

#### Indicateurs de suivi

#### ► Efficacité de la mesure

#### ► Mise en œuvre de la mesure

- Amélioration des connaissances des EIC

## SENSIBILISER LES MAÎTRES D'OUVRAGE AUX ENJEUX DU SITE

**Priorité : 2**  
**Faisabilité : --**

### Objectif opérationnel

- 1.c** : S'assurer que l'Angélique des estuaires est prise en compte
- 2.c** : Réguler le dérangement ou la destruction directe des individus
- 3.b** : Favoriser la franchissabilité des infrastructures routières pour faciliter le transit des mammifères semi-aquatiques
- 6.c** : Réguler les aménagements et les interventions sur ou ayant un impact sur le lit mineur

### Espèces IC concernées

Angélique des estuaires, Mulette perlière, Ecrevisse à pattes blanches, Saumon atlantique, Cistude d'Europe, Vison d'Europe

### Pratiques en 2014

### Changements attendus

- Préserver des zones favorables aux espèces d'IC
- Limiter la mortalité des individus
- Prise en compte de l'ensemble des espèces et de leurs habitats lors de la conception d'un projet

## Description de l'action

### ► Éléments de contexte

Au sein du site, de nombreux projets sont réalisés. Pour ceux qui sont soumis à évaluation des incidences, la prise en compte des 18 espèces et des habitats d'espèces est contrôlée, mais pour les autres, aucun lien avec les enjeux du site ne sont fait.

### ► Détail de l'action

Cette action consiste à informer et sensibiliser les porteurs de projets sur les enjeux du site lors de la conception du projet de façon à limiter leur impact sur les espèces d'IC (mortalité d'espèces, dérangement...). Après avoir précisé les espèces présentes à proximité du projet ainsi que ses conséquences, des recommandations seront faites par l'animateur pour minimiser l'effet sur ces espèces. Cette action peut même permettre de tirer profit de certains travaux pour réaliser des aménagements en faveur d'espèces ou d'habitats.

L'animateur devra s'assurer que :

- Les mammifères semi-aquatiques sont pris en compte dans les projets d'aménagement de nouvelles infrastructures : mise en place de banquettes, de rebord...,
- Les corridors biologiques ne sont pas interrompus,
- Les annexes hydrauliques ne sont pas détruites,
- Les interventions sont adaptées au cycle biologique des espèces :
  - les interventions au sein du cours d'eau ne devront pas se faire dans les sites à Mulette perlière, ni durant la période de reproduction des poissons (15 novembre – 15 mars),
  - les interventions le long des cours d'eau devront tenir compte des exigences du Vison d'Europe,
  - les interventions en milieux humides dépendront de l'émergence du Cuivré des marais....

### Nature des opérations

- Echange d'expérience entre les porteurs de projets et l'animateur

### Montant

5 jours / an : **900 €**

## ► Autre(s) action(s) en lien

--

### Modalités de mise en œuvre

#### ► Périmètre d'intervention

Tout le site

#### ► Maître d'ouvrage

Structure animatrice du DOCOB

#### ► Partenaires techniques

Commune, DDTM, ...

#### ► Financeurs potentiels

FEADER / Etat

#### ► Montant sur 5 ans

4 500 €

#### ► Outils financiers

### ► Calendrier et budget estimatif

2016	2017	2018	2019	2020
900 €	900 €	900 €	900 €	900 €

### Indicateurs de suivi

#### ► Efficacité de la mesure

- Prise en compte de la biodiversité dans les projets

#### ► Mise en œuvre de la mesure

- Nombre d'échanges avec les porteurs de projet
- Nombre de projets suivis

## CREER ET METTRE EN PLACE DES OUTILS VISANT A SENSIBILISER LE PUBLIC AU RESPECT DES HABITATS ET DES ESPECES D'INTERET COMMUNAUTAIRE

**Priorité : 2**  
**Faisabilité : --**

### Objectif opérationnel

- 2.a** : S'assurer que les acteurs connaissent le patrimoine naturel du site et en comprennent l'intérêt  
**2.c** : Réguler le dérangement ou la destruction directe des individus  
**3.c** : Restaurer et entretenir la ripisylve sur l'ensemble du site  
**5.d** : Sensibiliser les acteurs du territoire sur les EEE

### Espèces IC concernées

Toutes les espèces

### Pratiques en 2014

Absence de stratégie de communication

### Changements attendus

- Améliorer le respect des zones de frai des poissons et des zones de Mulette perlière en limitant le piétinement
- Limiter le développement des EEE
- Améliorer les connaissances des différents acteurs sur les espèces d'IC présentes sur le territoire ainsi que sur leurs menaces

## Description de l'action

### ► Éléments de contexte

Cette action a pour but de faire connaître le patrimoine écologique du site Natura 2000 aux différents acteurs du territoire : locaux, touristes... afin qu'ils prennent conscience de leurs impacts sur cette biodiversité et qu'ainsi ils adaptent leur pratique.

### ► Détail de l'action

#### *Action 1 : Définir et mettre en place des outils de sensibilisation tout public sur le patrimoine naturel du site*

Au préalable de la mise en place d'outils de sensibilisation du grand public et de valorisation du patrimoine naturel sur le territoire, une étude sera menée afin de réfléchir aux actions et outils les plus pertinents à mettre en œuvre. Cette étude sera menée sur l'ensemble des sites Natura 2000 de l'Agglomération Sud Pays Basque (voire à une échelle plus grande). Des liens entre les différents sites seront faits au sein des outils de communication.

Cette étude a pour but d'orienter les flux touristiques et de définir les outils de sensibilisation adaptés. En fonction des résultats de cette étude, les outils de sensibilisation et de valorisation (panneaux, flash code, chasse au trésor, site internet...) seront mis en place sur le territoire.

#### Nature des opérations

- Etude sur les outils de sensibilisation les plus pertinents : action menée par un bureau d'études spécialisé durant l'année 2016

#### Montant

Estimation : **30 000 €**

(Montant global de l'étude à répartir sur les différents sites de l'Agglomération : 3 sites soit 10 000 €/site)



## Action 2 : En fonction des résultats de l'action 1, mise en œuvre de la stratégie avec les moyens adaptés

Il s'agira de mettre en œuvre la stratégie de communication la plus adaptée au territoire en collaboration avec les acteurs locaux et en cohérence avec les enjeux et objectifs des différents sites Natura 2000 à l'échelle de l'Agglomération Sud Pays Basque. Les publics qui seront ciblés seront ; élus, usagers, professionnels ou encore propriétaires fonciers.

Les thématiques qui pourront être développées seront :

- Information sur le réseau Natura 2000 en Europe, en France et en mer (plusieurs logos sont par ailleurs obligatoires : Union européenne, FEADER, Natura 2000, ...),
- Réglementation en vigueur sur les sites,
- Présentation des caractéristiques de chaque site,
- Fragilité des milieux, enjeux et menaces sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire,
- Les pratiques à adopter pour limiter l'impact des activités humaines sur le site,
- Présentation des habitats et des espèces protégées,
- La richesse biologique et patrimoniale des sites,
- Etc.

De manière complémentaire à la production d'outils, l'opérateur Natura 2000 pourra mettre en place différents types d'actions spécifiques (réunions, opérations de sensibilisation, etc.) qu'il jugera nécessaire dans l'objectif de faire connaître la démarche Natura 2000 et les enjeux des sites Natura 2000 « La Nivelle ».

Nature des opérations	Montant
<ul style="list-style-type: none"><li>Ingénierie liée à la mise en œuvre d'actions spécifiques de communication et à la conception / rédaction des documents et outils de communication / sensibilisation par l'opérateur Natura 2000</li></ul>	5 journées opérateur Natura 2000 année N puis 3 journées / an à partir N+1 <b>900 € année N, puis 540 € / an</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>Production des différents outils de communication / sensibilisation (outils numériques, plaquette d'information, newsletter, etc)</li></ul>	Coût d'une prestation (dépend du type de support, des quantités)

## Action 3 : Faire connaître la réglementation sur la destruction des frayères

L'arrêté préfectoral n°2014289-0016 publié le 16 octobre 2014 définit la Nivelle comme zone de frayère et de croissance ou d'alimentation de la faune piscicole dans le département. La destruction de frayère y est interdite.

Cette action a pour objectif de faire connaître cet arrêté et par conséquent d'empêcher la destruction de frayère par le piétinement des humains (pêcheur, baigneur) ou par les engins motorisés (tracteur, quad...) en installant des panneaux informatifs à proximité des zones sensibles.

Cette action demande dans un premier temps de connaître précisément les emplacements des zones de frai, (l'INRA localise tous les ans les zones de frayère) et d'identifier les zones sensibles (les zones de frai qui sont susceptibles d'être détruites pour le piétinement humain, bétail ou engins motorisés...). L'AAPPMA Nivelle Côte Basque, étant sur le terrain à cette période, installera des panneaux d'informations durant la période de frai au niveau des zones sensibles.

Nature des opérations	Montant
<ul style="list-style-type: none"><li>Identification des zones de frayère</li></ul>	(fait par l'INRA)
<ul style="list-style-type: none"><li>Mise en place des moyens d'information/sensibilisation définis dans l'action 1</li></ul>	Cf action 1

## Action 4 : Création d'un site internet ou d'une page sur le site de la structure animatrice

Cette action a pour but de faire connaître le site Natura 2000 « La Nivelle » en expliquant la démarche Natura 2000 et les éléments qui composent un DOCOB (les diagnostics socio-économique et écologique, les enjeux, les actions....) Seront mentionnées également les différentes actions menées sur le site. L'objectif étant de rendre le site attractif tout en expliquant les consignes à suivre pour ne pas déranger les oiseaux. Cette action a donc un but informatif tout public. Un lien vers une autre page, visible uniquement par les gestionnaires et les ornithologues du site pourra être fait de façon à les informer des dernières données faunistiques et des actions qui seront ou qui ont été menées sur le site.

Nature des opérations	Montant
<ul style="list-style-type: none"><li>Création d'un site internet</li></ul>	4 journées opérateur Natura 2000 année N <b>720 €</b>

## ► Autre(s) action(s) en lien

**ANIM 01** : Encadrer et maîtriser les flux touristiques

### Modalités de mise en œuvre

#### ► Périmètre d'intervention

Tout le site

#### ► Maître d'ouvrage

Structure animatrice du DOCOB, Agglomération Sud Pays Basque, Fédération de pêche 64, INRA

#### ► Partenaires techniques

Tous les acteurs du territoire

#### ► Financeurs potentiels

FEADER / Etat / Agence de l'Eau

#### ► Montant sur 5 ans

13 780 € (sans coûts de production des outils ; action 2)

#### ► Outils financiers

Animation  
PDRH A32326P

## ► Calendrier et budget estimatif

2016	2017	2018	2019	2020
Action 1 Action 2 Action 4	Action 2 (3 journées animateur + production des outils et mise en place) Action 3	Action 2 (3 journées animateur + production des outils et mise en place)	Action 2 (3 journées animateur)	Action 2 (3 journées animateur)
1 620 € + 10 000 € HT	540 € + A déterminer	540 € + A déterminer	540 €	540 €

### Indicateurs de suivi

#### ► Efficacité de la mesure

- Amélioration de connaissances des différents acteurs du territoire

#### ► Mise en œuvre de la mesure

- Mise en place d'outils de communication
- Mise en place de moyens d'information près des frayères à Saumon atlantique

## ENCADRER ET MAITRISER LES FLUX TOURISTIQUES

**Priorité : 2**  
**Faisabilité : --**

### Objectif opérationnel

- 2.a** : S'assurer que les acteurs connaissent le patrimoine naturel du site et en comprennent l'intérêt  
**2.c** : Réguler le dérangement ou la destruction directe des individus

### Espèces IC concernées

*Priorité 1* : Mulette perlière, Angélique des estuaires  
*Priorité 2* : Les autres espèces

### Pratiques en 2014

### Changements attendus

- Limiter le dérangement des espèces lié aux activités touristiques
- Limiter le piétinement des espèces ou de leurs habitats

## Description de l'action

### ► Éléments de contexte

Le territoire dispose d'atouts très intéressants, à savoir l'océan, la montagne, la biodiversité... Le site accueille par conséquent un public nombreux de mai à septembre qui recherche les plages mais également les activités sportives en plein air.

A ce jour, sur le site, deux grosses zones touristiques sont présentes : la baie de Saint-Jean-de-Luz – Ciboure et le lac de Saint-Pée-sur-Nivelle. Ces deux secteurs ne constituent pas des zones à fort enjeu écologique (le diagnostic habitat pourra modifier ce propos). D'autres secteurs, moins fréquentés à ce jour, constituent des zones intéressantes pour les espèces d'IC, il est important d'aménager les activités présentes sur ces sites pour limiter le dérangement aux espèces.

### ► Détail de l'action

#### *Action 1 : Encadrer les activités de canoë-kayak*

Au niveau du cours d'eau, 3 professionnels du canoë-kayak exercent leur activité. Cette pratique peut déranger des espèces telles que la Loutre d'Europe et le Vison d'Europe et abimer les berges au niveau des embarcadères. Il est proposé de mettre en place, sur des secteurs non sensibles, des embarcadères attractifs afin de canaliser les débarquements et les embarquements. Des informations sur la biodiversité pourront être apportées en ces lieux.

De plus, à ce jour, le secteur de Mulette perlière, qui constitue une zone très sensible, n'est pas fréquenté pour le canoë-kayak. Si ce secteur venait à être utilisé, il faudrait réfléchir aux impacts de l'activité sur cette espèce car en été, la hauteur d'eau n'y est pas importante. Un écrasement de mulettes par le canoë ou un coup de pagaie leur serait fatal.

#### Nature des opérations

- Identification des zones de mise en place d'embarcadères
- Mise en place d'embarcadères

#### Montant

2 jours : **360 €**  
(+ embarcadère + installation)

#### *Action 2 : Encadrer les activités touristiques sur la partie terrestre du site*

Actuellement, il y a peu de fréquentation touristique sur les zones terrestres à enjeu donc peu de problèmes de piétinement ou de dérangement liés aux activités. Il est important à l'avenir de cadrer le développement des flux touristiques afin de préserver les espèces et leurs habitats.

Nature des opérations	Montant
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Installation d'outils de sensibilisation</li> <li>• Suivi et appui technique aux projets de développement touristique sur le territoire</li> <li>• Impression / publication</li> </ul>	3 jours / an : <b>540 €</b>

### ► Autre(s) action(s) en lien

**ANIM 04** : Animer le DOCOB

**SENSI 02** : Sensibiliser le grand public

**SENSI 03** : Sensibiliser les acteurs professionnels pour limiter les pratiques gênantes

### Modalités de mise en œuvre

#### ► Périmètre d'intervention

Tout le site

#### ► Maître d'ouvrage

Structure animatrice du DOCOB, professionnels de l'activité de canoë-kayak

#### ► Partenaires techniques

Tous les acteurs du territoire

#### ► Financeurs potentiels

FEADER / Etat

#### ► Montant sur 5 ans

3 600 € (*sans les embarcadères*)

#### ► Outils financiers

Animation

### ► Calendrier et budget estimatif

2016	2017	2018	2019	2020
--	Action 1 Action 2	Action 1 Action 2	Action 1 Action 2	Action 1 Action 2
--	<b>900 €</b>	<b>900 €</b>	<b>900 €</b>	<b>900 €</b>

### Indicateurs de suivi

#### ► Efficacité de la mesure

--

#### ► Mise en œuvre de la mesure

- Nombre de réunions avec les acteurs du canoë-kayak
- Création d'embarcadères

## SENSIBILISER LES ACTEURS PROFESSIONNELS POUR LIMITER LES PRATIQUES GENANTES

**Priorité : 1**  
**Faisabilité : --**

### Objectif opérationnel

- 2.b** : Encourager les pratiques agricoles pour maintenir des milieux favorables aux espèces d'IC  
**2.f** : Favoriser une gestion des fossés adaptée aux papillons et aux libellules  
**3.d** : Favoriser une gestion des fossés adaptée aux papillons et aux libellules

### Espèces IC concernées

*Priorité 1* : Angélique des estuaires, Mulette perlière, Ecrevisse à pattes blanches, Saumon atlantique, Cistude d'Europe, Desman des Pyrénées  
*Priorité 2* : Autres espèces du site

### Pratiques en 2014

--

### Changements attendus

- Modification des pratiques pour qu'elles impactent le moins possibles les espèces d'IC

## Description de l'action

### ► Éléments de contexte

Le diagnostic écologique a fait ressortir la présence de 7 espèces qui ont un état de conservation défavorable ou mauvais sur le site dont certaines ont un enjeu fort sur le site. L'état de certaines populations est mauvais car les menaces sont importantes ou la gestion de leurs habitats n'est pas adaptée à leur présence. Par méconnaissance de leur présence sur le territoire, certains acteurs peuvent parfois avoir des impacts négatifs sur ces espèces lors de la gestion de leurs milieux. Améliorer leurs connaissances permettrait peut-être une prise en compte des espèces d'IC et donc un changement des pratiques pour qu'elles soient favorables à ces espèces.

### ► Détail de l'action

Cette action a pour but de réunir différents acteurs (agriculteurs, collectivités, particuliers...) afin d'échanger sur des sujets variés :

- les plantes envahissantes afin de limiter la propagation
- la gestion des fossés pour qu'elle soit adaptée aux odonates
- l'utilisation de produits phytosanitaires pour trouver des alternatives afin de diminuer l'utilisation des intrants
- les périodes d'intervention les plus propices pour éviter le dérangement ou la mort des individus
- la gestion de la ripisylve afin de conserver un linéaire en bon état
- l'autonomie fourragère
- les nouvelles techniques d'exploitation et de gestion des milieux
- les partenaires techniques et financiers....

La liste des invités dépendra des thèmes traités lors de la rencontre. Elle pourra prendre la forme d'une réunion d'information suivie d'une sortie sur le terrain. En fin de rencontre, des supports d'information rappelant les éléments présentés seront distribués.

### Nature des opérations

- Préparation de la formation
- Mise en place d'une formation
- Création de support d'information

### Montant

5 jours  
**1 500 €**

## ► Autre(s) action(s) en lien

**SUIVI 02** : Créer et alimenter une base de données sur l'ensemble des espèces

**ANIM 03** : Mettre en place un réseau de surveillance des EEE

### Modalités de mise en œuvre

#### ► Périmètre d'intervention

Tout le site

#### ► Maître d'ouvrage

EHLG, Chambre d'Agriculture, Agglomération Sud Pays Basque, CPIE, CEN Aquitaine, BLE...

#### ► Partenaires techniques

Structure animatrice du DOCOB

#### ► Financeurs potentiels

FEADER / Etat

Fonds propres des structures

#### ► Montant sur 5 ans

13 500 €

#### ► Outils financiers

### ► Calendrier et budget estimatif

2016	2017	2018	2019	2020
1 animation	2 animations	2 animations	2 animations	2 animations
1 500 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €

### Indicateurs de suivi

#### ► Efficacité de la mesure

- Modification des pratiques

#### ► Mise en œuvre de la mesure

- Nombre de formations
- Nombre de personnes ayant participé aux formations

## REDUIRE ET ENCADRER L'UTILISATION DES INTRANTS ET DES PESTICIDES

**Priorité : 1**  
**Faisabilité : --**

### Objectif opérationnel

**2.b** : Encourager les pratiques agricoles pour maintenir des milieux favorables aux espèces d'IC

### Espèces IC concernées

Toutes les espèces du site

### Pratiques en 2014

--

### Changements attendus

- Diminuer l'utilisation des intrants et des pesticides à proximité des cours d'eau
- Améliorer la qualité de l'eau et limiter l'impact des produits sur les espèces d'IC
- Eviter les modifications de milieu dues à l'apport d'azote dans le cours d'eau

## Description de l'action

### ► Éléments de contexte

L'utilisation d'intrants ou de pesticides, lorsqu'elle n'est pas adaptée, est une source potentielle de pollution du cours d'eau. En effet, lors d'un excès d'apport, les traitements s'infiltrent dans les nappes phréatiques ou directement dans le cours d'eau par lessivage. Ils engendrent une augmentation d'azote, de phosphate, de potassium, de triazine... au sein de la rivière.

De nombreuses espèces d'IC telles que la Mulette perlière, l'Ecrevisse à pattes blanches, les odonates, les poissons... sont très sensibles à ces molécules car, ayant une rémanence importante, elles modifient les habitats du cours d'eau et donc leur fonctionnement dans certains cas. Elles peuvent provoquer des dysfonctionnements du métabolisme des animaux. Leur diminution au sein du cours d'eau est donc à rechercher.

### ► Détail de l'action

Cette action consiste à limiter l'apport d'intrants ou de pesticides à proximité du cours d'eau grâce à un changement de pratique des agriculteurs.

En effet, les dates, les quantités, la climatologie sont à prendre à compte pour évaluer les intrants à apporter à la plante.

Ainsi la mise en place de MAEC phyto permettrait de répondre à l'objectif de cette action.

L'action sera donc composée d'engagements unitaires qui concourent à la réduction, voire à l'absence, de l'utilisation des phytosanitaires, des herbicides et de la fertilisation azotée :

- Phyto 01 : Bilan de la stratégie de protection des cultures
- Phyto 02 : Absence de traitement herbicide
- Phyto 03 : Absence de traitement phytosanitaire de synthèse
- Phyto 04 : Réduction progressive du nombre de doses homologuées de traitements herbicides
- Phyto 05 : Réduction progressive du nombre de doses homologuées de traitement phytosanitaires hors herbicides
- Phyto 07 : Mise en place de la lutte biologique
- MAEC système polyculture-élevage
- MAEC système herbagers et pastoraux

L'objectif de cette action est que les agriculteurs ne dépassent pas 60 unités d'azote sur le site. Certains peuvent diminuer les doses d'intrants ou les supprimer complètement. En fonction de la solution choisie, le montant des subventions sera différent.



### Nature des opérations

- Préparation de la formation
- Mise en place d'une formation
- Création de support d'information

### Montant

5 jours  
1 500 €

### ► Autre(s) action(s) en lien

**SENSI 03** : Sensibiliser les acteurs professionnels pour limiter les pratiques gênantes

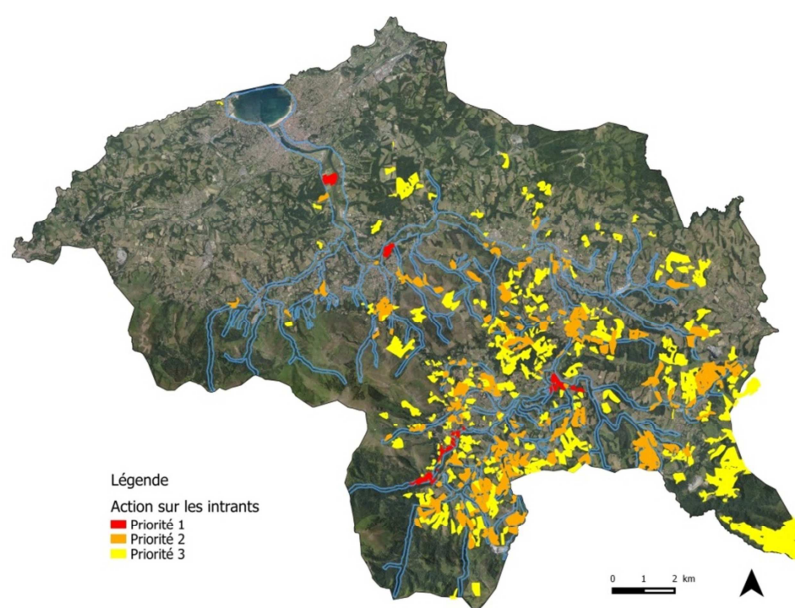
**GESTION 05** : Restaurer et entretenir la ripisylve

### Modalité de mise en œuvre

### ► Périmètre d'intervention

Cette action est éligible sur l'ensemble du bassin versant de la Nivelle.

- La **priorité 1** correspond aux parcelles de maïs présentes à proximité des zones sensibles (Angélique des estuaires, Mulette perlière, Ecrevisse à pattes blanches) : 12 ha
- La **priorité 2** correspond aux autres parcelles du site
- La **priorité 3** concerne les parcelles du bassin versant ne faisant pas parties du site



### ► Maître d'ouvrage

Agriculteurs

### ► Partenaires techniques

BLE, Chambre d'agriculture, EHLG, structure animatrice du DOCOB

### ► Financeurs potentiels

FEADER / Etat

### ► Montant sur 5 ans

--

### ► Outils financiers

MAEC

### ► Calendrier et budget estimatif

2016	2017	2018	2019	2020
--	--	--	--	--

### Indicateurs de suivi

### ► Efficacité de la mesure

### ► Mise en œuvre de la mesure

- Nombre de contrats mis en place
- Diminution du taux de molécules chimiques issues des herbicides et des intrants

## CONVERTIR LES GRANDES CULTURES EN PRAIRIES DANS LES ZONES A FORT ENJEU

**Priorité : 3**  
**Faisabilité : --**

### Objectif opérationnel

**2.b** : Encourager les pratiques agricoles pour maintenir des milieux favorables aux espèces d'IC

### Espèces IC concernées

*Priorité 1* : Mulette perlière, Angélique des estuaires, Ecrevisse à pattes blanches  
*Priorité 2* : les autres espèces

### Pratiques en 2014

35 ha en grande culture soit 1,9 % de la SAU du site

### Changements attendus

- Limiter l'impact des grandes cultures et des sols nus en hiver sur les espèces d'IC
- Limiter les MES et la turbidité dans les zones fréquentées par la Mulette perlière
- Augmenter la superficie d'habitats favorables aux espèces d'IC du site

## Description de l'action

### ► Éléments de contexte

Moins de 10 % du territoire est utilisé pour la production de céréales (majoritairement du maïs). Ces parcelles ont un impact négatif sur la biodiversité supérieur aux prairies. En effet, la quasi-totalité de ces parcelles reçoivent des effluents ou des engrais chimiques et des herbicides tous les ans ce qui entraîne des problèmes de pollution dans le cours d'eau (fiche AGRI 01). De plus, avant de semer, un retournement du sol est effectué ce qui impacte le sol et sa biodiversité. Pour finir, entre la récolte et le semis, certaines parcelles restent nues favorisant le phénomène d'érosion du sol et de ruissellement. Tous les impacts négatifs cités précédemment dépendent de la gestion des parcelles mise en place.

### ► Détail de l'action

L'objectif de cet engagement est d'inciter les exploitants agricoles à implanter et entretenir des couverts herbacés permanents dans les zones à fort enjeu environnemental. La création de couvert herbacé sur des parcelles (reconversion de terres arables) ou de partie des parcelles (bandes enherbées) permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants et favorise ainsi le maintien des habitats naturels et les espèces aquatiques d'IC sensibles à la dégradation de la qualité des eaux (Mulette perlière, Lamproie de Planer...). Cet engagement répond donc à la fois à un objectif de préservation d'une eau de bonne qualité et à un objectif de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé constitue des zones refuges pour la faune et la flore ainsi que des corridors et des territoires de chasse.

Cette action passe par la mise en place d'une MAEC qui sera composée de plusieurs engagements unitaires :

- Couvert 06 : Création et entretien d'un couvert herbacé, le couvert herbacé sera composé des familles végétales suivantes : graminées (ray Grass, fétuque, dactyle, brome, ...) et légumineuses (trèfle, luzerne, sainfoin, lotier ...)
- MAE système polyculture élevage

Cette action peut être combinée avec l'action AGRI 01 sur la limitation des intrants.

### Nature des opérations

- Réalisation d'un diagnostic pour définir les essences végétales, les périodes d'intervention, les apports à réaliser...
- Mise en place du nouveau couvert

### Montant

--

- Suivi des interventions

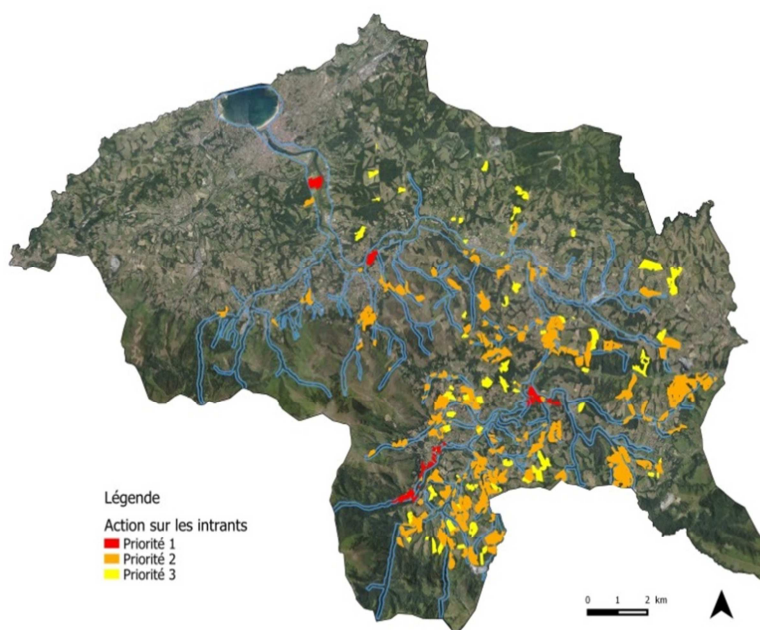
## ► Autre(s) action(s) en lien

**AGRI 01** : Réduire et encadrer l'utilisation des intrants et des pesticides

### Modalités de mise en œuvre

## ► Périmètre d'intervention

Cette action est possible sur les parcelles déclarées en grande culture (maïs, blé et tournesol) en 2013. Une priorité sur les parcelles à proximité des zones à Mulette perlière, à Angélique des estuaires et à Ecrevisse à pattes blanches est faite. Ces zones correspondent à la priorité 1 de la carte, elle représente 12 ha (34 % des parcelles de grandes cultures du site). La priorité 2 s'intéresse aux autres parcelles de grandes cultures du site Natura 2000 (23 ha). La priorité 3 correspond aux autres parcelles du bassin versant (540 ha de grande culture).



## ► Maître d'ouvrage

Agriculteurs

## ► Partenaires techniques

BLE, Chambre d'agriculture, EHLG, structure animatrice du DOCOB

## ► Financeurs potentiels

FEADER / Etat

## ► Montant sur 5 ans

--

## ► Outils financiers

MAEC

## ► Calendrier et budget estimatif

2016	2017	2018	2019	2020
--	--	--	--	--

### Indicateurs de suivi

## ► Efficacité de la mesure

## ► Mise en œuvre de la mesure

- Nombre de contrats mis en place

## GERER EXTENSIVEMENT LES PRAIRIES PAR PATURAGE OU FAUCHAGE

**Priorité : 2**  
**Faisabilité : --**

### Objectif opérationnel

**2.b** : Encourager les pratiques agricoles pour maintenir des milieux favorables aux espèces d'IC

### Espèces IC concernées

Cistude d'Europe, Vison d'Europe, Loutre d'Europe, Cuivré des marais, Ecrevisse à pattes blanches

### Pratiques en 2014

### Changements attendus

- Restaurer des habitats favorables au Cuivré des marais
- Limiter la mortalité de la Cistude d'Europe due à l'écrasement des individus lors de la ponte

## Description de l'action

### ► Éléments de contexte

Depuis de nombreuses années, les paysages ont été modifiés suite aux profondes mutations de l'agriculture : intensification des pratiques agricoles dans les secteurs à fort potentiel agronomique et déprise agricole dans les secteurs moins intéressants permettant le développement de la forêt.

Sur le territoire, des prairies et des pelouses sont encore très présentes (environ 90 % des surfaces agricoles). Elles constituent un atout majeur pour le site de la Nivelle car elles revêtent une importance particulière pour le maintien de la plupart des espèces d'IC. Elles constituent des :

- territoires de chasse privilégiés pour le Vison d'Europe, la Loutre d'Europe et les libellules
- zones de ponte pour la Cistude d'Europe
- habitats de vie pour les papillons...

La conservation de ces milieux ouverts est donc primordiale, elle passe par un mode d'entretien de l'espace qu'il importe de conserver : la fauche et/ou le pâturage.

### ► Détail de l'action

Cette action a pour but de maintenir par fauchage et/ou pâturage les milieux ouverts qui constituent un habitat d'espèce et qui jouent également un rôle d'épuration et de régulation vis-à-vis des crues.

Le fauchage, en fonction du type de prairie, doit être réalisé à des périodes précises pour être cohérent avec la préservation des espèces d'IC. En effet, pour les prairies humides, le fauchage ne doit pas avoir lieu durant la période d'émergence du Cuivré des marais, c'est-à-dire en mai et du 20 juillet au 15 août (ces dates dépendant des conditions climatiques, des modifications pourront être apportées au cours de l'année). Pour les prairies bien drainées, la période à éviter correspond à celle des pontes de la Cistude d'Europe, du 20 mai au 15 juillet.

Le pâturage, qu'il soit ovin, bovin ou équin doit être suffisant pour permettre une action efficace sur le développement de végétaux sans toutefois compromettre, par le piétinement ou l'abrutissement, la croissance des plantes à fleurs et de refus.

Cette action passera par la mise en place de MAEC. Elles seront composées de plusieurs engagements unitaires :

- Herbe 03 : Absence totale de fertilisation minérale et organique sur prairies et habitats remarquables
- Herbe 04 : Ajustement de la pression de pâturage sur certaines périodes
- Herbe 06 : retard de fauche sur prairies et habitats remarquables
- Couvert 06 : Création et entretien d'un couvert herbacé

- Linea 08 : Entretien de bandes refuges
- MAEC système polyculture-élevage
- MAEC système herbagers et pastoraux

Cette action pourra être complétée par l'action sur les fertilisants car un apport important de fertilisants modifie la diversité des végétaux en entraînant par exemple la disparition progressive d'espèces intéressantes pour les espèces d'IC telles que les rumex qui sont des plantes hôtes du Cuivré des marais.

La mise en place d'un contrat devra être précédée d'un diagnostic de la parcelle pour définir concrètement la gestion à mettre en place.

### *Action 1 : Utilisation tardive de la parcelle*

Cette action a pour objectif d'entretenir les milieux ouverts sans porter atteinte au Cuivré des marais. Aucune intervention ne peut donc être menée durant la période sensible de cette espèce.

Le périmètre d'application de cette mesure concerne les prairies humides peu productives.

Nature des opérations	Montant
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Engagements non rémunérés :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Drainage interdit</li> <li>- Retournement de la prairie interdit</li> <li>- Boisement interdit</li> <li>- Conservation des haies et linéaires de cours d'eau et fossés</li> </ul> </li> <li>• <b>Engagement rémunéré :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fauche après le 15 août : cette date s'explique par la présence du Cuivré des marais qui réalise la totalité de son cycle de vie au sein de la strate herbacée. Le fauchage n'est donc possible qu'après l'émergence de l'espèce.</li> <li>- Pâturage possible sur les parcelles, le chargement et les dates de pâturage devront être définis suite au diagnostic parcellaire.</li> <li>- Tenue du cahier des charges des pratiques sur les parcelles engagées</li> <li>- En fonction des espèces présentes, le diagnostic peut fixer, en accord avec le contractant, des modalités spécifiques de gestion. Par exemple, pour avoir une gestion cohérente avec le Cuivré des marais, des bandes refuges ou des placettes de plantes hôtes (rumex) peuvent être maintenues.</li> </ul> </li> </ul>	--

### *Action 2 : Gestion extensive de la prairie par fauchage et/ou pâturage*

Cette action a pour but de maintenir les prairies drainantes du site qui sont, pour certaines, favorables à la Cistude d'Europe.

Nature des opérations	Montant
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Engagements :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintien de la prairie</li> <li>- Pas de boisement</li> <li>- Pas de nivellement, drainage, écobuage ou brûlis</li> <li>- Maintien et entretien des éléments paysagers</li> </ul> </li> <li>• <b>Gestion extensive de la prairie :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Entretien annuel par pâturage ou fauchage :</li> <li>- Période de fauche : avant le 20 mai et après le 15 juillet pour les prairies favorables à la Cistude d'Europe,</li> <li>- Le diagnostic définira les chargements (mais il ne devra dépasser 1,4 UGB/ha) et les dates de pâturage</li> <li>- Tenue d'un cahier d'enregistrement de la fertilisation</li> </ul> </li> </ul>	--

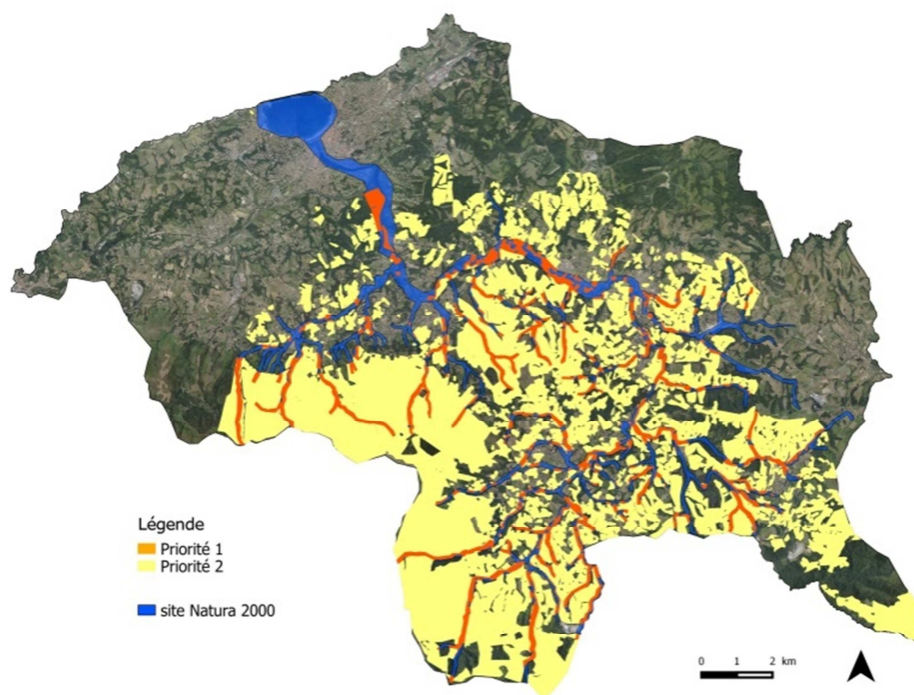
### **► Autre(s) action(s) en lien**

**AGRI 01** : Réduire et encadrer l'utilisation des intrants et des pesticides

**SUIVI 01** : Améliorer les connaissances sur les espèces où des manques ont été constatés

## ► Périmètre d'intervention

Prairies déclarées à la PAC sur le site et sur le bassin versant



## ► Maître d'ouvrage

Agriculteurs

## ► Partenaires techniques

BLE, Chambre d'agriculture, EHLG, structure animatrice du DOCOB

## ► Financeurs potentiels

FEADER / Etat

## ► Montant sur 5 ans

--

## ► Outils financiers

MAEC

## ► Calendrier et budget estimatif

2016	2017	2018	2019	2020
--	--	--	--	--

## Indicateurs de suivi

### ► Efficacité de la mesure

- Etat de conservation des prairies
- Evaluation des espèces inféodées aux prairies et landes

### ► Mise en œuvre de la mesure

- Nombre de contrats mis en place
- Superficie des parcelles contractualisées



## DEVELOPPER LES ZONES TAMPONS

**Priorité : 3**  
**Faisabilité : --**

### Objectif opérationnel

**2.b** : Encourager les pratiques agricoles pour maintenir des milieux favorables aux espèces d'IC

### Espèces IC concernées

Angélique des estuaires, odonates et mammifères

### Pratiques en 2014

Absence de zone tampon sur certains secteurs

### Changements attendus

- Augmenter les zones enherbées favorables aux espèces d'IC afin de faciliter leurs déplacements, les pontes...
- Limiter les phénomènes de pollution de l'eau

## Description de l'action

### ► Éléments de contexte

Les activités présentes à proximité de cours d'eau peuvent avoir des effets négatifs sur l'environnement.

L'agriculture correspond à une des activités qui peut avoir un impact. En effet, les surfaces agricoles cultivées sont particulièrement sujettes au ruissellement des eaux de pluie, phénomène entraînant le déplacement vers le cours d'eau d'une quantité variable de substances chimiques, minérales ou organiques provenant notamment des traitements phytosanitaires et des apports de fertilisants... Or, ces substances, même à doses réduites, concourent progressivement à une altération de la qualité de l'eau des rivières et des ressources en eau potable. Le ruissellement dépend de la pluviométrie, la topographie, le type de culture ou le travail du sol (simplifié ou non).

Afin de préserver la qualité des eaux de la Nivelle et des espèces qui en dépendent (Loutre d'Europe, Vison d'Europe, Saumon atlantique...), il est donc important que l'implantation de dispositifs limitant ce phénomène fasse partie des actions mises en place.

Les zones tampons qui correspondent à des espaces contigus aux cours d'eau composés de végétation permanente, sont en mesure d'atténuer les conséquences du ruissellement. Elles jouent un rôle d'épuration des pollutions diffuses car elles ont la capacité d'intercepter les flux d'eau et de substances et donc de protéger les milieux aquatiques. D'après des expérimentations françaises, la zone tampon a la capacité de retenir entre 50 à 90 % des pesticides présents dans l'eau de ruissellement.

Les zones tampons peuvent être sous la forme d'une bordure étroite de champ, de bandes enherbées, de prairies permanentes, friches, ripisylves...

Les zones tampons constituent également des habitats d'espèce et des corridors écologiques pour les espèces d'IC.

### ► Détail de l'action

Cette action a pour but de mettre en place des zones tampons dans les secteurs qui en sont dépourvus (zone de grande culture).

Un diagnostic succinct permettra de définir les éléments techniques du projet : le type de zone tampon, la dimension, la gestion.

Cette action fera appel à une MAEC qui sera composée de :

- Phyto 02 : Absence de traitement herbicide
- Phyto 03 : Absence de traitement phytosanitaire de synthèse
- Linea 03 : Entretien des ripisylves (pris en compte dans l'action GESTION 05)
- Linea 05 : Entretien mécanique de talus enherbés
- Linea 08 : Entretien de bandes refuges

Ces actions ont pour but de compléter la BCAE bande tampon qui oblige les agriculteurs dont les parcelles sont situées à proximité des cours d'eau indiqués sur l'IGN, à mettre en place une bande enherbée de 5 m. Cette mesure a pour objectif d'augmenter la largeur de la zone tampon pour les cours d'eau soumis à cette réglementation. Sur le



site Natura 2000, tous les cours d'eau sont soumis à cette réglementation.

Nature des opérations	Montant
<ul style="list-style-type: none"> <li>Réalisation d'un diagnostic de la parcelle</li> <li>Contractualisation : l'agriculteur s'engage à : <ul style="list-style-type: none"> <li>Implanter un couvert permanent, herbacé, arbustif ou arboré en respectant la réglementation PAC</li> <li>Mettre en place une bande tampon d'une surface supérieure ou égale à 10 m le long des cours d'eau. Cette mesure est possible sur une parcelle d'au minimum 20 m</li> <li>Ne pas faucher ou faire pâturer la parcelle entre le 1<sup>er</sup> octobre et fin janvier</li> <li>Ne pas réaliser d'apports azotés ni traitements phytosanitaires</li> </ul> </li> </ul>	--

### ► Autre(s) action(s) en lien

**AGRI 01** : Réduire et encadrer l'utilisation des intrants et des pesticides

**AGRI 02** : Convertir les grandes cultures en prairies dans les zones à fort enjeu

**AGRI 03** : Gérer extensivement les prairies par pâturage ou fauchage

**GESTION 05** : Restaurer et entretenir la ripisylve

### Modalités de mise en œuvre

### ► Périmètre d'intervention

Tout le site (Surface à estimer)

### ► Maître d'ouvrage

Agriculteurs, communes

### ► Partenaires techniques

BLE, Chambre d'agriculture, EHLG, structure animatrice du DOCOB

### ► Financeurs potentiels

FEADER / Etat

### ► Montant sur 5 ans

--

### ► Outils financiers

MAEC

### ► Calendrier et budget estimatif

2016	2017	2018	2019	2020
--	--	--	--	--

### Indicateurs de suivi

### ► Efficacité de la mesure

- Qualité de la zone tampon

### ► Mise en œuvre de la mesure

- Nombre de contrats mis en place

## AIDER A UN STOCKAGE ADEQUAT DES EFFLUENTS D'ELEVAGE

**Priorité : 2**  
**Faisabilité : --**

### Objectif opérationnel

**2.b** : Encourager les pratiques agricoles pour maintenir des milieux favorables aux espèces d'IC

### Espèces IC concernées

*Priorité 1* : Mulette perlière, Ecrevisse à pattes blanches  
*Priorité 2* : Toutes les autres espèces

### Pratiques en 2014

Une grande partie des exploitations n'ont pas de stockage d'effluents adapté

### Changements attendus

- Limiter les phénomènes de pollution de l'eau
- Limiter les perturbations liées à l'azote sur la Mulette perlière et l'Ecrevisse à pattes blanches

## Description de l'action

### ► Éléments de contexte

Les espèces d'IC sont très dépendantes de la qualité de l'eau. La Mulette perlière est très sensible à la quantité d'azote, une quantité d'azote supérieure à 1,5 mg/l entraîne la mort des individus ou des problèmes de reproduction de l'espèce. L'atteinte d'une qualité de l'eau favorable à ces espèces est essentielle et passe par la maîtrise de toutes les pollutions et notamment celles d'origine agricole issues des effluents d'élevage. La maîtrise de ces effluents est donc nécessaire.

Au sein du territoire, la majorité des exploitations possède un troupeau, elles produisent donc du fumier (85 % des exploitations), du fumier ou du purin (55 % des exploitations) et des effluents peu chargés (eaux blanches, vertes, brunes) pour 44 % d'entre elles.

Sur le territoire, le stockage de ces effluents n'est pas toujours adéquat, des exploitations ont un stockage insuffisant n'empêchant pas les risques de pollution en azote. Ces effluents sont soit stockés sur les parcelles soit dans des fumières en mauvais état qui ne permettent pas de conserver l'ensemble des jus d'effluents.

Les éléments chimiques qu'ils contiennent peuvent se retrouver dans le cours d'eau et par conséquent impacter les espèces et habitats d'IC.

La réglementation demande que le stockage aux champs et l'épandage se fassent à 35 m du cours d'eau pour le lisier ou à 10 m pour le fumier ou compost ou lorsque qu'une bande enherbée ou boisée est présente.

### ► Détail de l'action

Cette action a pour but d'aider techniquement et financièrement les agriculteurs à trouver un système limitant les risques de pollutions. Plusieurs solutions permettraient de limiter ces pertes d'éléments chimiques :

- Création de fumières couvertes
- Installation de bâches à fumier

Le choix du dispositif dépendra du système d'exploitation. De plus, il est demandé que le stockage aux champs soit effectué :

- hors parcelles inondables
- à 35 m du cours d'eau.

Nature des opérations	Montant
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Identification du système à utiliser</li> <li>• Mise en place de l'outil</li> <li>• Suivi</li> </ul>	<i>Selon le système choisi</i>

### ► Autre(s) action(s) en lien

**AGRI 01** : Réduire et encadrer l'utilisation des intrants et des pesticides  
**AGRI 02** : Convertir les grandes cultures en prairies dans les zones à fort enjeu  
**AGRI 03** : Gérer extensivement les prairies par pâturage ou fauchage  
**GESTION 05** : Restaurer et entretenir la ripisylve

### Modalités de mise en œuvre

#### ► Périmètre d'intervention

Tout le site avec une priorité sur les zones à Mulette perlière

#### ► Maître d'ouvrage

Agglomération Sud Pays Basque

#### ► Partenaires techniques

BLE, Chambre d'agriculture, EHLG, structure animatrice du DOCOB, communes

#### ► Financeurs potentiels

Agence de l'Eau / Conseil Régional

#### ► Montant sur 5 ans

--

#### ► Outils financiers

### ► Calendrier et budget estimatif

2016	2017	2018	2019	2020
--	--	--	--	--

### Indicateurs de suivi

#### ► Efficacité de la mesure

#### ► Mise en œuvre de la mesure

- Nombre de stockages adéquats

## LIMITER L'INTRUSION DU BETAIL, DES ENGINS MOTORISES ET DES HUMAINS DANS LES ZONES SENSIBLES

Priorité : 1  
Faisabilité : --

**Objectif opérationnel** 2.c : Réguler le dérangement ou la destruction directe des individus

**Espèces IC concernées** Ecrevisse à pattes blanches, poissons, Mulette perlière, Desman des Pyrénées

### Pratiques en 2014

- Une vingtaine de points d'abreuvement sont présents sur le cours d'eau
- Passage d'engins motorisés sur le cours d'eau
- Absence d'interdiction de passage dans les zones à Mulette perlière

### Changements attendus

- Traversée du cours d'eau par les engins motorisés sur des passages à gué aménagés hors zones sensibles
- Diminution des points d'abreuvement dans les zones sensibles
- Interdiction de *wading* dans les zones de présence de Mulette perlières

## Description de l'action

### ► Éléments de contexte

Le lit du cours d'eau constitue l'habitat de différentes espèces à faibles capacités de dispersion. Un animal, un tracteur ou un homme peut par conséquence entraîner la mort ou le dérangement des individus espèces d'IC lors de sa traversée. Limiter le piétinement ou le passage d'engins dans les zones sensibles permettrait donc de diminuer les risques d'écrasement de ces espèces. On entend par zones sensibles, les zones de présence de Mulette perlière, d'Ecrevisse à pattes blanches et les frayères de poisson.

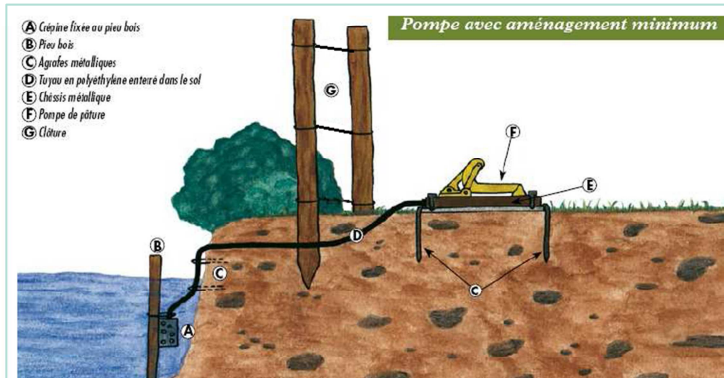
De plus, l'accès du bétail au cours d'eau a des conséquences environnementales non négligeables sur l'érosion des berges, sur l'envasement des fonds causant la disparition de nombreux organismes aquatiques et sur la dégradation de la qualité de l'eau. Cette action sera donc plus largement bénéfique à d'autres espèces et permettra indirectement de répondre à l'objectif sur la qualité de l'eau.

Pour ces actions, un accord avec les agriculteurs et les propriétaires devra être trouvé au préalable.

### ► Détail de l'action

#### Action 1 : Empêcher l'abreuvement dans le cours d'eau au niveau des zones sensibles

Une vingtaine de points d'abreuvement (principalement des bovins) ont été recensés sur le périmètre du site Natura 2000. L'interdiction de l'accès du bétail au cours d'eau par une clôture avec en compensation la mise en place de système d'abreuvement au champ permettrait d'empêcher le bétail d'accéder au cours d'eau. En fonction du système choisi, il pourra être doublé pour sécuriser l'alimentation en eau en cas de problème



Exemple d'un système d'abreuvement : la pompe à museau

Nature des opérations	Montant
<ul style="list-style-type: none"> <li>Echange avec les agriculteurs ou les propriétaires</li> </ul>	2 jours : <b>360 €</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place d'une clôture qui résiste aux crues (High tensile) : 2 ou 3 rangs selon le bétail avec piquets en bois de châtaignier ou acacia fendu espacés de 7 à 10 mètres en moyenne.</li> </ul>	Clôture : <b>500 € HT</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Positionnement du système d'abreuvement : l'aire d'abreuvement autour de la pompe doit être stabilisée soit au moyen de pierres concassées sur 15 à 20 cm d'épaisseur soit au moyen de tapis de stabilisation. Il doit être réalisé le plus près possible de l'ancien afin de ne pas perturber les habitudes des animaux et de préférence à l'abri du gel.</li> </ul>	Système abreuvement <b>1 300 € l'unité</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Entretien régulier des équipements</li> </ul>	Entretien : <b>1 300 €</b>

### Action 2 : Mise en place de passages à gué

Afin de concentrer les traversées des engins motorisés, des passages à gué seront réalisés dans les zones sensibles. Ils seront faits le plus naturellement possible de façon à s'intégrer dans le paysage.

Avant de mettre en place cette action, de nombreux échanges avec les agriculteurs et les propriétaires devront être menés afin de connaître leurs besoins et donc de positionner les passages à gué dans des zones stratégiques.

Nature des opérations	Montant
<ul style="list-style-type: none"> <li>Echange avec les agriculteurs pour déterminer les emplacements des passages à gué</li> </ul>	2 jours : <b>360 €</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Demande auprès de la DDTM pour la mise en place de passages à gué</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Réalisation de descentes aménagées sur chaque rive permettant le passage d'un tracteur, voire du bétail si nécessaire. Les descentes auront une largeur de 5 mètres. Le passage à gué sera délimité par deux barrières en bois de 2 rangs (il est préférable de ne pas installer de piquets au milieu du lit du cours d'eau). Les descentes correspondront à des pentes douces (&lt;15°) pour faciliter l'accès aux animaux. Les côtés des berges et le fond du lit, seront empierrés sans réaliser un effet de seuil. Il faudra s'assurer que la zone empierrée ne génère pas de rehaussement du fond du lit</li> </ul>	Descente aménagée <b>1 000 € l'unité</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Si les parcelles attenantes au passage à gué sont clôturées, une liaison avec la clôture sur chacune des berges et celle du passage à gué devra être réalisée</li> </ul>	

### Action 3 : Mise en place de zone interdisant le wading dans les zones à Mulette perlière

La Mulette perlière est une espèce à fort enjeu sur le site de par le fait que c'est le seul cours d'eau de la région où cette espèce est présente. Cette population est très sensible et l'une des menaces est la destruction des individus par piétinement.

Cette action a donc pour objectif de compléter les deux actions précédentes en limitant l'accès aux personnes voulant pêcher en wading.

La zone concernée, d'une longueur à ce jour de 3,4 km, sera donc interdite pour la pêche à pied dans le cours d'eau, les autres modes de pêche se faisant à partir de la berge seront autorisés.

Cette action, avant d'être mise en place, sera travaillée avec l'AAPPMA Nivelle Côte Basque et n'aura lieu qu'après les inventaires de terrain de 2015 sur la Mulette perlière afin de préciser la localisation exacte des zones à préserver.

Cette action sera communiquée aux pêcheurs par la mise en place de panneaux le long du cours d'eau. Ils seront installés uniquement pendant la période de pêche c'est-à-dire du deuxième week-end de mars au troisième week-end de septembre. L'AAPPMA Nivelle Côte basque installera et retirera les panneaux.

Nature des opérations	Montant
<ul style="list-style-type: none"> <li>Création de panneaux d'information</li> </ul>	1 jour : <b>500 €</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Fourniture et impression des panneaux</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place et retrait des panneaux</li> </ul>	2 jours : <b>1 000 €</b>

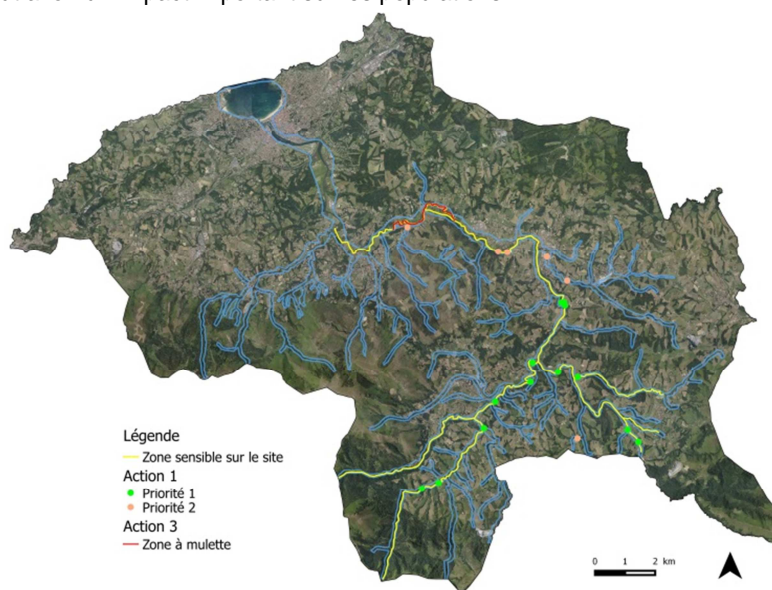
### ► Autre(s) action(s) en lien

--

## ► Périmètre d'intervention

Les 3 actions sont éligibles sur les zones dites sensibles qui correspondent aux zones fréquentées par les espèces d'IC concernées par cette action.

Pour l'action 1, 13 points d'abreuvement sont considérés prioritaires car le piétinement du bétail peut avoir un impact important sur les populations.



## ► Maître d'ouvrage

Fédération de Pêche 64, Agglomération Sud Pays Basque, agriculteurs

## ► Partenaires techniques

AAPPMA, Fédération de Pêche 64, BLE, Chambre d'agriculture, EHLG, structure animatrice du DOCOB, communes

## ► Financeurs potentiels

FEADER / Etat / Agence de l'Eau  
Conseil Régional, Conseil  
Départemental  
PNA Mulette

## ► Montant sur 5 ans

24 480 €

## ► Outils financiers

« Mission de suivi et de gestion d'eau »

PDRH A 32323P, A32324P ou 32325

## ► Calendrier et budget estimatif

2016	2017	2018	2019	2020
<b>Action 1</b> 2 systèmes d'abreuvement	<b>Action 1</b> 2 systèmes d'abreuvement <b>Action 3</b>	<b>Action 1</b> 1 système d'abreuvement <b>Action 2</b> (1 passage à gué) <b>Action 3</b> (Mise en place et retrait des panneaux)	<b>Action 1</b> 1 système d'abreuvement <b>Action 2</b> (1 passage à gué) <b>Action 3</b> (Mise en place et retrait des panneaux)	<b>Action 1</b> 1 système d'abreuvement <b>Action 2</b> (1 passage à gué) <b>Action 3</b> (Mise en place et retrait des panneaux)
3 960 €	5 460 €	5 020 €	5 020 €	5 020 €

## Indicateurs de suivi

### ► Efficacité de la mesure

- Nombre de frayères non détruites

### ► Mise en œuvre de la mesure

- Nombre de passages à gué créés
- Nombre d'abreuvements équipés
- Nombre de secteurs à Mulette protégés



## CREER ET ALIMENTER UNE BASE DE DONNEES SUR L'ENSEMBLE DES ESPECES

Priorité : 1  
Faisabilité : --

### Objectif opérationnel

- 2.c : Réguler le dérangement ou la destruction directe des individus
- 4.b : Mettre en place des inventaires sur les espèces d'IC et sur leurs habitats
- 5.a : Assurer un suivi des EEE sur le territoire

### Espèces IC concernées

Toutes les espèces du site

### Pratiques en 2014

- Chaque acteur dispose de sa propre base de données

### Changements attendus

- Regrouper les données des différents acteurs au sein d'une seule et même base de données afin d'améliorer l'accès à la donnée
- Adapter les pratiques au vu des dernières données disponibles sur le site
- En cas de perturbation, agir le plus rapidement possible pour protéger les espèces d'IC

## Description de l'action

### ► Éléments de contexte

Cette action a pour objectif de centraliser des informations au sein d'une base de données. Cette base de données sera alimentée par les observations faites par les partenaires techniques (Agglomération Sud Pays Basque, AAPPM, INRA, chasseurs, pêcheurs, agriculteurs, techniciens communaux...) du territoire et par les structures menant des actions de lutte (FDC, FDP...). Aucune action spécifique de suivi ne sera menée.

Cette base de données regroupe les informations sur différents sujets :

- les données sur les espèces
- sur les espèces exotiques envahissantes
- sur les menaces ou perturbations observées.

La majorité des données seront intégrées dans une base de données cartographique. Les fiches métadonnées seront transférées aux différents partenaires pour les informer des éléments souhaités.

Ces données permettront de réaliser des cartes sur les états des populations et sur les perturbations à un instant T et d'appréhender leur évolution. Elles seront communiquées aux gestionnaires du territoire.

### ► Détail de l'action

#### Action 1 : Suivi cartographique des espèces

Les espèces d'intérêt communautaire, qu'elles soient inscrites ou non dans le DOCOB de la Nivelle, seront prioritairement cartographiées.

#### Action 2 : Suivi cartographique des EEE et des actions menées

De nombreuses EEE sont présentes sur le site. Elles ont un impact sur l'état, le fonctionnement, la dynamique des habitats et des espèces autochtones. Afin de limiter ces phénomènes, différentes actions sont menées sur le site : destructions de nuisibles (Vison d'Amérique, Ragondin, Rat musqué...) par les piégeurs, lutte contre le Baccharis et l'Erable négundo par l'Agglomération Sud Pays Basque...

Un suivi de l'évolution des EEE sur le territoire et des actions menées sera réalisé.

Au sujet du suivi des EEE, un choix dans la cartographie sera effectué :

- les EEE courantes telles que la Renouée du japon, Balsamine de l'Himalaya, Ragondin... ne seront pas



prioritaires car leur présence est sur la quasi-totalité du site.

- les EEE, les plus problématiques comme le Vison d'Amérique, l'Erable négundo, le Baccharis... ou les nouvellement présentes sur le territoire ou à proximité (Ecrevisse de Louisiane, Tortue de Floride, Jussie...) devront être localisées avec attention.
- dans les zones à fort enjeux (habitat de l'Angélique des estuaires, de la Mulette...), une attention particulière pourra être portée.

### Action 3 : Autres suivis (perturbations, prélèvements, mortalités accidentelles)

Cette action a pour but de cartographier, de faire connaître et d'assurer un suivi :

- des perturbations : présence de décharge, de remblais, de fuites dans le réseau d'assainissement...
- des menaces : pour chaque espèce, une liste de menaces a été définie, l'objectif est de suivre ces menaces sur le territoire. Une attention particulière devra être portée sur les relevés de capture des poissons d'IC.

Une fois que l'information sera connue par l'animateur, il devra contacter les gestionnaires pour les informer. L'objectif étant de limiter les effets des perturbations en faisant connaître le plus rapidement possible la perturbation.

Nature des opérations	Montant
• Création d'une base de données (1 jour)	1 jour : <b>180 €</b>
• Echange avec les acteurs (3 jours)	3 jours : <b>540 €</b>
• Mise à jour de la base de données (4 jours)	4 jours : <b>720 €</b>
• Création et envoi des données (2 jours)	2 jours : <b>360 €</b>
• Réalisation d'une réunion par an (2 jours)	2 jours : <b>360 €</b>

### ► Autre(s) action(s) en lien

**SENSI 05** : Mettre en place des formations de reconnaissance des espèces pour les acteurs du territoire

#### Modalités de mise en œuvre

#### ► Périmètre d'intervention

Tout le site

#### ► Maître d'ouvrage

Structure animatrice du DOCOB

#### ► Partenaires techniques

Tous les acteurs du territoire

#### ► Financeurs potentiels

FEADER / Etat

#### ► Montant sur 5 ans

10 080 €

#### ► Outils financiers

Animation

### ► Calendrier et budget estimatif

2016	2017	2018	2019	2020
2 160 €	1 980 €	1 980 €	1 980 €	1 980 €

#### Indicateurs de suivi

#### ► Efficacité de la mesure

- Accès à la donnée

#### ► Mise en œuvre de la mesure

- Actualisation de la base de données

## METTRE EN PLACE UNE STRATEGIE FONCIERE SUR LES SITES SENSIBLES

**Priorité : 1**  
**Faisabilité : --**

**Objectif opérationnel** 2.d : Promouvoir les outils de sécurisation foncière

**Espèces IC concernées** *Priorité 1 : Mulette perlière, Angélique des estuaires*  
*Priorité 2 : Toutes les autres espèces*

**Pratiques en 2014** Une grande partie des exploitations n'ont pas de stockage d'effluents adapté

**Changements attendus**

- Protéger les zones sensibles par la mise en place d'une gestion adaptée des milieux
- Acquisition ou mise en place de convention sur les zones à fort enjeu écologique

### Description de l'action

#### ► Éléments de contexte

Les sites à haute valeur écologique doivent être préservés afin de maintenir leur biodiversité. L'acquisition foncière par différentes structures adéquates (Conseil départemental, Conservatoire du littoral, communes...) ou la mise en place de convention de gestion, de bail environnemental avec le propriétaire peut participer à garantir la pérennité des milieux et des actions de gestion conservatoire mises en place.

#### ► Détail de l'action

A ce jour, des zones à haute valeur écologique pour les espèces ont été identifiées lors du diagnostic écologique fait dans le cadre de l'élaboration du DOCOB. Ce travail sera complété par le diagnostic habitat en 2016 afin de connaître l'ensemble des zones d'importance écologique. Il serait nécessaire de préserver ces zones à l'aide d'outils de sécurisation foncière (achat, convention, bail...) afin de maintenir la biodiversité présente par une gestion adéquate des milieux. La mise en place de cette action permettra par conséquent la défense d'habitats d'IC ou d'habitats d'espèce.

L'objectif est donc, après avoir identifié les secteurs à fort enjeu et les différents outils de sécurisation foncière, de préserver certaines zones soit par acquisition de la zone soit par conventionnement avec le propriétaire.

Cette action passera par un suivi des ventes des parcelles et par la mise en relation des différents acteurs. L'animateur devra accompagner le conventionnement ou l'achat des parcelles.

A ce jour, au sein des communes et de certaines structures telles que le CD, l'Agglomération Sud Pays Basque, différents outils de suivi des ventes sont mis en place. Il faudra, dans un premier temps, regrouper ces informations.

Remarques : aucune acquisition financière ne sera réalisée sous l'action de Natura 2000, l'animateur devra rechercher des financeurs potentiels ou programmes de financement extérieur (Agence de l'eau, Conseil départemental, Conservatoire...)

#### Nature des opérations

- Localisation des zones à fort enjeu
- Identification des outils de sécurisation foncière : ENS, bail rural à clauses environnementales, acquisition, convention de gestion....
- Mise en place d'un suivi des ventes de parcelles.
- Mise en relation des différents acteurs (propriétaires, gestionnaires)

#### Montant

0,5 jour : **90 €**  
3 jours : **540 €**  
1,5 jour / an : **270 €**  
0,5 jour / an : **90 €**

#### ► Autre(s) action(s) en lien

--

## Modalités de mise en œuvre

### ► Périmètre d'intervention

Tout le site avec une priorité sur les barthes de la Nivelle

### ► Maître d'ouvrage

Structure animatrice du DOCOB

### ► Partenaires techniques

Communes, SAFER, CEN Aquitaine, Conseil Départemental

### ► Financeurs potentiels

FEADER / Etat

### ► Montant sur 5 ans

2 070 €

### ► Outils financiers

Animation

### ► Calendrier et budget estimatif

2016	2017	2018	2019	2020
--	990 €	360 €	360 €	360 €

## Indicateurs de suivi

### ► Efficacité de la mesure

--

### ► Mise en œuvre de la mesure

- Identification des différents outils
- Nombre de signatures
- Superficies protégées

## SENSIBILISER LES ACTEURS A LA PRESENCE DU TRICHOMANES REMARQUABLE OU DE LA SOLDANELLE VELUE

Priorité : 2  
Faisabilité : --

**Objectif opérationnel** 2.e : Adapter la gestion forestière et celle de la ripisylve aux espèces d'IC

**Espèces IC concernées** Trichomanès remarquable et Soldanelle velue

**Pratiques en 2014** Absence d'intervention en zone de présence de l'espèce

**Changements attendus**

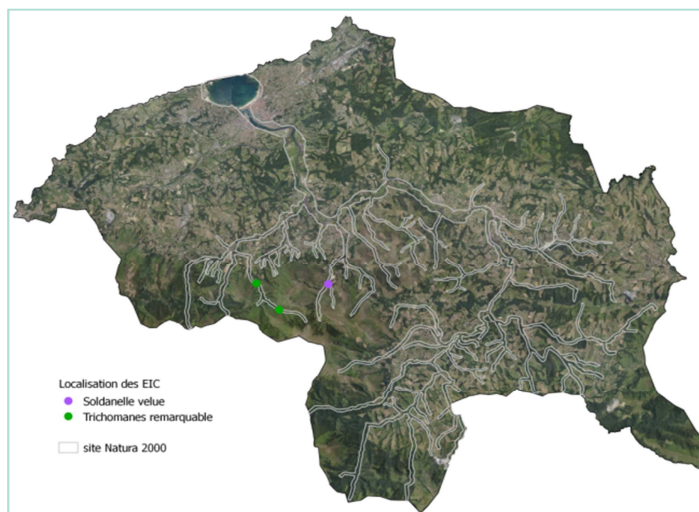
- Conserver les stations à Trichomanès remarquable et Soldanelle velue
- Maintenir la non intervention forestière en zone de présence de ces espèces

### Description de l'action

#### ► Éléments de contexte

Le Trichomanès remarquable (présent sur le site sous sa forme feuillée) et la Soldanelle velue affectionnent les endroits sombres ayant un fort taux d'humidité dans l'atmosphère ou dans le substrat et sans grande variation de température. Sur le site, on les trouve essentiellement dans des ravins boisés qui leur confère, grâce au couvert forestier, une absence d'ensoleillement direct et une température stable. Ces espèces peuvent également fréquenter les surplombs rocheux, les excavations ou fissures des parois mouillées.

Une perturbation modifiant ces conditions de lumière, de température et d'humidité serait donc néfaste pour ces plantes.



#### ► Détail de l'action

Cette action correspond à une sous-action de l'action générale sur la sensibilisation des professionnels.

Du fait des exigences écologiques particulières et de la forte sensibilité de ces deux espèces, les abattages d'arbres constituent la menace principale sur les stations. Cependant compte-tenu de la localisation des plants sur le site, cette menace peut être considérée comme négligeable car les coupes forestières y sont très limitées puisque les zones sont difficiles d'accès. Néanmoins, des mesures ponctuelles d'information auprès de l'ONF, du CRPF et des propriétaires terriens des stations de ces espèces permettraient de les sensibiliser afin qu'une non-gestion soit mise en place en ces lieux. Il leur sera présenté lors d'un premier contact les espèces, leur localisation ainsi que leurs menaces au sein d'une réunion. Les agents invités ne se limiteront pas à ceux présents sur le territoire mais présents à une échelle plus importante.

Par la suite, dès que de nouveaux individus seront connus, l'animateur devra en informer les acteurs cités précédemment.

Nature des opérations	Montant
• Réalisation d'un support de sensibilisation	2 jours : <b>360 €</b>
• Première information aux acteurs	1 jour : <b>180 €</b>
• Information des dernières données aux acteurs (réalisation d'une carte)	0,5 jour / an : <b>90 €</b>

### ► Autre(s) action(s) en lien

**SUIVI 01** : Améliorer les connaissances sur les espèces où des manques ont été constatés

**SENSI 03** : Sensibiliser les acteurs professionnels pour limiter les pratiques gênantes

### Modalités de mise en œuvre

#### ► Périmètre d'intervention

Tout le site

#### ► Maître d'ouvrage

Structure animatrice du DOCOB

#### ► Partenaires techniques

CBNSA, CBNPMP

#### ► Financeurs potentiels

FEADER / Etat

#### ► Montant sur 5 ans

900 €

#### ► Outils financiers

Animation

### ► Calendrier et budget estimatif

2016	2017	2018	2019	2020
--	<b>630 €</b>	<b>90 €</b>	<b>90 €</b>	<b>90 €</b>

### Indicateurs de suivi

#### ► Efficacité de la mesure

--

#### ► Mise en œuvre de la mesure

- Absence d'intervention dans les stations

## EFFACER OU AMENAGER LES OBSTACLES DANS LE COURS D'EAU

Priorité : 1  
Faisabilité : --

**Objectif opérationnel** 3.a : Restaurer la libre circulation des poissons

### Espèces IC concernées

*Priorité 1* : Saumon atlantique, Lamproie marine, Lamproie fluviatile, Grande alose  
*Priorité 2* : Mulette perlière, Alose feinte, Lamproie de Planer

### Pratiques en 2014

- Présence d'une vingtaine de seuils ou barrages sur le site dont 3 infranchissables.
- Etude de dimensionnement des aménagements pour la continuité écologique lancée par l'Agglomération Sud Pays Basque sur les barrages classés, le barrage des douanes et celui d'Irabola

### Changements attendus

- Augmenter l'aire de répartition des poissons concernés ce qui améliorerait la quantité et le taux de survie des juvéniles
- Faciliter l'accès des poissons aux frayères
- Limiter la mortalité des poissons
- Obtenir une libre circulation des cours d'eau et des sédiments

## Description de l'action

### ► Éléments de contexte

Un seuil ou un barrage sont des ouvrages, fixes ou mobiles, qui barrent en totalité ou en partie le lit mineur du cours d'eau. Ce faisant, ils perturbent la vie aquatique et le transfert des sédiments : ils constituent des obstacles à la montaison et à la dévalaison pour les organismes aquatiques qui doivent accéder aux zones de reproduction, de croissance ou d'alimentation.

Sur le site Natura 2000, une vingtaine de seuils sont présents. Parmi les 17 d'origine anthropique, seuls 3 posent des problèmes par tout temps pour la montaison et la dévalaison de l'ensemble des poissons : le barrage d'Ouroutienea (Ainhoa), le barrage des douanes (Sare) et le seuil au niveau de l'ancienne scierie Irabola (Saint-Pée-sur-Nivelle). Contrairement aux deux autres barrages, celui d'Ainhoa se trouve sur la Nivelle qui est classée en liste 2, l'aménagement du barrage pour permettre le rétablissement de la continuité écologique est obligatoire dans les 5 ans à partir de 2014 (Article L214-17).

Le barrage d'Uxondoa, pose des problèmes au niveau de la dévalaison (ONEMA) car la grille en entrée du chenal n'étant pas mise en place, rien n'empêche les poissons de rentrer dans le chenal et d'aller vers la turbine. Des questions se posent sur d'autres barrages comme ceux de Zaldoubia et d'Olha qui poseraient problème pour certaines espèces (aloses) qui se déplacent uniquement en nageant et non en sautant comme les salmonidés.

### ► Détail de l'action

Cette action a pour but d'accompagner et d'aider financièrement et techniquement les propriétaires de barrages à restaurer la continuité au sein du cours d'eau pour garantir le bon franchissement des poissons (aussi bien pour aller en mer que pour aller dans le cours d'eau) et des sédiments. Cette action permettra donc d'une part d'augmenter l'aire de répartition des poissons et de rendre possible l'accès à des zones intéressantes situées en amont des barrages (par exemple sur la Nivelle côté espagnol et sur le Lapitxuri qui comprennent de nombreux sites potentiels de frayère ou de zone de croissance pour ces espèces, ou sur l'Amezpetu où des données montrent que ce cours d'eau était dans le passé utilisé par le Saumon atlantique). Dans un second temps, elle permettra de limiter la mortalité des individus lorsqu'ils se déplacent dans les chenaux de barrages (cas d'Uxondoa).

Cette action s'inscrit dans le cadre d'obligation réglementaire au titre de l'article L.214-17 du Code de l'Environnement qui est déconnecté de la démarche Natura 2000.

Dans certains cas, lorsque le barrage n'a plus d'utilité, il peut être envisagé de l'effacer totalement ou partiellement afin de rétablir une dynamique naturelle du cours d'eau et de faciliter les déplacements.

Dans les autres cas, le barrage peut être aménagé d'une passe à poissons pour en améliorer le franchissement. A ce

jour, certains sont déjà équipés, mais leur efficacité peut être remise en question.

Une étude est actuellement en cours pour dimensionner les ouvrages à mettre en place pour rétablir la continuité écologique. Elle est portée par l'Agglomération Sud Pays Basque et est proposée aux propriétaires qui le souhaitent.

Nature des opérations	Montant
<ul style="list-style-type: none"> <li>Diagnostic de l'ouvrage (obligatoire par la loi sur l'eau) permettant d'identifier les actions à mettre en place</li> <li>Mise en place d'actions : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Effacement des ouvrages</li> <li>- Ouverture des ouvrages si l'effacement est impossible par exemple par démontage des vannes et des portiques ou création d'échancrures dans le mur du seuil/barrage</li> <li>- Installation de passes à poissons</li> </ul> </li> </ul>	Estimatif diagnostic préalable <b>6 000 € - 10 000 €</b>
	Selon type d'aménagement et/ou d'ouvrage

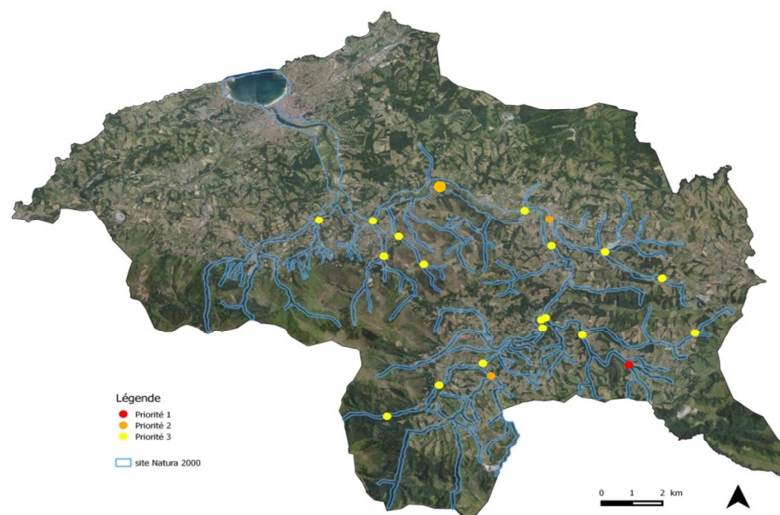
### ► Autre(s) action(s) en lien

--

## Modalités de mise en œuvre

### ► Périmètre d'intervention

Le barrage indiqué en priorité 1 correspond au barrage d'Ouroutienea. L'ouverture de ce barrage permettrait d'augmenter de façon significative l'aire de répartition des espèces et les frayères sur le site. A l'inverse, pour les barrages en priorité 2, même s'ils sont infranchissables pour toutes les espèces, leur ouverture n'augmenterait les zones fréquentées que de quelques kms. Le barrage d'Uxondoa est également identifié en priorité 2 car à ce jour il entraîne la mort de nombreux saumons, tacons et aloses. Les autres barrages sont soit infranchissables dans certaines conditions climatiques soit uniquement pour quelques espèces telles que les aloses qui ne sautent pas comme les salmonidés.



### ► Maître d'ouvrage

Propriétaires des ouvrages

### ► Partenaires techniques

ONEMA, DDTM, FDP, AAPPM, Agglomération Sud Pays Basque, structure animatrice du DOCOB

### ► Financeurs potentiels

FEADER / Etat / Agence de l'Eau

### ► Montant sur 5 ans

--

### ► Outils financiers

A32317P

## ► Calendrier et budget estimatif

2016	2017	2018	2019	2020
--	--	--	--	--

### Indicateurs de suivi

#### ► Efficacité de la mesure

- Présence de frayères en amont des barrages aménagées
- Présence d'aloses au niveau de la passe à poissons d'Olha

#### ► Mise en œuvre de la mesure

- Maintien ou amélioration de l'état de conservation des espèces migratrices
- Amélioration de la dynamique fluviale (transit sédimentaire)



## DANS LES ZONES A FORT ENJEU, AMENAGER LES OUVRAGES ROUTIERS IDENTIFIES COMME INAPTES AU CHEMINEMENT DES MAMMIFERES

Priorité : 3  
Faisabilité : --

### Objectif opérationnel

**3.b** : Favoriser la franchissabilité des infrastructures routières pour faciliter le transit des mammifères semi-aquatiques

### Espèces IC concernées

Vison d'Europe, Loutre d'Europe, Desman des Pyrénées

### Pratiques en 2014

### Changements attendus

- Sécuriser les traversées de chaussées pour limiter les collisions routières pour les espèces concernées

## Description de l'action

### ► Éléments de contexte

L'une des principales menaces qui pèse sur ces trois espèces est le risque de collision routière.

### ► Détail de l'action

Cette action concerne la prise en charge de certains coûts visant à réduire le risque de collisions avec les espèces d'IC sur des routes, des chemins, des dessertes déjà existants par la mise en place d'aménagements rendant les ouvrages franchissables. Des protections de chaussées peuvent également être financées. Cette action se justifie par la présence du Vison d'Europe qui, malgré le fait qu'il soit un mammifère semi-aquatique, n'est pas bon nageur. Il évolue soit dans des eaux calmes et peu profondes, soit sur les berges. Lorsqu'elles sont interrompues par un ouvrage, le Vison d'Europe est obligé de traverser la chaussée pour accéder à la berge opposée. De plus, des collisions sont avérées pour la Loutre. En effet, lors de la montée du niveau de l'eau, le franchissement de certains ouvrages hydrauliques (ponts, busages...) devient difficile. Si une partie à l'air libre de l'ouvrage est insuffisante, les loutres ne s'y engagent pas et traversent la chaussée, si bien que la mortalité routière constitue la première cause de mortalité directe des loutres. En ce qui concerne le Desman des Pyrénées, il n'existe aucune donnée.

Outre la mortalité par collision avec des véhicules, les infrastructures de transport peuvent également dégrader les habitats de ces espèces et isoler des noyaux de populations (appauvrissement génétique, résistance amoindrie par rapport aux événements défavorables affectant la population...)

Une hiérarchisation du risque de collision sur les ouvrages du cours d'eau du site Natura 2000 a été réalisée dans le cadre du diagnostic Vison fait pour l'élaboration du DOCOB. Cette étude a permis de préciser les ouvrages où l'intervention est prioritaire.

Cette hiérarchisation a mis en évidence la présence de 52 ponts :

- 5 disposent d'une banquette,
- 10 sont franchissables à sec en période de basse eau,
- 37 sont considérés comme infranchissables.

Les collectivités s'engageant dans la mise en place d'équipements permanents d'ouvrages de franchissement routier pourront bénéficier de cette action à condition de respecter les règles suivantes :

- Réalisation d'un diagnostic précis (en préalable à l'aménagement) afin de définir les modalités d'aménagement à adopter : mise en place de passerelle, banquette, buse sèche et de vérifier l'absence de gîtes de mammifères

- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions
- Respect des périodes de sensibilité des espèces

Cette action ne peut avoir lieu que pour des ouvrages anciens.

En cas de projet neuf, l'animateur s'assurera que l'ouvrage comprend des aménagements permettant son franchissement par les espèces..

Nature des opérations	Montant
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réalisation d'un diagnostic pour définir les éléments techniques du projet</li> <li>• Mise en place d'outils de franchissement</li> </ul> <p>L'estimation du budget est faite à partir des prix indicatifs suivants (Source : autre DOCOB) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Installation d'une buse sèche : 300 € / ml</li> <li>- Installation d'une banquette : 700 € / ml</li> <li>- Installation d'un encorbellement : 400 € / ml</li> <li>- Installation d'un grillage petite faune : 30 € / ml</li> <li>- Rétablissement de la transparence d'un ouvrage (banquette, encorbellement pour un ouvrage estimé à une longueur hydraulique de +/- 8 m) : 550 € / ml x 8 pour une rive, soit 8 800 € pour un ouvrage</li> <li>- Aménagement d'un ouvrage avec une protection empêchant l'animal de franchir la chaussée : environ 100 m de grillage petite faune de part et d'autre de la chaussée, soit environ 200 ml au total soit 6 000 €</li> </ul>	<p>Selon devis</p>

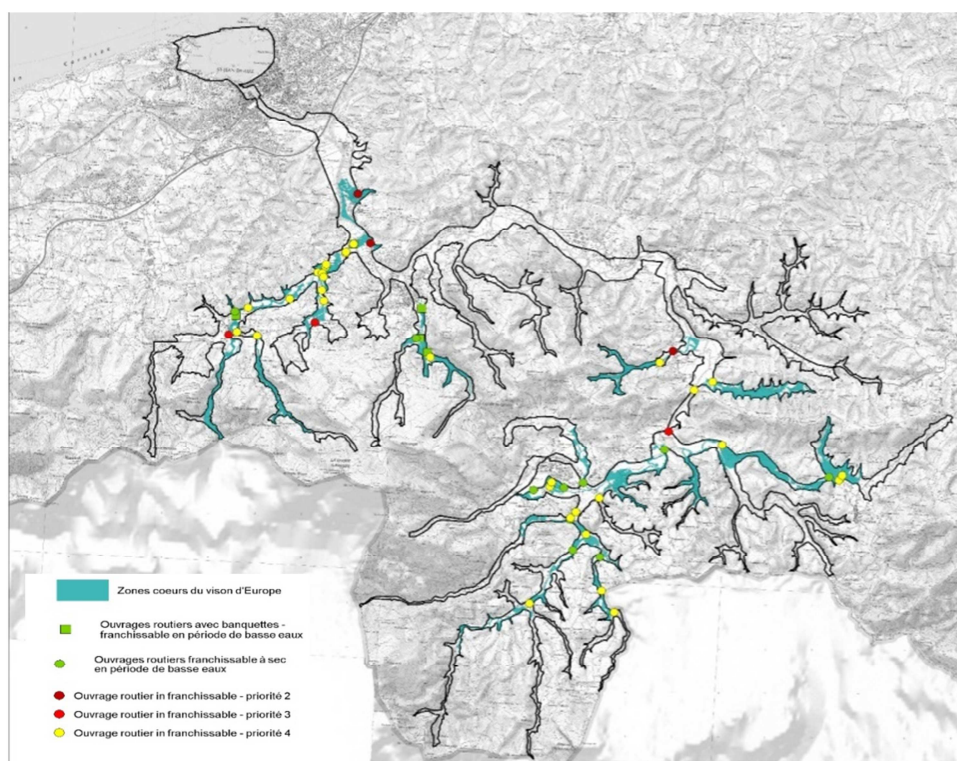
## ► Autre(s) action(s) en lien

--

## Modalités de mise en œuvre

### ► Périmètre d'intervention

La priorisation est basée sur le diagnostic vison.



### ► Maître d'ouvrage

Communes, Conseil Départemental, Conseil Régional

### ► Partenaires techniques

Structure animatrice du DOCOB

### ► Financeurs potentiels

FEADER / Etat / Agence de l'Eau

### ► Montant sur 5 ans

--

### ► Outils financiers

PRDH A32325 P

### ► Calendrier et budget estimatif

2016	2017	2018	2019	2020
--	--	--	--	--

### Indicateurs de suivi

#### ► Efficacité de la mesure

--

#### ► Mise en œuvre de la mesure

- Nombre de ponts équipés
- Traces d'utilisation des passerelles installées (fèces, empreintes, observations)

## RESTAURER ET ENTRETENIR LA RIPISYLVE

Priorité : 1  
Faisabilité : --

### Objectif opérationnel

- 3.c** : Restaurer et entretenir la ripisylve sur l'ensemble du site  
**6.b** : Restaurer et maintenir les annexes hydrauliques

### Espèces IC concernées

- Priorité 1** : Ecrevisse à pattes blanches, Cistude d'Europe, Vison d'Europe, Loutre d'Europe, Cordulie à corps fin, Agrion de Mercure  
**Priorité 2** : Mulette perlière, Saumon atlantique, Lamproie marine, Lamproie fluviatile, Desman des Pyrénées, Grande Alose, Alose feinte, Lamproie de planer, Cuivré des marais

### Pratiques en 2014

- L'Agglomération Sud Pays Basque réalise des travaux d'entretien de la ripisylve

### Changements attendus

- Restaurer dans un bon état la ripisylve
- Créer des zones de déplacements préservées pour les mammifères
- Développer des zones favorables pour la reproduction des odonates
- Créer des zones d'ombre et de refuge pour l'Ecrevisse à pattes blanches et les poissons
- Préserver à long terme le rôle fonctionnel et écologique des ripisylves

## Description de l'action

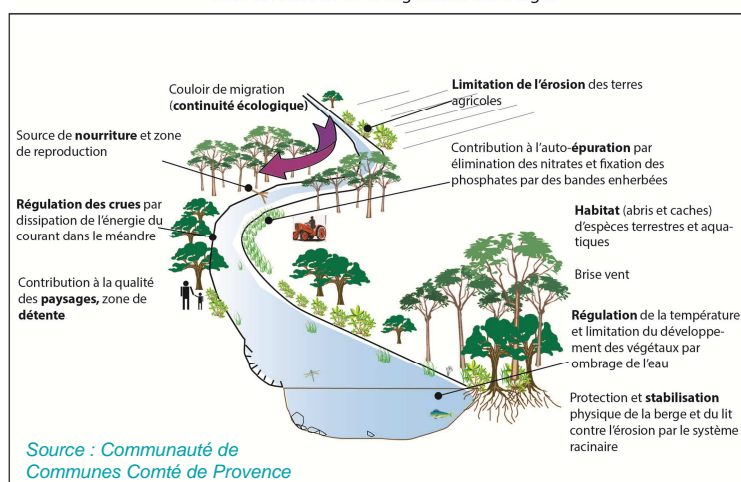
### ► Éléments de contexte

La ripisylve correspond aux formations végétales (ensemble de strates) qui se développent sur les bords des cours d'eau. Cette bande boisée a différentes fonctions :

- Limitation de l'érosion,
- Régulation des crues,
- Effet paysager et brise vent,
- Ombrage au cours d'eau,
- Epuration des eaux souterraines,
- Apport de matières organiques,
- Barrage aux ruissellements, élimination des nitrates, fixation des phosphates,
- Habitat de certaines espèces animales,
- Déplacement des animaux.

La ripisylve est donc bénéfique aux espèces d'IC car elle crée des habitats d'espèce et améliore la qualité de l'eau.

Rôle et fonction de la végétation des berges



Après une évaluation de la ripisylve sur le site qui s'est basée sur 4 critères : les essences présentes sur la berge, l'état de santé des arbres, la densité de recouvrement et la stratification, l'état de la ripisylve est considéré comme majoritairement mauvais. Une grande partie de la végétation de la berge du site est vieillissante avec la présence de plantes envahissantes et des tronçons monospécifiques à une essence, en l'occurrence le platane. Une ripisylve en bon état doit être composée d'une végétation typique de ce milieu : Aulne glutineux, Saule, Frêne commun...

Remarques : l'accord des particuliers est indispensable avant chaque intervention. L'Agglomération Sud Pays Basque travaille chez les particuliers grâce à un arrêté préfectoral qui classe ces travaux en intérêt général (DIG).

## ► Détail de l'action

Cette action n'a pas pour but de systématiser la ripisylve sur l'ensemble du réseau hydrographique car sa discontinuité, c'est à dire l'alternance de ripisylve et de milieux ouverts, crée une alternance d'habitats et de zones d'ombre et de lumière qui sont favorables à la biodiversité.

Cette action s'intéressera donc à restaurer et entretenir la ripisylve sur les secteurs où elle est déjà présente. Une priorité sera faite sur les secteurs où un désordre écologique est constaté et à proximité des parcelles pâturées et épandues.

Cette action s'attachera donc à mettre en place et à entretenir une ripisylve diversifiée (âge, essence et stratification variés) composée d'essences adaptées à ce milieu sur une partie du réseau hydrographique.

Les protocoles d'intervention doivent tenir compte de l'activité de la Loutre et du Vison d'Europe ; les périodes de naissance des jeunes et de l'élevage de ces espèces doivent donc être évitées. Les interventions lourdes devront principalement avoir lieu du 1<sup>er</sup> septembre à fin mars.

*Cycle biologique et sensibilité du Vison d'Europe*

Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Activité du Vison d'Europe	Période de rut			Naissance des jeunes			Elevage des jeunes			Pas d'activité à risque		
Sensibilité	Modérée			Forte						Faible		

Cette action sera également favorable à des espèces d'IC non prises en compte dans ce DOCOB telles que les chiroptères, certains coléoptères...

### *Action 1 : Régénération naturelle de la ripisylve.*

Dans les zones agricoles, la ripisylve a souffert de l'évolution de l'agriculture, entraînant parfois la perte de la ripisylve par le piétinement des berges et par l'utilisation de la bande enherbée lors des manœuvres des tracteurs. Cette action consiste à favoriser la régénération naturelle sur une bande de 3 m minimum avec, si besoin, la mise en place de clôture sur les zones pâturées. Ces clôtures devront résister aux crues (clôture hight tensile). L'entretien de cette bande de 3 m sera faite par le propriétaire avec l'aide de l'Agglomération Sud Pays Basque à travers la DIG (Déclaration d'Intérêt Général). Cette action répondra indirectement à l'objectif d'amélioration de la qualité de l'eau. Une vingtaine de points d'abreuvement (principalement des bovins) ont été recensés sur le périmètre du site Natura 2000. L'interdiction de l'accès du bétail au cours d'eau par une clôture avec en compensation la mise en place de système d'abreuvement au champ permettrait d'empêcher le bétail d'accéder au cours d'eau. En fonction du système choisi, il pourra être doublé pour sécuriser l'alimentation en eau en cas de problème

Nature des opérations	Montant
<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place de clôtures</li> <li>Les clôtures hight tensile semblent correspondre aux besoins car elles ont une élasticité importante, une forte résistance et sont électrifiées. Elles résisteraient donc en cas de crues.</li> <li>Entretien de la ripisylve</li> </ul>	<p><b>0,50 € m/l</b> au minimum</p> <p>(prise en compte de 4 fils et d'un piquet en bois)</p> <p>2,5 m linéaire</p>

### *Action 2 : Régénération dirigée de la ripisylve*

Dans les zones fortement dégradées, une plantation de ripisylve peut être mise en place. Il est préférable, pour avoir une végétation rivulaire diversifiée répondant aux besoins des différentes espèces d'IC, que la ripisylve comprenne plusieurs strates :

- Les strates surplombant l'eau pour favoriser les secteurs de pontes et les zones d'abris des odonates, des rhopalocères, de la Loutre et du Vison d'Europe,
- Les strates arbustives de bordure qui constituent des zones de stationnement ou de cache pour les odonates, les rhopalocères et la Cistude d'Europe,
- Les strates arborées pour protéger des rayonnements directs du soleil.

Il ne faut pas perdre à l'esprit le fait qu'il faut maintenir un équilibre entre les zones d'ombre et de lumière (des interruptions au sein de la ripisylve sont bénéfiques).

Avant la plantation, un diagnostic succinct devra être réalisé pour identifier tous les éléments techniques (densité, schéma d'implantation, protection...).

Les plantations se feront selon certaines conditions :

- Absence de traitements phytosanitaires
- Les interventions se feront du 1<sup>er</sup> septembre au 1<sup>er</sup> avril
- La ripisylve devra comprendre des essences diversifiées mais toutes devront être autochtones et adaptées à ce genre de milieu
- Les essences devront être locales

Les autres éléments techniques devront être décidés au cas par cas suite à la définition des besoins et à l'analyse du diagnostic.

Nature des opérations	Montant
<ul style="list-style-type: none"><li>• Réalisation d'un diagnostic : choix du schéma de plantation, des essences, des périodes d'intervention...</li></ul>	0,5 jour : <b>75 €</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Préparation du sol et plantation</li></ul>	<b>Entre 2 et 3,5 €/m linéaire</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Pose de protection si nécessaire</li></ul>	

### Action 3 : *Entretien de la ripisylve*

L'action d'entretien peut être mise en place sur une ripisylve en bon état, où les interventions seront limitées, ou sur une ripisylve en état médiocre, qui par un simple entretien permettrait d'être améliorée.

Avant la contractualisation, un diagnostic succinct devra être réalisé afin d'identifier les arbres à abattre, les arbres à laisser vieillir et ceux à tailler ou à élaguer. L'objectif étant d'obtenir une ripisylve diversifiée aussi bien en âge, en espèce et en structure.

Tous les arbres morts ne devront pas être retirés car ils permettent d'augmenter la présence d'insectes saproxyliques, qui constituent des proies intéressantes pour les poissons et le Desman des Pyrénées.

Aucune coupe à blanc sur plusieurs arbres se suivant ne doit être réalisée sauf si l'objectif est de réaliser une zone d'éclaircissement.

L'entretien se fera selon certaines conditions :

- Absence de traitements phytosanitaires
- Les interventions se feront du 1<sup>er</sup> septembre au 1<sup>er</sup> avril

Les autres éléments techniques devront être décidés au cas par cas suite à la définition des besoins et à l'analyse du diagnostic succinct.

Nature des opérations	Montant
<ul style="list-style-type: none"><li>• Abattage d'arbres</li><li>• Elagage d'arbres</li><li>• Débroussaillage</li></ul>	<b>2,5 €/m linéaire</b>

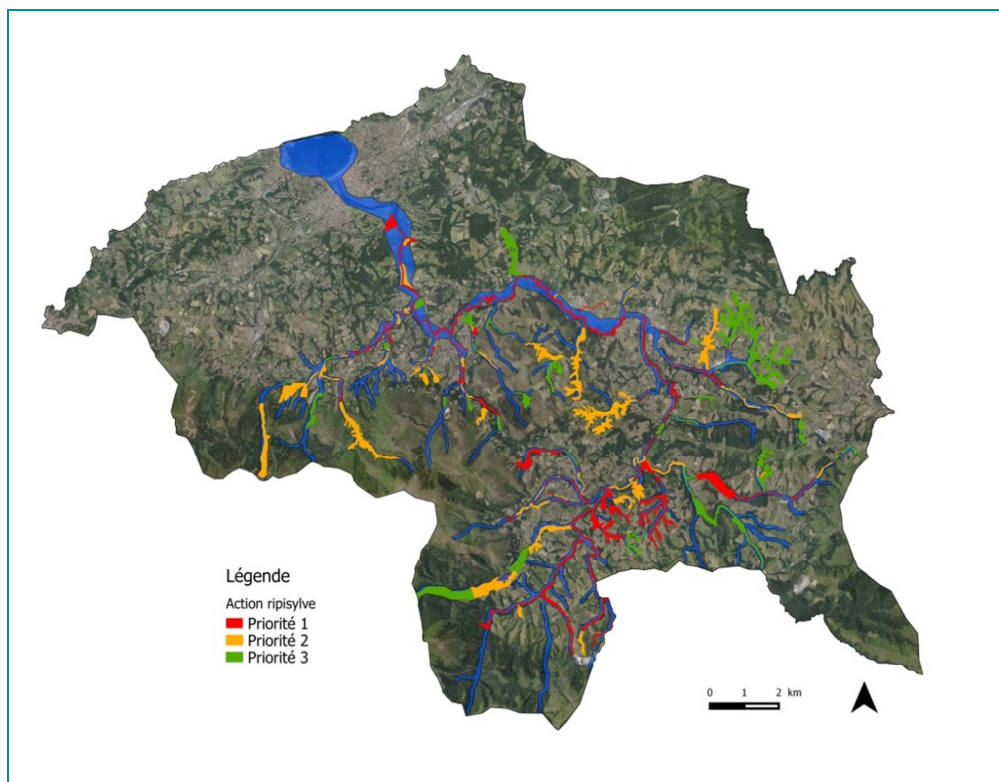
### ► Autre(s) action(s) en lien

--



## Modalités de mise en œuvre

### ► Périmètre d'intervention



### ► Maître d'ouvrage

Propriétaires riverains, Agglomération Sud Pays Basque, Agriculteurs, Communes

### ► Partenaires techniques

Structure animatrice du DOCOB, BLE, Chambre d'agriculture, EHLG

### ► Financeurs potentiels

FEADER / Etat / Agence de l'Eau  
Conseil Régional, Conseil Général

### ► Montant sur 5 ans

100 000 €

### ► Outils financiers

« Mission de suivi et de gestion d'eau »  
PDRH (A32311P et A32311R)  
MAEC (Linea 03)

### ► Calendrier et budget estimatif

2016	2017	2018	2019	2020
20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €

## Indicateurs de suivi

### ► Efficacité de la mesure

- Etat de conservation de la ripisylve

### ► Mise en œuvre de la mesure

- Linéaire entretenu
- Nombre de conventions passées



## REALISER UN DIAGNOSTIC HABITAT ET DEFINIR UN PLAN DE GESTION EN FAVEUR DES HABITATS D'IC

**Priorité : 1**  
**Faisabilité : --**

**Objectif opérationnel** 4.a : Réaliser un diagnostic habitat

**Habitats IC concernés** Tous les habitats

**Pratiques en 2014**

- A ce jour, au sein du DOCOB, il n'y a pas de partie habitat et la partie espèces floristiques est très légère

**Changements attendus**

- Amélioration des connaissances des habitats d'IC et des espèces floristiques
- Rédaction d'un plan de gestion pour préserver les habitats d'IC

### Description de l'action

#### ► Éléments de contexte

Un site Natura 2000 s'intéresse à la protection des habitats et espèces d'IC. Durant l'élaboration du DOCOB, un état des lieux écologique complet doit être réalisé. Lors du projet de DOCOB de la Nivelle, un problème avec le bureau d'étude a entraîné la non validation par le CBNSA du travail fait sur la partie habitat. En effet, les protocoles ainsi que les dates de prospection n'ont pas été respectés. Le DOCOB de la Nivelle sera donc validé en 2015 sans la partie habitat, c'est-à-dire sans la typologie, la cartographie des habitats de la Nivelle et de la Baie de Saint-Jean-de-Luz – Ciboure et sans les actions liées à ce travail. La partie espèce floristique a également été peu détaillée.

L'état des lieux, ainsi que la réalisation d'un plan de gestion permettant de conserver les habitats d'IC présents, doivent être réalisés.

#### ► Détail de l'action

##### *Action 1 : Diagnostic des habitats de la Nivelle (partie terrestre et cours d'eau)*

La DREAL Aquitaine a décidé que la typologie des habitats sera réalisée par le Conservatoire Botanique. La particularité de ce site est qu'il est à cheval sur deux CBN, le travail sera donc mené conjointement par le CBNSA et le CBNPMP en 2015. Il a été convenu qu'en avril, le calage méthodologique sera réalisé de façon à commencer sur le terrain dès le mois de mai et ce jusqu'en septembre. La cartographie devra être faite par la suite.

#### Nature des opérations

- Pré-cartographie des habitats
- Inventaire de terrain : les espèces d'IC seront également observées
- Réalisation de la typologie
- Cartographie

#### Montant

45 jours  
**22 500 €**

##### *Action 2 : Diagnostic de la baie*

Le site Natura 2000 de la Nivelle comprend la totalité du réseau hydrographique, c'est-à-dire que le site part de la source à l'océan, le site comprend donc une partie maritime : la baie et une petite partie du cours d'eau.

Un programme français, CARTHAM, mené par l'Agence des Aires Marines Protégée (AMP) avait pour objectif de cartographier l'ensemble des fonds des sites Natura 2000, néanmoins la baie a été oubliée.

N'ayant pas de deuxième projet CARTHAM et les CBN n'étant pas qualifiés sur ce type de milieux, une autre

structure devra réaliser ce travail.

Différentes possibilités existent sur cette action :

- Prestation de service d'une structure spécialisée dans ce domaine
- Convention entre l'AMP et une structure locale telle que l'Ifremer ou l'IMA...

L'objectif étant, comme pour l'action 1, de définir la typologie des habitats ainsi que la cartographie des fonds marins.

Nature des opérations	Montant
<ul style="list-style-type: none"><li>• Pré-cartographie des habitats</li><li>• Inventaire de terrain</li><li>• Réalisation de la typologie</li><li>• Cartographie</li></ul>	20 jours <b>15 000 €</b>

### *Action 3 : Réalisation d'un plan de gestion en faveur des habitats d'IC*

Une fois la typologie définie et les habitats localisés, il est essentiel pour chaque habitat d'IC de définir son état de conservation ainsi que son enjeu de conservation sur le site. Ces deux critères serviront à définir le plan d'actions.

Ce travail pourra être fait une fois les actions 1 et 2 finies ou de façon découpée avec une première étape à la fin de l'action 1 et le reste après l'action 2.

L'objectif étant qu'en 2017, le DOCOB de la Nivelle soit complet. Ce travail sera réalisé par la structure porteuse

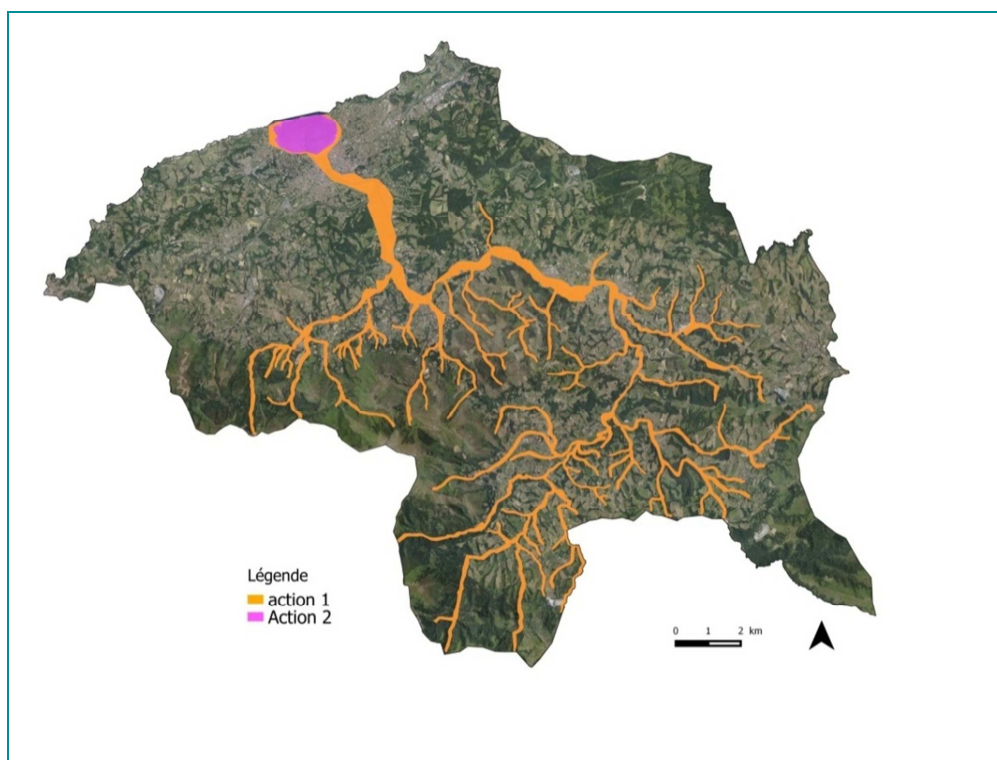
Nature des opérations	Montant
<ul style="list-style-type: none"><li>• Définition de l'état de conservation et de la hiérarchisation des enjeux</li><li>• Définition des objectifs</li><li>• Définition du plan d'action</li><li>• Compilation des deux documents (DOCOB Nivelle + partie habitats)</li></ul>	15 jours <b>2 250 €</b>

### ► Autre(s) action(s) en lien

--

### Modalités de mise en œuvre

#### ► Périmètre d'intervention



### ► Maître d'ouvrage

Structure animatrice du DOCOB  
DREAL Aquitaine

### ► Partenaires techniques

CBNSA, CBNMPPM, IMA, AMP

### ► Financeurs potentiels

FEADER / Etat

### ► Montant sur 5 ans

39 750 €

### ► Outils financiers

Animation / Amélioration des connaissances

### ► Calendrier et budget estimatif

2016	2017	2018	2019	2020
<b>Action 1</b>	<b>Action 1</b> <i>(finalisation de la cartographie)</i>	<b>Action 2</b>		
	<b>Action 2</b>	<b>Action 3</b> <i>(partie baie)</i>	--	--
	<b>Action 3</b> <i>(partie cours d'eau)</i>			
<b>18 000 €</b>	<b>16 500 €</b>	<b>5 250 €</b>	--	--

### Indicateurs de suivi

#### ► Efficacité de la mesure

#### ► Mise en œuvre de la mesure

- Réalisation d'un diagnostic habitat
- Acquisition de données sur les espèces floristiques
- Identification de l'état de conservation et des enjeux des habitats d'IC

METTRE EN PLACE DES FORMATIONS  
DE RECONNAISSANCE POUR LES  
ACTEURS DU TERRITOIREPriorité : 2  
Faisabilité : --

## Objectif opérationnel

4.b : Mettre en place des inventaires sur les espèces d'IC et sur leurs habitats

## Espèces IC concernées

Angélique des estuaires, Ecrevisse à pattes blanches, Cistude d'Europe, les poissons, Trichomanès remarquable, Soldanelle velue, Loutre d'Europe, Cuivré des marais

## Pratiques en 2014

## Changements attendus

- Augmentation des données sur les espèces d'IC pour alimenter la base de données

## Description de l'action

## ► Éléments de contexte

Différents professionnels (agents communaux, techniciens, associations de l'environnement...) sont présents sur le territoire. Ils pourraient apporter de nombreuses informations sur les espèces d'IC, néanmoins à ce jour, ils ne sont pas compétents pour identifier ces espèces.

## ► Détail de l'action

Cette action n'a pas pour objectif de former l'ensemble des acteurs le souhaitant, mais uniquement ceux réellement présents sur le territoire. On entend par acteurs présents sur le territoire des agents de terrain déjà sensibilisés à la biodiversité, par exemple : techniciens de l'AAPPMA, techniciens FDP, associations environnementales du territoire (CPIE, EcoGIS...), naturalistes, agents des collectivités (jardin botanique, techniciens espace vert, agents de l'Agglomération Sud Pays Basque...) ou leurs prestataires sur le terrain (Adeli...), l'ONF...

Ces formations ont pour but de les perfectionner sur la reconnaissance d'espèces (espèces d'IC, espèces patrimoniales et espèces envahissantes). Il sera abordé les caractéristiques des espèces, les critères de reconnaissance, les espèces leur ressemblant.

Ces formations devront être réalisées par des professionnels (plusieurs espèces pourront être traitées lors d'une rencontre). Certains acteurs du territoire, étant eux même des professionnels pour certaines espèces, ces formations seront à privilégier sous la forme d'échanges ne portant pas forcément de rémunération.

Elles comprendront une partie théorique, en salle, et si possible une partie terrain (les faibles effectifs de certaines populations ne permettront pas d'être vues lors de ces formations, seule une approche théorique sera faite). A l'issue d'une formation, les acteurs devront disposer de document écrit reprenant les caractéristiques de reconnaissance des espèces.

Cette action permettra d'avoir plus d'agents sur le territoire capables d'identifier les espèces d'IC et par conséquent d'améliorer les connaissances sur ces espèces sur le site en obtenant davantage de données. Ces informations constitueront des éléments essentiels pour la réalisation du bilan du DOCOB qui demande un suivi des actions et des populations.

## Nature des opérations

- Préparation de la formation (support de présentation et création de plaquettes de reconnaissance)
- Réalisation de la formation par des professionnels ou via le travail en réseau

## Montant

1 500 € la formation

## ► Autre(s) action(s) en lien

**ANIM 04** : Animer le DOCOB

**SUIVI 02** : Créer et alimenter une base de données sur l'ensemble des espèces

### Modalités de mise en œuvre

#### ► Périmètre d'intervention

Tout le site

#### ► Maître d'ouvrage

Jardin botanique, CEN, CPIE, EcoGIS, FDP, AAPPMA, Agglomération Sud Pays Basque, associations environnementales, structure animatrice du DOCOB

#### ► Partenaires techniques

Jardin botanique, CEN, CPIE, EcoGIS, FDP, AAPPMA, Agglomération Sud Pays Basque, associations environnementales, structure animatrice du DOCOB

#### ► Financeurs potentiels

FEADER / Etat

#### ► Montant sur 5 ans

6 000 €

#### ► Outils financiers

Animation

#### ► Calendrier et budget estimatif

2016	2017	2018	2019	2020
--	2 formations	2 formations	--	--
--	3 000 €	3 000 €	--	--

### Indicateurs de suivi

#### ► Efficacité de la mesure

- Nombre de données obtenues

#### ► Mise en œuvre de la mesure

- Nombre de formations mises en place

## REALISER UN SUIVI SUR LE TRANSPORT DE SEDIMENTS GROSSIERS

**Priorité : 2**  
**Faisabilité : --**

**Objectif opérationnel** **4.b** : Mettre en place des inventaires sur les espèces d'IC et sur leurs habitats

**Espèces IC concernées** *Priorité 1* : Saumon atlantique, Lamproie de Planer, Mulette perlière  
*Priorité 2* : Lamproie marine et Lamproie fluviatile

**Pratiques en 2014**

**Changements attendus** • Vérifier l'impact du Lurberria sur les frayères de poissons

### Description de l'action

#### ► Éléments de contexte

Les sédiments grossiers dont le diamètre est supérieur à 10 mm sont aujourd'hui un facteur essentiel permettant de préserver et de restaurer l'équilibre hydromorphologique et écologique de la rivière.

Ces substrats jouent différents rôles dans le cycle biologique des espèces :

- Habitat d'alimentation du fait des interstices résultant de l'agencement des particules grossières dans lesquelles circulent ou se stockent la matière organique et des organismes vivants,
- Habitat de reproduction en tant que support de ponte pour les poissons (salmonidés) et les invertébrés sur les substrats submergés, et pour les oiseaux, les insectes et autres invertébrés sur les substrats émergés,
- Habitat de refuge vis-à-vis des conditions hydrauliques et des prédateurs (ex : protection des œufs, zone de croissance des juvéniles, camouflage de certaines espèces, refuge pour les invertébrés, etc.)

Le substrat participe également à l'auto-épuration de l'eau en constituant des habitats pour la flore et en favorisant les processus biologiques de dégradation de la matière organique et les cycles biochimiques à la surface et au sein du substrat.

Le transport des éléments grossiers est, par conséquent, un facteur essentiel pour le bon état écologique du cours d'eau.

Les ouvrages transversaux peuvent limiter ou empêcher le transport des éléments grossiers au sein du cours d'eau en les piégeant en amont de l'ouvrage et en entraînant un déficit en aval du barrage. Ce phénomène a des conséquences sur la structure du cours d'eau et sur la diversité des habitats aquatiques et des peuplements faunistiques.

#### ► Détail de l'action

Sur le site Natura 2000, un barrage écreteur de crues, le barrage de Lurberria, est présent depuis 2009.

Une étude de l'effet engendré sur la survie sous-graviers des embryons de salmonidés dans des habitats favorables à leur reproduction a montré un impact limité. Néanmoins, cette étude soulève des questions sur la disponibilité de ces habitats favorables à la reproduction et au développement des embryons. Cette disponibilité est directement conditionnée au transport des éléments solides grossiers potentiellement impacté par le barrage.

Ce suivi permettrait d'évaluer l'impact de ce barrage en analysant le phénomène de stockage en amont du barrage et de déficit en aval et donc d'évaluer son impact sur les salmonidés

Ce travail devra être fait sur du long terme et demande des observations de terrain et l'analyse des résultats.

### Nature des opérations

- Définition d'un protocole de suivi et d'analyses (fait par chercheur)
- Achat d'enregistreur de pression/température
- Observations sur le terrain (fait par 2 techniciens)
- Mise à jour de la base de données (fait par un technicien)
- Analyse des données (fait par un chercheur)

### Montant

1 jour : **700 €**

**1500 €**

2 jours : **740 €**

1 jour : **370 €**

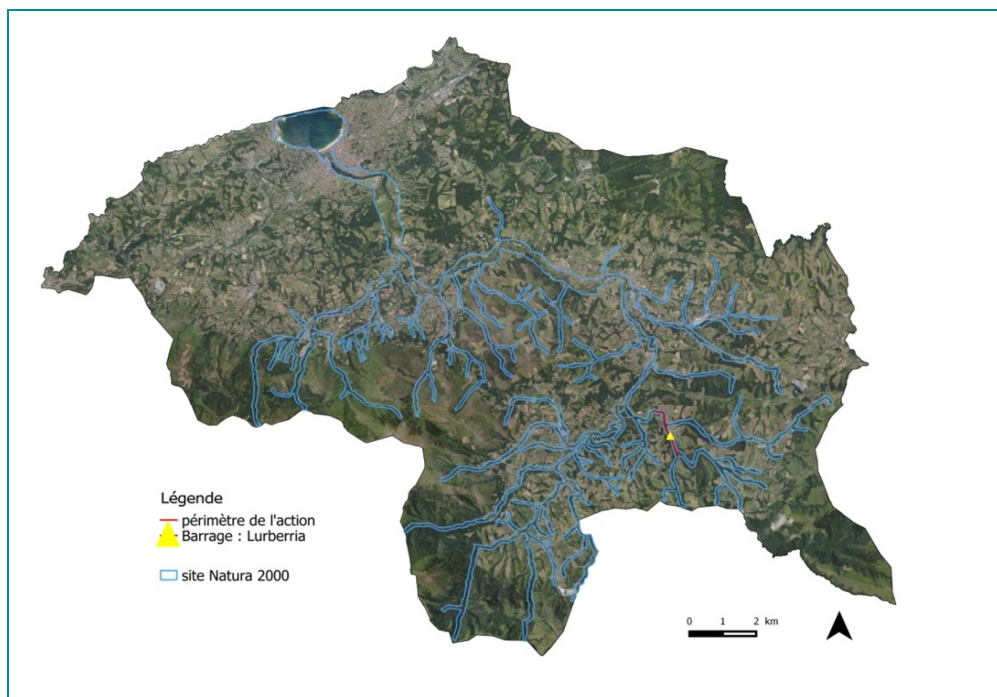
1 à 2 jours : **700 € à 1 400 €**

### ► Autre(s) action(s) en lien

**GETSION 03** : Effacer ou aménager les obstacles dans le cours d'eau

### Modalités de mise en œuvre

### ► Périmètre d'intervention



### ► Maître d'ouvrage

INRA

### ► Partenaires techniques

Structure animatrice du DOCOB

### ► Financeurs potentiels

FEADER / Etat / Agence de l'Eau

### ► Montant sur 5 ans

10 840 €

### ► Outils financiers

### ► Calendrier et budget estimatif

2016	2017	2018	2019	2020
--	Protocole Observation Analyse	Observation Analyse	Observation Analyse	Observation Analyse
--	<b>4 710 €</b>	<b>1 810 €</b>	<b>1 810 €</b>	<b>2 510 €</b>

### Indicateurs de suivi

### ► Efficacité de la mesure

- Etat de conservation du Saumon atlantique

### ► Mise en œuvre de la mesure

- Mise en place du suivi



## METTRE EN PLACE UN RESEAU DE SURVEILLANCE DES ESPECES EXOTIQUES ENVAHISSANTES

**Priorité : 1**  
**Faisabilité : --**

**Objectif opérationnel** **5.b** : Assurer une veille scientifique sur les EEE

**Espèces IC concernées** *Priorité 1 : Angélique des estuaires, Ecrevisse à pattes blanches*  
*Priorité 2 : les autres espèces*

**Pratiques en 2014**

**Changements attendus**

- Limiter les EEE sur le site
- Anticiper l'invasion des EEE
- Accéder facilement à différentes informations sur les EEE : retours d'expérience sur les méthodes utilisées, existence d'une nouvelle espèce, ... afin de mener des actions pertinentes et agir rapidement pour limiter

### Description de l'action

#### ► Éléments de contexte

De nombreuses EEE existent en France. Des études et des expérimentations sont menées afin de comprendre leur comportement et d'identifier, entre autres, des moyens de lutte efficaces contre ces espèces.

#### ► Détail de l'action

L'objectif de cette action est de mettre en place un réseau de surveillance sur les EEE sur le département ou la région afin de connaître les dernières informations nécessaires. En effet, différentes techniques de lutte sont testées en fonction des espèces, des milieux concernés, des moyens disponibles et de l'ampleur de la colonisation. Les résultats de ces études permettraient d'orienter les dispositifs à mettre en place contre les EEE (destruction des spécimens, restauration de secteurs, limitation de la propagation sur certains secteurs) sur notre territoire.

Il faudra créer une base de données comprenant la cartographie des EEE et les moyens de lutte (les informations sur les projets d'élimination et les techniques expérimentées devront être consultables). Elle permettra d'avoir une vision d'ensemble des techniques utilisées et facilitera la prise de décision selon les espèces à gérer et les conditions et contraintes du milieu. Les données seront apportées par la structure animatrice du site mais également par les autres structures partenaires. Ce réseau pourra être géré par une structure telle que le CBNSA dans le cadre de l'OFSA pour la flore, par l'OAFS pour la faune, par le CD, le CR...

Le travail et les échanges réalisés à ce sujet pourraient amener à la réalisation d'un plan de gestion régional les EEE

#### Nature des opérations

- Création d'un réseau de partenaires
- Réalisation d'un outil d'échange
- Mise à jour de l'outil d'échange

#### Montant

1 jour année N  
180€ / jour

2 jours / an à partir de N+1  
180 € / jour

4 jours année N  
500 € / jour (prestataire)

3 jours / an à partir de N+1

- Réalisation de réunions annuelles regroupant l'ensemble des partenaires

500 € / jour (prestataire)

## ► Autre(s) action(s) en lien

**GESTION 01** : Mettre en place une lutte contre les EEE

**SUIVI 02** : Créer et alimenter une base de données sur l'ensemble des espèces

## Modalités de mise en œuvre

### ► Périmètre d'intervention

Tout le site

### ► Maître d'ouvrage

CBNSA, OAFS, Conseil Départemental

### ► Partenaires techniques

Structure animatrice du DOCOB, communes, EPCI, associations environnementales

### ► Financeurs potentiels

Conseil Départemental

Fonds propres des structures

### ► Montant sur 5 ans

9 620 €

### ► Outils financiers

## ► Calendrier et budget estimatif

2016	2017	2018	2019	2020
Création du réseau 1 journée + Réalisation d'un outil d'échange : 4 journées prestataire	Mise à jour de l'outil d'échange 3 journées prestataire + Réalisation d'une réunion : 2 journées	Mise à jour de l'outil d'échange 3 journées prestataire + Réalisation d'une réunion : 2 journées	Mise à jour de l'outil d'échange 3 journées prestataire + Réalisation d'une réunion : 2 journées	Mise à jour de l'outil d'échange 3 journées prestataire + Réalisation d'une réunion : 2 journées
<b>2 180 €</b>	<b>1 860 €</b>	<b>1 860 €</b>	<b>1 860 €</b>	<b>1 860 €</b>

## Indicateurs de suivi

### ► Efficacité de la mesure

### ► Mise en œuvre de la mesure

- Mise en place d'un réseau d'échange
- Création d'un site internet
- Faciliter l'accès à la donnée

## METTRE EN PLACE DES STATIONS DE MESURE DE HAUTEUR D'EAU SUR LES PRINCIPAUX COURS D'EAU

**Priorité : 2**  
**Faisabilité : --**

**Objectif opérationnel** **6.a** : Assurer une quantité d'eau suffisante sur l'ensemble du site

**Espèces IC concernées**  
*Priorité 1* : les poissons, Ecrevisse à patte blanche, Mulette perlière  
*Priorité 2* : Loutre d'Europe, Cordulie à corps fin, Agrion de Mercure, Cistude d'Europe, Desman des Pyrénées

**Pratiques en 2014** Seul le cours d'eau principal de la Nivelle est suivi

### Changements attendus

- Anticiper des déficits de quantité d'eau lors des étiages sur les cours d'eau fréquenté par les espèces d'IC
- Assurer un suivi de la hauteur d'eau des cours d'eau principaux

### Description de l'action

#### ► Éléments de contexte

La connaissance du fonctionnement des cours d'eau est indispensable pour une gestion efficace du site Natura 2000. Le suivi de la qualité de l'eau est déjà réalisé par l'Agglomération Sud Pays Basque (16 points de mesure) en réponse à la DCE et par l'INRA (18 points de suivi). Le suivi sur la quantité de l'eau est, par contre, moins poussé. A ce jour, seuls les 3 points de surveillance de Vigicrues (Ciboure, Lurberria et Cherchebruit) existent.

#### ► Détail de l'action

Cette action a pour but d'améliorer la connaissance des niveaux d'eau des principaux affluents par la mise en place d'outils de mesure afin d'anticiper les conséquences d'étiages trop importants. Cette action permettra donc d'empêcher la mort des poissons, de la Mulette perlière et de l'Ecrevisse à pattes blanches par manque d'eau.

Les principaux affluents concernés sont ceux ayant un débit important et étant fortement ou potentiellement fréquentés par les espèces en priorité 1 de cette action : le Lurgorrieta, l'Amezpetu, l'Opalazio, l'Aniberia, le Galardiko (le suivi de ce cours d'eau s'explique par la présence actuelle de mise à sec durant les périodes d'étiage). La priorité actuelle est sur le Lurgorrieta car c'est le principal affluent qui alimente la Nivelle et c'est à ce jour le plus gros affluent fréquenté par le Saumon atlantique.

La mise en place de cette action permettrait d'avoir un suivi des étiages et des crues, c'est-à-dire de suivre les variations du niveau des cours d'eau. Elle servirait également pour avoir des données sur l'évolution quantitative des cours d'eau face aux changements climatiques. De plus, ces données quantitatives, croisées avec les données qualitatives de suivi des cours d'eau, permettraient d'apprécier les évolutions des flux des polluants en cas de problèmes observés.

*Remarque* : les crues peuvent nuire aux espèces d'IC par destruction d'espèces et modification de milieux. Néanmoins, ils sont essentiels : par exemple, le Saumon atlantique utilise ces phénomènes pour remonter les cours d'eau, les habitats humides en ont besoin pour conserver leur taux d'humidité...

Sur le Lurgorrieta (cours d'eau en priorité 1), l'installation d'une sonde relevant en continu les hauteurs d'eau est conseillée. Sur les autres cours d'eau, d'autres outils moins précis comme les échelles de hauteur d'eau peuvent être installés dans un second temps mais ils demandent un suivi régulier. Une réflexion devra donc être menée à ce sujet. Les éléments techniques de cette action (fréquence, localisation des outils...) sont à déterminer par la suite.

#### Nature des opérations

- Définition des éléments techniques pour la mise en place de la sonde
- Mise en place de la sonde
- Réalisation des relevés

} Suivi

#### Montant

3 jours : **540 €**

**5 000 €** la sonde

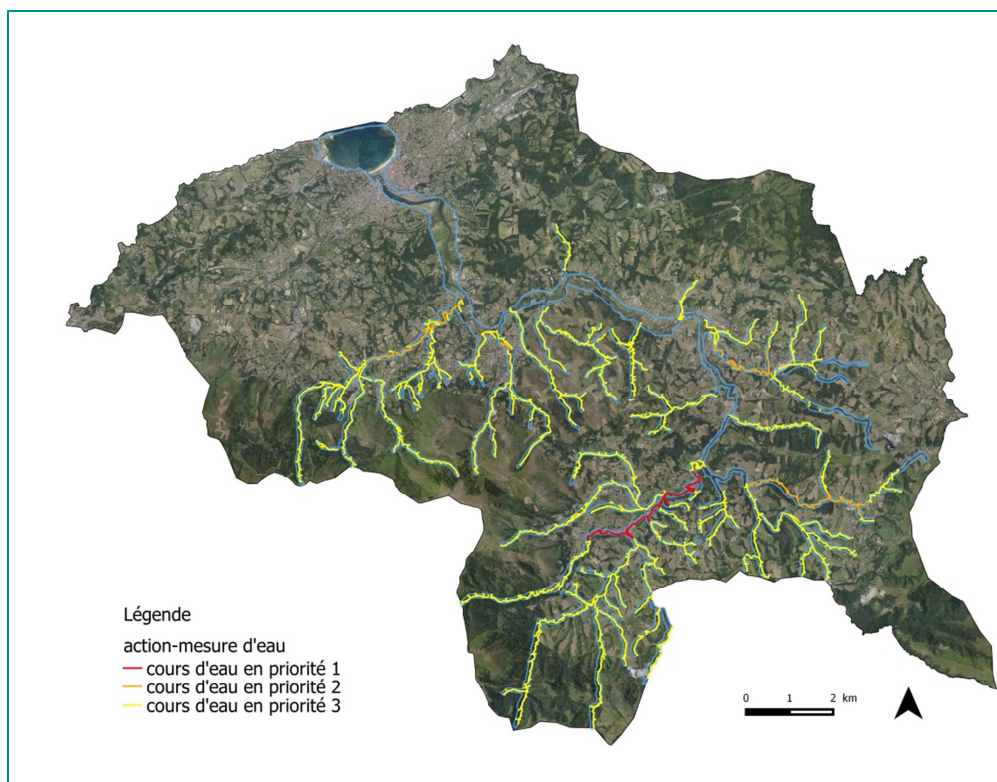
2 jours / an

## ► Autre(s) action(s) en lien

**GESTION 06** : Réaliser une étude pour identifier les causes de mise à sec du Galardiko erreka afin de proposer des solutions

### Modalités de mise en œuvre

## ► Périmètre d'intervention



## ► Maître d'ouvrage

Agglomération Sud Pays Basque

## ► Partenaires techniques

AAPPMA, Fédération de Pêche 64

## ► Financeurs potentiels

FEADER / Etat / Agence de l'Eau

## ► Montant sur 5 ans

7 160 €

## ► Outils financiers

## ► Calendrier et budget estimatif

2016	2017	2018	2019	2020
--	--	Mis en place d'une sonde + suivi	Réflexion sur les outils à mettre en place sur les autres cours d'eau + suivi (5 jours animateur)	Suivi (2 jours animateur)
--	--	5 900 €	900 €	360 €

### Indicateurs de suivi

## ► Efficacité de la mesure

## ► Mise en œuvre de la mesure

- Mise en place des échelles
- Analyse de l'évolution des hauteurs d'eau

# GESTION 06

FR 7200785 - La Nivelle  
(estuaire, barthes et cours d'eau)

## REALISER UNE ETUDE POUR IDENTIFIER LES CAUSES DE MISE A SEC DU GALARDIKO ERREKA AFIN DE PROPOSER DES SOLUTIONS

Priorité : 1  
Faisabilité : --

**Objectif opérationnel** 6.a : Assurer une quantité d'eau suffisante sur l'ensemble du site

### Espèces IC concernées

*Priorité 1* : Saumon atlantique et Mulette perlière (indirectement via la préservation des truites)  
*Priorité 2* : les lamproies et les aloses

### Pratiques en 2014

Manque d'eau au cours des journées d'étiage

### Changements attendus

- Limiter la mortalité des tacons (Saumon atlantique) et des truites fario (espèce indispensable à la Mulette perlière) lors de la mise à sec du Galardiko erreka

## Description de l'action

### ► Éléments de contexte

Au centre-ville d'Ascain, le Galardiko erreka est un cours d'eau réunissant le Galardiko erreka et le ruisseau des 3 fontaines. Il se jette dans la Nivelle au niveau du pont romain d'Ascain. Le cours d'eau sur ce secteur est entièrement canalisé au sein d'un système en U.

Durant les périodes d'étiage, à certains moments de la journée, le cours d'eau est asséché entraînant la mort des poissons dont les tacons (Saumon atlantique) et les truites (espèce indispensable à la survie de la Mulette perlière). La Fédération de pêche et l'AAPPMA Nivelle Côte Basque réalisent, lorsqu'elles observent ce phénomène, des pêches électriques de sauvegarde. En 2013, elles ont constaté un à sec avec mortalité sur 200 mètres, une pêche électrique de sauvegarde sur 3 poches d'eau a été réalisée afin de sauver les individus encore vivants sur le site. De multiples vairons et 196 poissons dont 5 saumons et 96 truites farios ont été sauvées.

Ce phénomène peut s'expliquer par deux éléments :

- Le captage d'eau situé en amont de la zone asséchée qui pourrait prélever une quantité d'eau trop importante par rapport au débit d'étiage,
- L'état dégradé du chenal (fissure à la base du U) qui rend possible l'infiltration de l'eau.

### ► Détail de l'action

L'objectif de cette action est d'identifier avec certitude la (ou les) raison(s) de la mise à sec du Galardiko erreka durant les périodes d'étiage et, si possible, de mettre en place une action pour remédier à ce problème.

L'AAPPMA, la Fédération de pêche 64 et l'ONEMA vont, en 2015, réaliser un état des lieux afin de réfléchir aux causes et impacts de ce problème. Si ce travail permet d'identifier les solutions à mettre en place, ceci sera fait par la suite. Sinon, une étude approfondie sera prévue en 2016 afin de réaliser les travaux au plus tard en 2018.

### Nature des opérations

- Etude préalable de l'AAPPMA, Fédération de pêche et l'ONEMA
- Identification de la raison de la mise à sec : évaluation des prélèvements d'eau pour l'alimentation en eau potable et étude hydrologique du cours d'eau
- Mise en place d'actions pour limiter les mises à sec : diminution des prélèvements du captage durant les périodes d'été, réparation du chenal pour empêcher l'infiltration...

### Montant

Selon devis

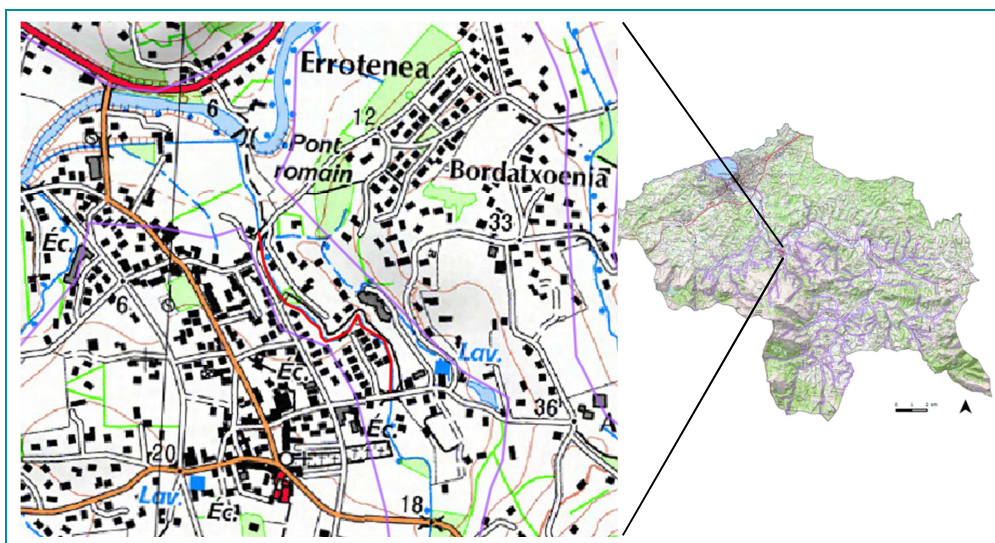
### ► Autre(s) action(s) en lien

**GESTION 03** : Effacer ou aménager les obstacles dans le cours d'eau

**SUIVI 05** : Mettre en place des stations de mesure de hauteur d'eau sur les principaux cours d'eau

### Modalités de mise en œuvre

### ► Périmètre d'intervention



### ► Maître d'ouvrage

Agglomération Sud Pays Basque, AAPPMA, Fédération de Pêche 64, ONEMA

### ► Partenaires techniques

Structure animatrice du DOCOB

### ► Financeurs potentiels

FEADER / Etat / Agence de l'Eau  
Agglomération Sud Pays Basque

### ► Montant sur 5 ans

--

### ► Outils financiers

### ► Calendrier et budget estimatif

2016	2017	2018	2019	2020
Etat des lieux par les structures piscicoles	Etude	Etude et demande d'intervention à l'Etat	Mise en place d'actions	--
Selon devis	Selon devis	Selon devis	Selon devis	--

### Indicateurs de suivi

### ► Efficacité de la mesure

- Diminution de la mortalité accidentelle des tacons et des truites

### ► Mise en œuvre de la mesure

- Identification des causes de mise à sec
- Mise en place d'actions



## CONSERVER LE FONCTIONNEMENT DES ANNEXES HYDRAULIQUES

Priorité : 1  
Faisabilité : --

**Objectif opérationnel** 6.b : Restaurer et maintenir les annexes hydrauliques

**Espèces IC concernées** Angélique des estuaires, Cistude d'Europe, Vison d'Europe, Loutre d'Europe, Cuivré des marais, Cordulie à corps fin, Agrion de Mercure

**Pratiques en 2014**

**Changements attendus**

- Maintenir, voire restaurer des habitats pour les espèces d'IC qui fréquentent ces milieux
- Conserver un fonctionnement naturel du cours d'eau (limite les crues)

### Description de l'action

#### ► Éléments de contexte

On entend par annexes hydrauliques ou fluviales l'ensemble des zones humides alluviales en relation permanente ou temporaire avec le milieu courant par des connexions soit superficielles soit souterraines : bancs alluviaux, bras morts, prairies inondables, forêts alluviales, ripisylves, sources et rivières phréatiques.

Ces zones sont indispensables pour la vie du cours d'eau car :

- Elles constituent des zones tampons en contribuant par conséquent à l'épuration naturelle des eaux entrant dans le cours d'eau,
- Elles jouent un rôle de régulation hydraulique par leur inondation en hiver et la restitution des volumes stockés pendant la période d'étiage,
- Elles accueillent les odonates d'IC, la Loutre d'Europe, le Vison d'Europe et la Cistude d'Europe qui y trouvent des zones abritées et une alimentation diversifiée. Ces zones comprennent également une végétation spécifique.

#### ► Détail de l'action

##### Action 1 : Recenser les annexes hydrauliques

Afin de réaliser cette action, il est indispensable de localiser l'ensemble des annexes hydrauliques sur le site. En l'absence de diagnostic habitat, il est difficile d'avoir une cartographie exhaustive de ces zones, certaines à ce jour ne sont pas encore connues. Suite au travail établi par les CBN, une cartographie complète sera réalisée.

#### Nature des opérations

- Cartographie des annexes hydrauliques

#### Montant

1 jour : 180 €

##### Action 2 : Mise en place d'action de dépoldérisation

Un polder est une étendue artificielle de terre gagnée sur l'eau, possible grâce à la mise en place de digues.

Les principales annexes hydrauliques identifiées sur le site à ce jour se trouvent au sein des barthes de la Nivelle.

Avant le <sup>XVII</sup><sup>e</sup> siècle, elles étaient des zones régulièrement inondées mais suite à la volonté de développer les pratiques agricoles et sylvicoles sur le secteur, les barthes ont été aménagées par la construction de digues surélevant les berges de la Nivelle et l'assèchement de zones marécageuses par un réseau de drainage. L'agriculture y est possible car les aménagements empêchent l'eau salée de pénétrer dans les zones cultivées.

Aujourd'hui, l'agriculture est toujours présente sur une partie de Ciboure où un agriculteur cultive du maïs et sur Ascaïn où l'espace est occupé pour moitié par des prairies et le reste par la culture de maïs. Ces zones sont donc



toujours anthropisées et utilisées par l'homme.

Côté Saint-Jean-de-Luz, une partie de la zone n'a jamais été anthropisée, elle constitue toujours une annexe hydraulique naturelle et fonctionnelle. Le reste des barthes sur cette commune n'est plus exploité à ce jour laissant se développer des zones naturelles. En l'absence d'activité agricole, la présence de digues et de clapets ne se justifie plus. Il est donc conseillé de ne pas les restaurer et par conséquent de les laisser évoluer naturellement afin d'augmenter les échanges avec le cours d'eau et d'améliorer le rôle de cette annexe hydraulique. Cette action consiste en une non-gestion de cette annexe.

Cette action permet en plus de constituer des habitats d'espèce, de lutter contre certaines EEE telles que le *Baccharis* qui ne survit pas en cas d'immersion importante.

L'Angélisque des estuaires fréquente à ce jour cette barthe, il est essentiel de s'assurer que l'ouverture de la barthe n'impacte pas cette espèce en y augmentant le taux de salinité.

L'évolution de cette zone doit être suivie durant la vie du DOCOB

#### Nature des opérations

- S'assurer que les digues et les clapets au niveau des zones sans usages de Saint-Jean-de-Luz ne sont pas restaurés
- Réaliser un suivi de l'annexe hydraulique

#### Montant

3 jours/an à partir de N+1

**540 € / an**

### Action 3 : Conserver le fonctionnement des annexes hydrauliques

Globalement, pour conserver les annexes hydrauliques présentes sur le site, il est conseillé de limiter les interventions (absence de remblais, aménagement...). Les seules interventions possibles favorables à ces zones consistent à limiter le développement d'espèces indésirables, de décharges sauvages et de décharges de produits verts.

#### Nature des opérations

- S'assurer que les annexes hydrauliques ne sont pas détruites
- Assurer un suivi
- Mettre en place des actions de nettoyage en fonction des besoins : à ce jour, sur le site, une dizaine de zones à nettoyer a été localisée

#### Montant

Dépendra de l'action 1

5 jours / an à partir de N+2

**900 € / an**

### ► Autre(s) action(s) en lien

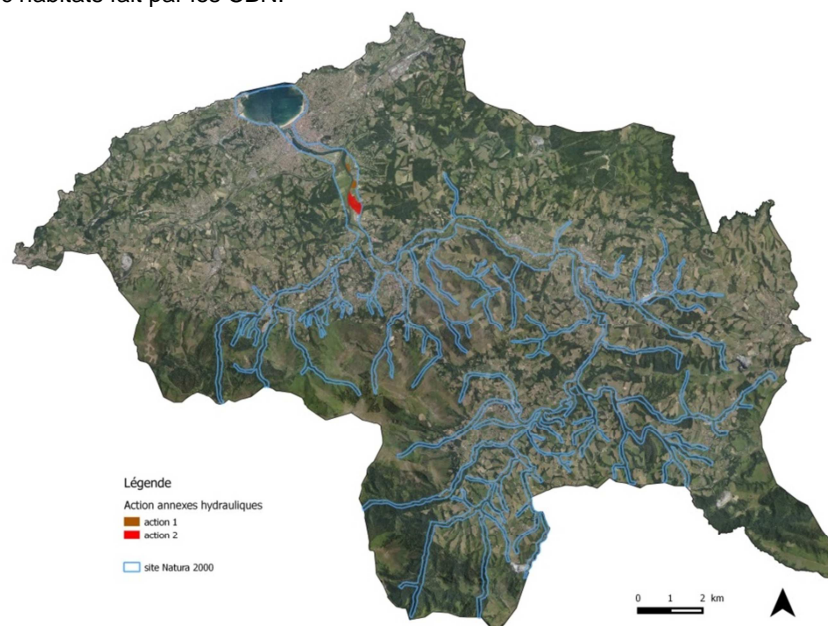
**SUIVI 03** : Réaliser un diagnostic habitat et définir un plan de gestion en faveurs des habitats d'IC

**SENSI 01** : Sensibiliser les maîtres d'ouvrage aux enjeux du site

#### Modalités de mise en œuvre

### ► Périmètre d'intervention

Le périmètre d'intervention de cette action dépendra en grande partie des résultats du diagnostic habitats fait par les CBN.



### ► Maître d'ouvrage

Structure animatrice du DOCOB, communes

### ► Partenaires techniques

CBNSA, CBNMPM, Communes

### ► Financeurs potentiels

FEADER / Etat / Agence de l'Eau

### ► Montant sur 5 ans

5 040 €

### ► Outils financiers

Animation

PDRH : A32315P

### ► Calendrier et budget estimatif

2016	2017	2018	2019	2020
--	<b>Action 1</b> <b>Action 2</b>	<b>Action 2</b> <b>Action 3 (suivi et</b> <i>retrait des décharges)</i>	<b>Action 2 (suivi)</b> <b>Action 3 (suivi et</b> <i>retrait des décharges)</i>	<b>Action 2 (suivi)</b> <b>Action 3 (suivi et</b> <i>retrait des décharges)</i>
--	<b>720 €</b>	<b>1 440 €</b>	<b>1 440 €</b>	<b>1 440 €</b>

### Indicateurs de suivi

#### ► Efficacité de la mesure

- Amélioration de l'état de conservation des annexes hydrauliques
- Prise en compte des annexes hydrauliques dans les projets

#### ► Mise en œuvre de la mesure

- Cartographie exhaustive des annexes hydrauliques
- Diminution des décharges sur le site

## AVOIR UNE GESTION RAISONNEE DES EMBACLES

Priorité : 1  
Faisabilité : --

### Objectif opérationnel

**6.c** : Réguler les aménagements et les interventions sur ou ayant un impact sur le lit mineur

### Espèces IC concernées

*Priorité 1* : Saumon Atlantique, Ecrevisse à pattes blanches, Lamproies marine et fluviatile, Grande alose, Alose feinte, Lamproie de Planer

*Priorité 2* : Cistude d'Europe, Vison d'Europe, Desman des Pyrénées, Loutre d'Europe

### Pratiques en 2014

En fonction des embâcles, la gestion est différente

### Changements attendus

- Augmenter la superficie des zones favorables pour la reproduction et l'alimentation des poissons et de l'Ecrevisse à pattes blanches
- Accroître, dans le respect des exigences socio-économiques et de sécurité, la diversité du milieu physique des cours d'eau et de leur ripisylve en maintenant les embâcles

## Description de l'action

### ► Éléments de contexte

Un embâcle est une accumulation de débris (végétaux ou déchets d'origine anthropique) qui obstrue le lit du cours d'eau. Les débris végétaux sont souvent des souches et des troncs d'arbres.

Ils ont différents effets sur le cours d'eau :

- **Stabilisation du lit et régulation hydraulique** : ils peuvent atténuer le phénomène d'érosion, diminuer le débit du cours d'eau, augmenter le niveau de la nappe phréatique, agir sur la granulométrie
- **Création d'habitats et de zones d'alimentation** : grâce à l'accumulation de gravier qu'ils entraînent, les embâcles créent des zones de pontes pour les poissons en amont, des zones d'abris pour la faune et des zones d'alimentation pour les consommateurs primaires
- **Augmentation du risque d'inondation** : l'embâcle entraîne une augmentation du niveau du cours d'eau en amont
- **Perturbation du déplacement de la faune et des sédiments** : en fonction de l'ampleur de l'embâcle, il peut empêcher totalement ou partiellement le déplacement des poissons ou des sédiments en amont, la partie aval en est donc dépourvue
- **Amplifier l'érosion des berges** : l'eau, en cherchant à contourner l'embâcle, creuse la berge opposée et provoque par conséquent une érosion.

### ► Détail de l'action

Cette action a pour but de mener une réflexion sur les embâcles afin qu'ils ne soient pas systématiquement retirés. La gestion des embâcles devra être conciliée avec le risque d'inondation qui est important sur le site. Si un embâcle n'entraîne pas de problème de sécurité, il est conseillé de le conserver en l'état, sinon il doit être retiré. La gestion des embâcles demande une réflexion au cas par cas et il est nécessaire, avant chaque intervention, d'analyser son effet sur le cours d'eau.

L'animateur assistera l'Agglomération Sud Pays Basque lors de la réflexion en indiquant, entre autres, les espèces potentiellement présentes sur le site d'après la base de données et le rôle potentiel de l'embâcle.

En cas d'embâcle d'origine anthropique ou gênant, celui-ci doit être retiré (de préférence partiellement dans le second cas). Lors de l'intervention, les travaux doivent impacter au minimum les habitats et espèces d'IC. Il est conseillé de pénétrer le moins possible dans le cours d'eau, de travailler avec du matériel propre (risque de dissémination de plantes non désirables, transfert de maladies telle que la peste de l'écrevisse...), d'utiliser du

matériel adapté et assez léger pour ne pas abimer la berge et précis pour détruire au minimum la ripisylve (en cas de destruction, une intervention pour la restaurer pourra être mise en place).

Afin d'impacter au minimum les espèces d'IC, les actions devront être menées du 15 mars au 15 novembre. Le retrait d'embâcles dans les zones à Mulette perlière ou à Ecrevisse à pattes blanches demandera une attention particulière afin de limiter le phénomène d'écrasement des individus. Une prospection permettant de localiser avec exactitude l'emplacement de ces espèces devra être faite avant les travaux afin de limiter leur destruction.

Afin de limiter les interventions sur les embâcles, une gestion préventive sur la ripisylve est faite en contrôlant les arbres dépérissants en pied de berge.

Nature des opérations	Montant
<ul style="list-style-type: none"> <li>Diagnostic pour déterminer l'impact de l'embâcle et la présence de faune et de flore particulières</li> <li>Action de retrait si nécessaire : on estime que, par an, 10 embâcles seront retirés</li> </ul>	Pris en compte dans l'action GESTION 05 Gestion de la ripisylve

## ► Autre(s) action(s) en lien

**SUIVI 01** : Améliorer les connaissances sur les espèces où des manques ont été constatés

**GESTION 05** : Restaurer et entretenir la ripisylve

## Modalités de mise en œuvre

### ► Périmètre d'intervention

Tout le site

### ► Maître d'ouvrage

Agglomération Sud Pays Basque

### ► Partenaires techniques

AAPPMA, Agriculteurs, communes

### ► Financeurs potentiels

FEADER / Etat / Agence de l'Eau

### ► Montant sur 5 ans

--

### ► Outils financiers

Animation

## ► Calendrier et budget estimatif

2016	2017	2018	2019	2020
Etat des lieux par les structures piscicoles	Etude	Etude et demande d'intervention à l'Etat	Mise en place d'actions	--
Selon devis	Selon devis	Selon devis	Selon devis	--

## Indicateurs de suivi

### ► Efficacité de la mesure

### ► Mise en œuvre de la mesure

- Nombre d'embâcles retirés ou conservés

## METTRE EN PLACE DES EXPERIMENTATIONS SUR LES POLLUANTS POUVANT IMPACTER LES ESPECES D'IC

**Priorité : 3**  
**Faisabilité : --**

**Objectif opérationnel** 7.a : Identifier les paramètres qui impactent les espèces et habitats d'IC

**Espèces IC concernées** *Priorité 1 : Saumon atlantique*  
*Priorité 2 : Angéliques des estuaires, Mulette perlière, Cistude d'Europe, Ecrevisse à pattes blanches*

**Pratiques en 2014**

**Changements attendus**

- Expliquer les mortalités et les comportements bizarres des saumons
- Déterminer les paramètres impactants les espèces d'IC ainsi que les seuils à respecter

### Description de l'action

#### ► Éléments de contexte

Les espèces d'IC sont très dépendantes de la qualité de l'eau.

A ce jour, d'après l'Agence de l'eau Adour-Garonne, la qualité du site est bonne voire très bonne. Néanmoins, les seuils de qualité utilisés ne prennent pas forcément en compte l'exigence de toutes les espèces d'IC ni l'accumulation des produits dans les animaux.

Certains contaminants peuvent impacter les espèces d'IC en entraînant leur mort mais il est actuellement admis que, même à faibles doses dans l'eau, certains composés s'accumulent dans les sédiments et le long de la chaîne alimentaire entraînant des perturbations physiologiques et/ou comportementales pouvant affecter le développement et le succès reproducteur chez les poissons.

De plus, l'Agence de l'eau Adour-Garonne précise qu'il existe une forte pression d'autres micropolluants sur le territoire appelé les contaminants émergents.

#### ► Détail de l'action

A ce jour, sur la Nivelle, les seuls contaminants suivis sont ceux demandés par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) (NH4+, NO2-, NO3-, Ptot, PO43-).

D'autres produits peuvent également impacter les espèces : métaux lourds, pesticides, substances émergentes (produits pharmaceutiques, muscs synthétiques).

Cette action a donc pour objectif de réaliser des analyses complètes afin de déterminer la présence de contaminants sur le site et leur évolution. Ce travail permettra donc d'identifier des causes de mortalité et de comportement étrange qui contribuent à la diminution des espèces.

Cette étude de contamination chez les poissons serait associée à la mesure de contaminants présents dans les sédiments de différents sites du bassin de la Nivelle (7 sites sur le bassin de la Nivelle seront analysés). Cela permettrait de faire un état des lieux de la situation et de cibler les composés dont l'impact sur les populations, en termes de survie mais également de comportement, mériteraient d'être étudiés. Il sera analysé les taux de métaux lourds, les pesticides, les Muscs et les HAP (Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques).

Ce suivi pourrait être mené dans un premier temps sur le saumon car l'INRA dispose déjà d'échantillons (les tacons seront prioritaires car une présence de contaminants sur ces individus s'expliquerait obligatoirement par un phénomène sur la Nivelle) mais il pourrait également être élargi à d'autres espèces très sensibles comme la Mulette

perlière.

Au niveau des sédiments, 7 sites différents pourraient être analysés :

- 3 sur la Nivelle : partie amont, zone intermédiaire, partie aval
- 4 sur les affluents principaux à enjeu : Lizuniaga, Opalazio, Amezpetu, Anibereko

Nature des opérations	Montant
<ul style="list-style-type: none"><li>• Réalisation d'analyses complètes dans un laboratoire spécialisé par un stagiaire sur 6 mois</li><li>• Analyse des résultats</li><li>• En fonction des résultats, réalisation d'une étude par l'INRA</li><li>• Mise en place d'actions pour limiter les contaminants pouvant poser problème</li></ul>	Salaire stagiaire : <b>2 500 €</b> Matériel : <b>2 000 €</b>
	<i>Selon devis</i>

### ► Autre(s) action(s) en lien

--

### Modalités de mise en œuvre

#### ► Périmètre d'intervention

Tout le site

#### ► Maître d'ouvrage

INRA, CBNSA

#### ► Partenaires techniques

Structure animatrice du DOCOB, Laboratoire Biochimie de Pau

#### ► Financeurs potentiels

FEADER / Etat / Agence de l'Eau

#### ► Montant sur 5 ans

4 500 € (sans l'année 2020)

#### ► Outils financiers

### ► Calendrier et budget estimatif

2016	2017	2018	2019	2020
	Analyse en laboratoire des échantillons de sédiments, d'eau et de tacons	Analyse en laboratoire des échantillons de sédiments, d'eau et de tacons		Analyse en laboratoire d'échantillon de moule En fonction des résultats sur les sédiments et les tacons, mise en place d'une étude
		4 500 €		<b>Selon devis</b>

### Indicateurs de suivi

#### ► Efficacité de la mesure

- Amélioration de l'état de conservation des espèces

#### ► Mise en œuvre de la mesure

- Identification de menaces sur le site

## ANIMER LE DOCOB

Priorité : 1  
Faisabilité : --

## Objectif opérationnel

**7.b** : Assurer un suivi des actions menées à ce sujet dans les autres programmes  
**8.a** : Mettre en œuvre les actions du plan de gestion du DOCOB

## Espèces IC concernées

Toutes les espèces

## Pratiques en 2014

Absence d'animation

## Changements attendus

- Mise en œuvre du plan d'actions du DOCOB

## Description de l'action

► **Éléments de contexte**

Une fois le DOCOB validé, il doit être mis en œuvre. Cette mission est assurée par la structure en charge de l'animation. Elle doit établir un programme annuel détaillé, assurer le suivi et l'état d'avancement du DOCOB et la continuité de la concertation engagée lors de l'élaboration du document d'objectifs.

► **Détail de l'action**
*Action 1 : Planification des actions, coordination des acteurs, gestion administrative et évaluation du DOCOB*

- Elaboration annuelle d'un programme d'animation et montage de la convention financière
- Animation générale de la mise en œuvre des mesures non contractuelles : recherche de maître d'ouvrage potentiel, recherche de financements, etc.
- Organisation et animation des instances de concertation et de validation (*a minima* une réunion du comité de pilotage par an)
- Concertation avec les acteurs locaux : participation aux réunions et commissions en lien avec le site, évaluation des incidences des projets, articulation avec les sites voisins, participation aux réunions et commissions en lien avec le site Natura 2000,
- Suivi général du site : actualisation des données relatives au site, réalisation d'un suivi des activités pendant l'année, alimentation de la base de données d'évaluation de la mise en œuvre (ex : outil SUDOCO mis en place par l'ATEN)
- Rédaction des bilans annuels (rapport d'activité et financier), suivi de l'état d'avancement du DOCOB, évaluation de la mise en œuvre et des résultats de la gestion après 5 ans,
- Coordination et/ou réalisation des suivis scientifiques et écologiques pour suivre la mise en place des mesures de gestion et enrichir les connaissances,
- Appui technique et scientifique aux communes en cas de décisions de gestion conservatoire, évaluation des incidences,
- Mise à jour du DOCOB suite à la réalisation du diagnostic habitat : identification des habitats d'espèce, relocalisation des actions.



Nature des opérations	Montant
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaboration d'un programme d'animation</li> <li>• Mise en œuvre des mesures</li> <li>• Organisation et animation de la concertation</li> <li>• Suivi des actions en lien avec Natura 2000</li> <li>• Suivi général du site</li> <li>• Rédaction des bilans annuels</li> <li>• Coordination des suivis scientifiques</li> <li>• Appui technique</li> <li>• Mise à jour du DOCOB</li> </ul>	<p>26 jours / an à partir de N</p> <p><b>4 680 € / an</b></p>

### Action 2 : Conception de la charte

Cette phase d'animation de la contractualisation et de l'adhésion à la charte est au cœur de la phase de mise en œuvre du document d'objectifs. Elle permettra de mettre en place les mesures de gestion sur les habitats pour maintenir ou améliorer l'état de conservation des habitats naturels et des espèces d'IC sur le site Natura 2000.

Nature des opérations	Montant
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rédiger et promouvoir la charte Natura 2000 (dépend de la volonté du COPIL)</li> <li>• Assistance aux signataires de la charte Natura 2000 et fourniture de document. Visite de terrain, information sur les enjeux écologiques du site, fourniture de la cartographie des habitats naturels et habitats d'espèces d'IC identifiés à la signature de la charte, formulation d'avis et de préconisations sur d'éventuels projets, etc.</li> </ul>	<p>10 jours année N <b>1 440 €</b></p> <p>7 jours / an à partir N+1 <b>360 € / an</b></p>

### Action 3 : Suivi des documents d'aménagement et des projets de territoire

Dans le cadre des documents de planification, d'aménagement et de gestion :

- Information des organismes chargés de leur élaboration ou de leur révision de l'existence du DOCOB et de ses objectifs de conservation,
- Rencontres avec les chargés de mission pour établir une démarche d'intégration de ces objectifs,
- Suivi et concertation concernant les projets et programmes en cours ou à venir avec recherche constante d'une articulation et d'une compatibilité des actions proposées avec Natura 2000 (projets communaux et intercommunaux),
- Mise en cohérence des plans simples de gestion (PSG) dans le cas d'adhésion à la charte Natura 2000, prise en compte des enjeux écologiques du site dans les documents d'urbanisme (diagnostic, orientation, zonage), ou d'assainissement, Service public d'assainissement non collectif, etc.,
- Incitation à la mise en cohérence des projets qui présentent une incidence sur les habitats naturels et les espèces d'IC.

Nature des opérations	Montant
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivi des documents de planification, d'aménagement et de gestion</li> </ul>	<p>7 jours / an à partir année N</p> <p><b>1 440 € / an</b></p>

### Action 4 : Assurer la mise en œuvre des actions

L'animateur du DOCOB devra assurer un suivi de la mise en œuvre des actions.

Nature des opérations	Montant
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Préparer le projet agro-environnemental du territoire et identifier les besoins</li> <li>• Identifier et contacter les bénéficiaires potentiels de MAEC ou de contrats Natura 2000</li> <li>• Appui administratif au montage des dossiers (contrat Natura 2000, MAEC...)</li> <li>• Appui technique à l'élaboration des contrats</li> <li>• Suivi des contrats mis en place</li> <li>• Suivi cartographique de la gestion des milieux</li> </ul>	<p>15 jours année N <b>3 780 €</b></p> <p>25 jours / an à partir N+1 <b>2 700 € / an</b></p>

## Action 5 : Assurer la communication

Nature des opérations	Montant
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Créer le site internet</li> <li>• Créer les outils de communication écrits</li> <li>• Mettre en place des journées de sensibilisation</li> <li>• Réaliser des journées de terrain pour sensibiliser les acteurs du territoire</li> </ul>	Déjà dimensionné dans les fiches correspondantes

### ► Autre(s) action(s) en lien

--

### Modalités de mise en œuvre

#### ► Périmètre d'intervention

Tout le site

#### ► Maître d'ouvrage

Agglomération Sud Pays Basque

#### ► Partenaires techniques

Tous les acteurs du territoire

#### ► Financeurs potentiels

FEADER / Etat

#### ► Montant sur 5 ans

57 240 €

#### ► Outils financiers

Animation

### ► Calendrier et budget estimatif

2016	2017	2018	2019	2020
58 jours	65 jours	65 jours	65 jours	65 jours
10 440 €	11 700 €	11 700 €	11 700 €	11 700 €

### Indicateurs de suivi

#### ► Efficacité de la mesure

#### ► Mise en œuvre de la mesure

- Nombre de réunions de concertation
- Nombre de comités de pilotage, rapports d'activités
- Nombre d'actions non contractuelles réalisées
- Nombre de jours de réalisation de suivi, suivi général du site
- Nombre de jours de coordination scientifique et écologique,

# 4. Feuille de route de l'animateur

Le tableau 8 synthétise la répartition du temps de travail, en nombre de journée d'animation, qui devra être assuré par le chargé de mission au sein de la structure opératrice pour la mise en œuvre du DOCOB.

Tableau 8 : Feuille de route de l'animateur

Code action	Intitulé de l'action	Programmation (en nombre de jours)						Cout estimé sur les 5 ans
		2016	2017	2018	2019	2020	Total 5 ans	
AGRI 01	Réduire et encadrer l'utilisation des intrants et des pesticides	-	-	-	-	-	-	-
AGRI 02	Convertir les grandes cultures en prairies dans les zones à fort enjeu	-	-	-	-	-	-	-
AGRI 03	Gérer extensivement les prairies par pâturage ou fauchage	-	-	-	-	-	-	-
AGRI 04	Développer les zones tampons	-	-	-	-	-	-	-
AGRI 05	Aider à un stockage adéquat des effluents d'élevage	-	-	-	-	-	-	-
ANIM 01	Encadrer et maîtriser les flux touristiques	-	5	5	5	5	20	3 600 €
ANIM 02	Mettre en place une stratégie foncière sur les sites sensibles	-	5.5	2	2	2	11.5	2 070 €
ANIM 03	Mettre en place un réseau de surveillance des EEE	-	-	-	-	-	-	-
ANIM 04	Animer le DOCOB	58	65	65	65	65	318	62 460 €
GESTION 01	Mettre en place une lutte contre les EEE	-	-	-	-	-	-	-
GESTION 02	Limitier l'intrusion du bétail, des engins motorisés et des humains dans les zones sensibles	2	2	4	4	4	16	2 880 €
GESTION 03	Effacer ou à aménager les obstacles au cours d'eau	-	-	-	-	-	-	-
GESTION 04	Dans les zones à fort enjeu, aménager les ouvrages routiers identifiés comme inaptes au cheminement des mammifères	-	-	-	-	-	-	-
GESTION 05	Restaurer et entretenir la ripisylve	-	-	-	-	-	-	-
GESTION 06	Réaliser une étude pour identifier les causes de mise à sec du Galardiko erreka afin de proposer des solutions	-	-	-	-	-	-	-
GESTION 07	Conserver le fonctionnement des annexes hydrauliques	-	4	8	8	8	28	5 040 €
GESTION 08	Avoir une gestion raisonnée des embâcles	-	-	-	-	-	-	-
SENSI 01	Sensibiliser les maîtres d'ouvrage aux enjeux du site	5	5	5	5	5	25	4 500 €
SENSI 02	Créer et mettre en place des outils visant à sensibiliser le public au respect des habitats et des espèces d'intérêt communautaire	9	3	3	3	3	21	3 780 €
SENSI 03	Sensibiliser les acteurs professionnels pour limiter les pratiques gênantes	-	-	-	-	-	-	-
SENSI 04	Sensibiliser les acteurs à la présence du Trichomanès remarquable et de la Soldanelle velue	-	3.5	0.5	0.5	0.5	5	900 €
SENSI 05	Mettre en place des formations de reconnaissance des espèces pour les acteurs du territoire	-	-	-	-	-	-	-
SUIVI 01	Améliorer les connaissances sur les espèces où des manques ont été constatés	1	1	3	7	1	13	2 340 €
SUIVI 02	Créer et alimenter une base de données sur l'ensemble des espèces	12	11	11	11	11	56	10 080 €
SUIVI 03	Réaliser un diagnostic habitat et définir un plan de gestion en faveurs des habitats d'IC	-	-	-	-	-	-	-
SUIVI 04	Réaliser un suivi sur le transport de sédiments grossiers	-	-	-	-	-	-	-
SUIVI 05	Mettre en place des stations de mesure de hauteur d'eau sur les principaux cours d'eau	-	-	5	5	2	12	2 160 €
SUIVI 06	Mettre en place des expérimentations sur les polluants pouvant impacter les espèces d'IC	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL animation		87	105	111.5	115.5	106.5	525.5	94 590 €

# 5. Synthèse financière

Cette partie présente de façon synthétique les coûts et la répartition chronologique des actions du site Natura 2000 « La Nivelle ». Le tableau 9 propose une synthèse sur 5 ans des coûts liés à la gestion des sites et des coûts liés à l'animation présentées dans la feuille de route de l'animateur. Le tableau 10 présente les coûts totaux annuels pour les 5 premières années de mise en œuvre du DOCOB. Les chiffres et le phasage présentés ici sont à considérer avec prudence. Ce budget est estimatif et pourra être adapté le cas échéant en fonction des moyens et opportunités.

Tableau 9 : Coût prévisionnel en fonction des actions

Objectifs de développement durable	Objectifs opérationnels	Code action	Intitulé de l'action	Priorité	Montant sur les 5 ans
<b>1</b> Maintenir les stations d'Angélique des estuaires	a - Mettre en place des interventions pour limiter la prolifération des EEE	GESTION 01	Mettre en place une lutte contre les EEE	1	75 000 €
	b - Assurer une veille scientifique sur les habitats et espèces d'IC	SUIVI 01	Améliorer les connaissances sur les espèces où des manques ont été constatés	1	25 926 €
	c - S'assurer que l'Angélique des estuaires est prise en compte	SENSI 01	Sensibiliser les maîtres d'ouvrage aux enjeux du site	2	4 500 €
<b>2</b> Mettre en place une gestion durable des activités pour conserver ou restaurer les espèces et leurs habitats	a - S'assurer que les acteurs connaissent le patrimoine naturel du site et en comprennent l'intérêt	SENSI 02	Créer et mettre en place des outils visant à sensibiliser le public au respect des habitats et des espèces d'intérêt communautaire	2	13 780 €
		ANIM 01	Encadrer et maîtriser les flux touristiques	2	3 600 €
	b - Encourager les pratiques agricoles pour maintenir des milieux favorables aux espèces d'IC	SENSI 03	Sensibiliser les acteurs professionnels pour limiter les pratiques gênantes	1	13 500 €
		AGRI 01	Réduire et encadrer l'utilisation des intrants et des pesticides	1	?
		AGRI 02	Convertir les grandes cultures en prairies dans les zones à fort enjeu	3	?
		AGRI 03	Gérer extensivement les prairies par pâturage ou fauchage	2	?
		AGRI 04	Développer les zones tampons	3	?
		AGRI 05	Aider à un stockage adéquat des effluents d'élevage	2	?
		GESTION 02	Limiter l'intrusion du bétail, des engins motorisés et des humains dans les zones sensibles	1	24 480 €
	c - Réguler le dérangement ou la destruction directe des individus	SENSI 02	Créer et mettre en place des outils visant à sensibiliser le public au respect des habitats et des espèces d'intérêt communautaire	2	13 780 €
		SENSI 01	Sensibiliser les maîtres d'ouvrage aux enjeux du site	2	4 500 €

Objectifs de développement durable	Objectifs opérationnels	Code action	Intitulé de l'action	Priorité	Montant sur les 5 ans
		SUIVI 02	Créer et alimenter une base de données sur l'ensemble des espèces	1	10 080 €
		ANIM 01	Encadrer et maîtriser les flux touristiques	2	3 600 €
	d - Promouvoir les outils de sécurisation foncière	ANIM 02	Mettre en place une stratégie foncière sur les sites sensibles	1	2 070 €
	e - Adapter la gestion forestière et celle de la ripisylve aux espèces d'IC	SENSI 04	Sensibiliser les acteurs à la présence du Trichomanès remarquable et de la Soldanelle velue	2	900 €
	f - Favoriser une gestion des fossés adaptée aux papillons et aux libellules	SENSI 03	Sensibiliser les acteurs professionnels pour limiter les pratiques gênantes	1	13 500 €
<b>3</b> Maintenir ou restaurer les corridors biologiques sur l'ensemble du site	a - Restaurer la libre circulation des poissons	GESTION 03	Effacer ou aménager les obstacles dans le cours d'eau	1	A déterminer
	b- Favoriser la franchissabilité des infrastructures routières pour faciliter le transit des mammifères semi-aquatiques	SENSI 01	Sensibiliser les maîtres d'ouvrage aux enjeux du site	2	4 500 €
		GESTION 04	Dans les zones à fort enjeu, aménager les ouvrages routiers identifiés comme inaptes au cheminement des mammifères	3	A déterminer
	c - Restaurer et entretenir la ripisylve sur l'ensemble du site	GESTION 05	Restaurer et entretenir la ripisylve	1	100 000 €
		SENSI 02	Créer et mettre en place des outils visant à sensibiliser le public au respect des habitats et des espèces d'intérêt communautaire	2	13 780 €
	d - Favoriser une gestion des fossés adaptée aux papillons et aux libellules	SENSI 03	Sensibiliser les acteurs professionnels pour limiter les pratiques gênantes	1	13 500 €
<b>4</b> Améliorer les connaissances sur les espèces et les habitats d'intérêt communautaire	a - Réaliser un diagnostic habitat	SUIVI 03	Réaliser un diagnostic habitat et définir un plan de gestion en faveurs des habitats d'IC	1	39 750 €
	b - Mettre en place des inventaires sur les espèces d'IC et sur leurs habitats	SUIVI 01	Améliorer les connaissances sur les espèces où des manques ont été constatés	1	25 926 €
		SUIVI 02	Créer et alimenter une base de données sur l'ensemble des espèces	1	10 080 €
		SENSI 05	Mettre en place des formations de reconnaissance des espèces pour les acteurs du territoire	2	6 000 €
		SUIVI 04	Réaliser un suivi sur le transport de sédiments grossiers	2	10 840 €
	c - Assurer une veille scientifique sur les habitats et espèces d'IC	SUIVI 01	Améliorer les connaissances sur les espèces où des manques ont été constatés	1	25 926 €
<b>5</b> Limiter le	a - Assurer un suivi des EEE sur le territoire	SUIVI 02	Créer et alimenter une base de données sur l'ensemble des espèces	1	10 080 €

Objectifs de développement durable	Objectifs opérationnels	Code action	Intitulé de l'action	Priorité	Montant sur les 5 ans
<b>développement des espèces exotiques envahissantes</b>	b - Assurer une veille scientifique sur les EEE	ANIM 03	Mettre en place un réseau de surveillance des EEE	1	9 620 €
	c - Mettre en place des interventions pour limiter la prolifération des EEE	GESTION 01	Mettre en place une lutte contre les EEE	1	75 000 €
	d - Sensibiliser les acteurs du territoire sur les EEE	SENSI 02	Créer et mettre en place des outils visant à sensibiliser le public au respect des habitats et des espèces d'intérêt communautaire	2	13 780 €
<b>6 Maintenir ou restaurer le fonctionnement hydrodynamique des cours d'eau et une eau en quantité favorable aux espèces d'IC</b>	a - Assurer une quantité d'eau suffisante sur l'ensemble du site	SUIVI 05	Mettre en place des stations de mesure de hauteur d'eau sur les principaux cours d'eau	2	7 160 €
		GESTION 06	Réaliser une étude pour identifier les causes de mise à sec du Galardiko erreka afin de proposer des solutions	1	A déterminer
	b - Restaurer et maintenir les annexes hydrauliques	GESTION 07	Conserver le fonctionnement des annexes hydrauliques	1	5 040 €
		GESTION 05	Restaurer et entretenir la ripisylve	1	100 000 €
	c - Réguler les aménagements et les interventions sur ou ayant un impact sur le lit mineur	SENSI 01	Sensibiliser les maîtres d'ouvrage aux enjeux du site	2	4 500 €
		GESTION 08	Avoir une gestion raisonnée des embâcles	1	Pris en compte dans l'action GESTION 05
<b>7 Conserver une eau de qualité favorable aux EIC</b>	a - Identifier les paramètres qui impactent les espèces et habitats d'IC	SUIVI 06	Mettre en place des expérimentations sur les polluants pouvant impacter les espèces d'IC	3	4 500 €
	b - Assurer un suivi des actions menées à ce sujet dans les autres programmes	ANIM 04	Animer le DOCOB	1	57 240 €
<b>8 Animation du DOCOB</b>	a - Mettre en œuvre les actions du plan de gestion du DOCOB	ANIM 04	Animer le DOCOB	1	57 240 €

Tableau 10 : Coût prévisionnel par action et par année

Code action	Intitulé de l'action	2016	2017	2018	2019	2020	TOTAL
AGRI 01	Réduire et encadrer l'utilisation des intrants et des pesticides		A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer
AGRI 02	Convertir les grandes cultures en prairies dans les zones à fort enjeu		A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer
AGRI 03	Gérer extensivement les prairies par pâturage ou fauchage		A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer
AGRI 04	Développer les zones tampons		A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer
AGRI 05	Aider à un stockage adéquat des effluents d'élevage		A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer
ANIM 01	Encadrer et maîtriser les flux touristiques		900 €	900 €	900 €	900 €	3 600 €
ANIM 02	Mettre en place une stratégie foncière sur les sites sensibles		990 €	360 €	360 €	360 €	2 070 €
ANIM 03	Mettre en place un réseau de surveillance des EEE	2 180 €	1 860 €	1 860 €	1 860 €	1 860 €	9 620 €
ANIM 04	Animer le DOCOB	10 440 €	11 700 €	11 700 €	11 700 €	11 700 €	57 240 €
GESTION 01	Mettre en place une lutte contre les EEE	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	75 000 €
GESTION 02	Limiter l'intrusion du bétail, des engins motorisés et des humains dans les zones sensibles	3 960 €	5 460 €	5 020 €	5 020 €	5 020 €	24 480 €
GESTION 03	Effacer ou à aménager les obstacles au cours d'eau		A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer
GESTION 04	Dans les zones à fort enjeu, aménager les ouvrages routiers identifiés comme inaptes au cheminement des mammifères		A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer
GESTION 05	Restaurer et entretenir la ripisylve	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	100 000 €
GESTION 06	Réaliser une étude pour identifier les causes de mise à sec du Galardiko erreka afin de proposer des solutions	A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer
GESTION 07	Conserver le fonctionnement des annexes hydrauliques		720 €	1 440 €	1 440 €	1 440 €	5 040 €
GESTION 08	Avoir une gestion raisonnée des embâcles	0	0	0	0	0	0
SENSI 01	Sensibiliser les maîtres d'ouvrage aux enjeux du site	900 €	900 €	900 €	900 €	900 €	4 500 €
SENSI 02	Créer et mettre en place des outils visant à sensibiliser le public au respect des habitats et des espèces d'intérêt communautaire	11 620 €	540 €	540 €	540 €	540 €	13 780 € (ne prend pas en compte la



Tableau 10 : Coût prévisionnel par action et par année

Code action	Intitulé de l'action	2016	2017	2018	2019	2020	TOTAL <i>(production des outils)</i>
SENSI 03	Sensibiliser les acteurs professionnels pour limiter les pratiques gênantes	1 500 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	13 500 €
SENSI 04	Sensibiliser les acteurs à la présence du Trichomanès remarquable et de la Soldanelle velue		630 €	90 €	90 €	90 €	900 €
SENSI 05	Mettre en place des formations de reconnaissance des espèces pour les acteurs du territoire		3 000 €	3 000 €			6 000 €
SUIVI 01	Améliorer les connaissances sur les espèces où des manques ont été constatés	180 €	12 780 €	5 776 €	4 510 €	2 680 €	25 926 €
SUIVI 02	Créer et alimenter une base de données sur l'ensemble des espèces	2 160 €	1 980 €	1 980 €	1 980 €	1 980 €	10 080 €
SUIVI 03	Réaliser un diagnostic habitat et définir un plan de gestion en faveurs des habitats d'IC	18 000 €	16 500 €	5 250 €			39 750 €
SUIVI 04	Réaliser un suivi sur le transport de sédiments grossiers		4 710 €	1 810 €	1 810 €	2 510 €	10 840 €
SUIVI 05	Mettre en place des stations de mesure de hauteur d'eau sur les principaux cours d'eau			5 900 €	900 €	360 €	7 160 €
SUIVI 06	Mettre en place des expérimentations sur les polluants pouvant impacter les espèces d'IC		3 000 €	1 500 €			4 500 €
<b>TOTAL</b>		85 940 €	103 670 €	86 026 €	70 010 €	68 340 €	413 986 €



Démarche menée par l'Agglomération Sud Pays Basque

Hego Lapurdiko Hirigunea eraman desmartxa



Ce projet est cofinancé par l'Union européenne. L'Europe s'engage en Aquitaine avec le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER).

